

LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Accroître l'efficacité des Nations Unies



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Accroître l'efficacité des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation internationale du travail

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Programme des Nations Unies pour le développement

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Organisation mondiale de la santé

REMERCIEMENTS

L'auteur principal de cette publication est Elizabeth McCall, Consultante.

Cette publication résulte d'un travail commun de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

l'Organisation internationale du travail (OIT),

le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA),

le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),

le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

et a été coordonnée par le Centre d'Oslo pour la gouvernance (PNUD).

Elle n'aurait pas été possible sans la participation de divers membres du personnel de ces institutions des Nations Unies disposant d'une expérience importante dans le domaine de la communication pour le développement et qui ont aimablement fourni des études de cas et contribué utilement à l'ensemble du processus de rédaction.

Les organisations des Nations Unies remercient les communautés locales et les partenaires nationaux qui ont participé au développement des études de cas.

AVIS

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies ou des États membres des Nations Unies.

Copyright © 2010

United Nations Development Programme Bureau for Development Policy Democratic Governance Group

304 East 45th Street, 10th Fl. New York, NY 10017, USA www.undp.org/governance

Oslo Governance Centre Inkognitogata 37, 0204 Oslo Norvège www.undp.org/oslocentre

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à gauche) :

©UNICEF/NYHQ2009 0849/Noorani, ©UNICEF/NYHQ2001-0197/Pirozzi, ©UNESCO, ©PNUD/David Dahmen

SIGLES ET ACRONYMES

C4D	Communication pour le développement
BCP	Bilan commun de pays
CDAC	Communiquer avec les communautés sinistrées
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CMC	Centres multimédia communautaires
CRC	Convention relative aux droits de l'enfant
CRPD	Convention relative aux droits des personnes handicapées
CSO	Organisation de la société civile ; groupe relevant de la société civile
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EPT	Éducation pour tous
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIPA	Participation accrue des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida
HRBA	Approche fondée sur les droits de l'homme
TIC	Technologie de l'information et de la communication
IEC	information, éducation et communication
OIT	Organisation internationale du travail
PIDC	Programme international pour le développement de la communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
MD	Déclaration du Millénaire
MDI	Indicateurs de développement des médias
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OGC	Centre d'Oslo pour la gouvernance
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGASS	Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PAM	Programme alimentaire mondial
OMS	Organisation mondiale de la santé

AVANT-PROPOS

La communication pour le développement : accroître l'efficacité des Nations Unies

La communauté internationale, y compris les organisations des Nations Unies, a reconnu combien il importe de répondre aux besoins d'information et de communication des individus marginalisés et vulnérables. Elle a compris le rôle que peut jouer la communication pour permettre aux individus d'acquérir la capacité à agir sur les décisions qui affectent leur vie.

La communication pour le développement est l'un des moyens les plus importants d'étendre l'accès aux nouvelles opportunités en ce domaine. Plus qu'une simple stratégie, la communication pour le développement est un processus social fondé sur la promotion du dialogue entre les communautés et les décideurs à l'échelon local, national et régional. Elle a pour but de promouvoir, développer et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui améliorent la qualité de la vie pour tous.

Depuis 1988, la Table ronde biannuelle des Nations Unies sur la communication pour le développement constitue la plateforme principale permettant aux agences et autres organisations des Nations Unies d'échanger des idées et des stratégies sur les moyens de mettre la communication au service d'un développement plus équitable et durable. En 2009, lors de la 11^{ème} Table ronde de ce type organisée à Washington DC, les participants ont convenu de la nécessité d'un document qui examinerait les différentes approches de la communication pour le développement adoptées par diverses organisations des Nations Unies.

La présente publication présente un aperçu général des approches de la communication pour le développement mises en œuvre par ces organisations. Elle montre de quelle façon les agences, programmes et fonds des Nations Unies intègrent la communication pour le développement et en assurent la promotion dans leur travail.

Elle appelle à poursuivre l'intégration des approches de la communication pour le développement dans les instruments de planification des programmes, ainsi que l'allocation de ressources adéquates afin de renforcer le rôle de la communication et de l'information en tant qu'outil essentiel pour parvenir à un développement axé sur les individus.

Nous souhaitons que cette publication soit utilisée à la fois par les hauts dirigeants et le personnel des programmes des agences et fonds des Nations Unies et qu'elle suscite une coopération plus intense entre organisations des Nations Unies autour de la communication pour le développement à tous les niveaux.

Ce document pourra aussi servir d'outil de promotion. Il pourra notamment être utile pour inciter les donateurs, les partenaires nationaux, les organisations du développement et les organisations de la société civile, y compris les groupes établis à la base dans les communautés locales, à soutenir et adopter des approches fondées sur la communication pour le développement.

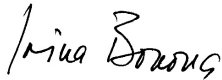
Nous espérons sincèrement que cette publication contribuera aux progrès de la communication pour le développement comme moyen de promouvoir la dignité et la qualité de vie des individus dans le monde entier.



Helen Clark
Administratrice
Programme des Nations Unies pour le
développement



Anthony Lake
Directeur Exécutif
Fonds des Nations Unies pour
l'enfance



Irina Bokova
Directrice Générale
Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture



Margaret Chan
Directrice Générale
Organisation mondiale de la santé



Jacques Diouf
Directeur Général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Michel Sidibé
Directeur Exécutif
Programme commun des Nations
Unies sur le VIH/sida



Juan Somavia
Directeur Général
Organisation internationale du
travail

TABLE DES MATIERES

Sigles et acronymes	iii
Avant-propos	v
Résumé	ix
Introduction	1
PREMIERE PARTIE : La communication pour le développement au sein des Nations Unies	
1. Les méthodes de communication pour le développement adoptées au sein des Nations Unies	7
2. La communication pour le développement : réaffirmer les principes fondamentaux des Nations Unies	9
3. La communication pour le développement au sein de certains organismes des Nations Unies	12
4. La collaboration transversale	14
DEUXIEME PARTIE : Les pratiques de communication pour le développement au sein de quelques organisations des Nations Unies	
1. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	23
AFRIQUE : Renforcer les capacités dans le domaine du journalisme	27
NEPAL : Soutenir le développement des radios communautaires	32
2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance	39
NIGERIA : Susciter le changement social via les panneaux d'information communautaire	43
BANGLADESH : Autonomisation des adolescents	48
3. Programme des Nations Unies pour le développement	55
PHILIPPINES: Améliorer la gouvernance et la prestation de services par l'engagement citoyen	59
LIBERIA: Faire participer la population à la gouvernance à l'aide de programmes radiophoniques à ligne ouverte	64
4. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	71
ÉGYPTE : Fournir des technologies de l'information et de la communication pour améliorer les moyens d'existence des agriculteurs	74
TADJIKISTAN : Utiliser la radio pour répondre aux besoins d'information des agriculteurs	80
5. Organisation internationale du travail	87
CHINE, GHANA, OUGANDA : intégrer les médias dans le développement des petites entreprises	89
6. Organisation mondiale de la santé	97
CAMPAGNE MONDIALE: Le rôle de la communication dans la lutte contre l'épidémie de tabagisme	100
7. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	107
LESOTHO : Le dialogue communautaire, catalyseur du changement	111
BIBLIOGRAPHIE	116
AUTRES RESSOURCES DES NATIONS UNIES	118

RESUMÉ

La communication pour le développement a des incidences sur le développement humain. La communication pour le développement privilégie les systèmes et processus de communication qui permettent aux individus de délibérer et de s'exprimer sur les questions importantes pour leur bien-être. Le rôle qu'elle joue dans les processus d'émancipation distingue la communication pour le développement d'autres formes de communication, par exemple la communication interne ou la communication des entreprises, et en fait un élément essentiel des programmes axés sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et d'autres priorités de développement équitable et durable.

La première partie de cette publication examine la question de la communication pour le développement au sein des organisations des Nations Unies. Elle présente d'abord une vue d'ensemble des quatre approches interdépendantes de la communication pour le développement adoptées par les organisations des Nations Unies : 1) la communication axée sur les changements comportementaux ; 2) la communication pour le changement social ; 3) la communication visant à promouvoir certaines idées ; 4) les activités visant à soutenir et renforcer un environnement médiatique et de communication favorable. Cette partie montre comment la communication pour le développement contribue à renforcer nombre des principes fondamentaux qui sous-tendent l'approche commune des Nations Unies à l'égard du développement au niveau de chaque pays, en particulier l'adoption d'une démarche fondée sur les droits de l'homme, l'appropriation des programmes par les acteurs nationaux, l'égalité entre les sexes et le développement efficace. Elle fournit ensuite un aperçu des diverses applications de la communication pour le développement dans certaines institutions des Nations Unies. Enfin, elle illustre de quelle façon la collaboration entre organisations des Nations Unies sur toute une gamme de questions se rapportant à la communication pour le développement contribue à la réalisation de l'initiative de l'ONU « Unis dans l'action » au niveau mondial et national.

La deuxième partie présente un examen approfondi des initiatives de communication pour le développement mises en œuvre dans le cadre de sept institutions, programmes et fonds des Nations Unies : la FAO, l'OIT, l'ONUSIDA, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS. Les sections correspondantes donnent un aperçu de la façon dont les approches de la communication pour le développement contribuent à la réalisation du mandat et des objectifs de chaque organisation, en mettant en lumière le rôle de la communication pour le développement dans la promotion des principes essentiels en matière de droits, d'égalité et d'équité. Cet aperçu est suivi par des études de cas montrant quelle utilisation est faite de la communication pour le développement en pratique, soit comme élément d'un projet de plus grande envergure, soit comme projet isolé s'inscrivant dans les objectifs stratégiques de l'organisation et des gouvernements partenaires. Les études de cas font ressortir la pertinence de la communication pour le développement dans une gamme étendue de secteurs où interviennent les organisations des Nations Unies. Les approches s'inspirant de la communication pour le développement se révèlent utiles dans tous les domaines: de la promotion du pluralisme des médias au renforcement de la participation des personnes marginalisées et vulnérables aux processus décisionnels. Elles peuvent aussi être utilisées pour répondre aux problèmes de santé des enfants, favoriser le développement de l'autonomie des adolescents, améliorer les conditions de vie ou même combattre les épidémies.

INTRODUCTION

Comprendre la communication pour le développement

La communication est essentielle au développement humain. Les processus de communication occupent une place déterminante dans les pratiques générales d'émancipation grâce auxquelles les individus parviennent à acquérir une compréhension personnelle des questions, examiner des idées et en débattre, négocier et participer à des discussions publiques au niveau local ou national. La fonction propre de la communication pour le développement dans les processus d'émancipation est ce qui la distingue d'autres formes de communication. Le rôle que joue la communication pour le développement dans l'accès à l'autonomie en fait un élément essentiel des activités de planification en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et d'autres priorités de développement.

En 1997, les Nations Unies ont adopté une définition formelle de la communication pour le développement qui apparaît à l'article 6 de la Résolution 51/172 de l'Assemblée générale où celle-ci insiste sur la nécessité de soutenir :

« les systèmes de communication réciproque, qui facilitent le dialogue et permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement. »¹

Depuis ont été proposées d'autres définitions de la communication pour le développement qui reflètent une prise de conscience croissante du rôle de la communication pour le développement dans les processus de développement. En 2006, le Consensus de Rome du Congrès mondial sur la communication pour le développement² a défini la communication pour le développement comme :

« (...) un processus social basé sur le dialogue et faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise aussi à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables. Elle se distingue complètement des relations publiques et de la communication des entreprises ».

Distinguer différents types de communication

Nombre de personnes travaillant à l'intérieur des Nations Unies ou d'autres organismes de développement associent le terme de communication aux mesures visant soit à promouvoir le profil institutionnel d'une organisation, soit à faciliter les flux d'information en son sein. Il est donc nécessaire de bien souligner la différence entre la communication pour le développement et la communication interne ou institutionnelle d'une organisation. La communication institutionnelle contribue à renforcer la cohérence et l'identité d'une organisation. Elle vise principalement à faire connaître la mission et les activités d'une organisation, en veillant à ce que celle-ci parle toujours d'une même voix lorsqu'elle s'adresse au public. La communication institutionnelle se sert également des mass-médias pour sensibiliser le public aux questions de développement et, très souvent, contribue à assurer la réussite des activités de collecte de fonds de l'entité concernée.³ La communication interne vise à faciliter la circulation de l'information à l'intérieur d'une organisation ou d'un projet. Elle est importante pour assurer que le partage d'information s'effectue en temps voulu et de manière efficace au sein de l'organisation. Elle contribue également à promouvoir les synergies en évitant la duplication des efforts.

Chaque type de communication peut impliquer le recours à un ou plusieurs modèles d'intervention comme le développement des capacités, la diffusion d'information, la mobilisation du public ou le marketing.⁴ Chaque type de communication requiert généralement des connaissances de nature différente et des acteurs dotés de compétences différentes.

L'évolution de la communication pour le développement

La communication pour le développement tire son origine de la théorie de la modernisation, à savoir la réflexion et la pratique en matière de développement qui ont prédominé après la Deuxième Guerre mondiale.⁵ A l'époque, il était généralement admis que les pratiques traditionnelles des pays en développement devraient être remplacées, ou pour le moins complétées, le « progrès » nécessitant des apports externes.⁶ Les mass-médias étaient considérés comme des acteurs potentiellement déterminants du changement, chargés de « faire souffler le vent de la modernisation sur les communautés traditionnelles isolées et remplacer les structures de vie, les valeurs et les comportements de ces communautés par ceux des Sociétés Occidentales modernes ».⁷ Les mass-médias apparaissaient comme le moyen idéal de transférer des idées et des pratiques nouvelles depuis le monde développé vers le monde en développement ainsi que des zones urbaines vers les régions rurales.⁸ Les décideurs étaient alors fermement convaincus que la communication à l'aide des mass-médias (dans laquelle la transmission de l'information s'effectue de façon linéaire,⁹ essentiellement de haut en bas, à partir d'un point unique) permettrait de modifier les idées et les attitudes des individus.¹⁰ Les mass-médias étaient aussi conçus comme une source de « diffusion » d'idées et de pratiques novatrices par le biais de canaux influents permettant de toucher des publics différents au niveau local.

A partir des années 70, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour critiquer le coût humain associé au modèle de la modernisation. En Amérique latine, cette opposition a donné naissance à la théorie de la dépendance pour laquelle le monde était divisé en un centre industrialisé regroupant quelques pays riches et une périphérie sous-développée comprenant un grand nombre de pays pauvres.¹¹ Dans cette optique, le « centre » colonialiste et capitaliste était perçu comme se développant aux dépens des anciennes colonies dont la fonction principale était de fournir aux pays riches des matières premières et une main d'œuvre bon marché, ce qui rendait impossible pour eux de « rattraper leur retard ».¹² Au cours des années 70, cette théorie s'est implantée dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les partisans de la théorie de la dépendance voulaient obtenir une circulation plus équilibrée de l'information au niveau international mais rien n'indique qu'ils envisageaient la mise en place de formes de communication de type plus horizontal à l'intérieur de chaque pays. Au contraire, les États perpétuaient en général le modèle d'utilisation de haut en bas des mass-médias et n'appréciaient pas suffisamment les potentialités offertes par les médias privés ou locaux.¹³

Vers la fin des années 70, il était devenu abondamment clair que le public n'était pas composé de récepteurs passifs de l'information et que les médias ne pouvaient à eux seuls modifier l'état d'esprit et les comportements des individus. C'est vers cette époque que l'approche pour « Un autre développement » a commencé à influencer la réflexion et les pratiques de communication.¹⁴ Les partisans de cette approche considéraient que la participation des communautés locales à la conception et à la mise en œuvre des programmes de développement était essentielle puisque c'est à l'intérieur de ces communautés qu'était vécu concrètement le développement.¹⁵ Les systèmes de communication nouveaux et les pratiques médiatiques alternatives étaient donc considérés comme un moyen important pour la population locale de participer aux activités de développement et la communication pour le développement a alors été comprise comme un processus à double sens dans lequel les communautés pouvaient participer en tant qu'acteurs essentiels à leur propre développement.¹⁶ A la fin des années 80, l'idée de développement participatif, en particulier les procédures d'évaluation rurale basées sur la participation grâce auxquelles les communautés démunies participent directement à la définition des problèmes et solutions les concernant, s'était acquise une influence considérable au sein de nombreuses organisations du développement, notamment les organisations non-gouvernementales(ONG).¹⁷ Depuis, une priorité accrue est accordée aux méthodes de communication horizontale et pluridirectionnelle faisant appel à divers canaux et mettant en valeur l'importance du dialogue pour faciliter la confiance et la compréhension mutuelle, amplifier la voix des pauvres et leur permettre d'identifier les moyens de surmonter leurs problèmes et d'améliorer leur bien-être.

La discussion s'est poursuivie pendant la première décennie du XXI^e siècle. Certains acteurs du développement sont d'avis que la communication pour le développement devrait favoriser l'évolution des relations de pouvoirs et contribuer à des transformations sociales positives sous l'impulsion des acteurs qui sont le plus affectés par les politiques de développement. D'autres considèrent que les individus qui vivent en situation de pauvreté ne sont pas nécessairement en mesure de participer aux processus d'élaboration des politiques et qu'ils peuvent seulement informer les choix qui relèvent des compétences de décideurs conseillés par des experts. Ce dernier point de vue, qui ne fait pas suffisamment de place à une participation étendue à la promotion des politiques, est préoccupant. Dans une optique plus consensuelle, d'autres acteurs encore privilégient une approche holiste, « diagonale », cherchant à mobiliser la communication tant verticale qu'horizontale pour informer les processus de décision au niveau national et local.¹⁸

Un environnement favorable constitue par conséquent une condition préalable à la planification et à la mise en œuvre efficaces de la communication pour le développement. Cet environnement doit notamment inclure un système légal et réglementaire protégeant la liberté d'expression, favoriser l'accès à l'information des plus démunis, promouvoir le droit du public à accéder à l'information officielle et faciliter l'octroi de licences sur une base non-discriminatoire aux radios communautaires ainsi que le développement de systèmes médiatiques libres et pluralistes permettant à des médias d'intérêt public de haute qualité de se développer au niveau national et local.

Notes

- ¹ Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 51/172 ; disponible à : [http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N97/765/67/PDF/N9776567 .pdf?OpenElement](http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N97/765/67/PDF/N9776567.pdf?OpenElement).
- ² *World Congression Communication for Development : Lessons, Challenges and the Way Forward*, Banque mondiale, Washington DC, 2007.
- ³ Mefalopulos, Paolo, *Development Communication Sourcebook : Broadening the Boundaries of Communication*, Banque mondiale, Washington D.C., 2008.
- ⁴ *Development Communication Sourcebook : Broadening the Boundaries of Communication*, p.3-5.
- ⁵ Le modèle de la « modernisation », dans lequel le développement est conçu principalement comme une forme de modernisation, a dominé la réflexion sur le développement jusque dans les années 70. Dans *Communicating for Development : Human Change for Survival* (1998), Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada soulignent que, plus de deux décennies après que les problèmes découlant de l'application de ce modèle soient devenus manifestes, certains projets continuent à être conçus essentiellement de haut en bas, en partant de présupposés sur le comportement des acteurs au lieu de s'appuyer sur la communication et la participation.
- ⁶ Fraser C. et S. Restrepo-Estrada, *Communicating for Development : Human Change for Survival*, I.B. Taurus Publishers, Londres et New York, 1998.
- ⁷ Melkote Srinivas et H. L. Steeves, *Communication for Development in the Third World: Theory and Practice for Empowerment*, Sage Publications, New Delhi, 2001, p.144.
- ⁸ *Ibid.*
- ⁹ Mefalopulos (2008) mentionne p. 46 le modèle de communication de Berlo (1960) qui repose sur un flux d'information linéaire à partir d'un point central vers une multitude de récepteurs appelés « récepteurs du canal de diffusion du message source » (Source-Message-Channel-Receiver, SMCR).
- ¹⁰ *Development Communication Sourcebook : Broadening the Boundaries of Communication*, p.46.
- ¹¹ UNESCO, « Towards a Common UN System Approach : The Role of Communication for Development in Achieving the MDGs », document de l'UNESCO préparé en vue de la 10^{ème} Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement, publié dans *Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to Achieve the Millennium Development Goals*, UNESCO/PNUD, Paris, 2007, p.16.
- ¹² *Development Communication Sourcebook : Broadening the Boundaries of Communication*, p.46.
- ¹³ *Ibid.*
- ¹⁴ Everett Rogers a développé le paradigme d'« Un autre développement » en réponse aux insuffisances apparues dans les théories antérieures du développement.
- ¹⁵ UNESCO, *Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to Achieve the Millennium Development Goals*, 2007, p.17.
- ¹⁶ *Ibid.*

- ¹⁷ Dans *Development Communication Sourcebook : Broadening the Boundaries of Communication*, Mefalopulos renvoie au travail séminal de Chambers sur la promotion des techniques de participation auprès des personnes les plus démunies dans les communautés rurales, p.53.
- ¹⁸ UNESCO, *Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to Achieve the Millennium Development Goals*, 2007, p.19.

PREMIERE PARTIE

La communication pour le
développement au sein des
Nations Unies

1. Les méthodes de communication pour le développement adoptées au sein des Nations Unies

Les organisations des Nations Unies classent actuellement les pratiques de communication pour le développement en quatre tendances ou « filières »¹: 1) la communication axée sur les changements comportementaux ; 2) la communication pour le changement social ; 3) la communication visant à promouvoir certaines idées ; 4) les activités visant à soutenir et renforcer un environnement médiatique et de communication favorable. Toutefois, elles reconnaissent que ces différentes approches se recoupent fortement.

1.1 La communication axée sur les changements comportementaux

La communication axée sur les changements comportementaux est un « processus interactif pour le développement de messages et d'approches spécifiques utilisant divers canaux de communication dans le but d'encourager et de soutenir des comportements positifs adaptés ».² Cette méthode est sans doute la plus connue puisqu'elle a été utilisée très largement dans les programmes de développement depuis les années 50. La communication axée sur les changements comportementaux considère le changement social et le changement individuel comme les deux versants d'un même phénomène. Reposant à l'origine sur des programmes d'information, d'éducation et de communication, elle a évolué de façon à promouvoir des messages mieux ciblés, favoriser le dialogue et l'appropriation commune des processus afin de viser certains résultats, notamment en matière de santé.³ La communication axée sur les changements comportementaux est considérée comme un aspect essentiel de nombreux programmes de santé, en particulier les programmes de lutte contre le VIH/sida.

Depuis les années 90, des stratégies de communication de plus en plus détaillées, notamment la mobilisation des communautés locales, les activités de conseil axées sur le client et les interventions sous forme de réseaux sociaux, ont été employées pour obtenir des changements comportementaux. Reconnaissant que les comportements individuels sont déterminés par le contexte social, culturel, économique et politique, ces stratégies intègrent parfois des éléments tels que l'éducation par les pairs, le marketing social, les activités éducatives de loisirs, la promotion de politiques publiques et l'utilisation des médias, les pratiques d'émancipation personnelle et communautaire et les relations publiques. Cette évolution a conduit certaines organisations à adopter l'expression de « communication stratégique » dont la portée est plus étendue.⁴ Pour certains analystes, l'un des aspects essentiels de la relation entre communication et comportement est le processus d'« idéation », à savoir la diffusion de nouvelles manières de penser par la communication et l'interaction sociale au sein de communautés locales circonscrites d'un point de vue culturel.⁵

1.2 La communication pour le changement social

La communication pour le changement social met l'accent sur le dialogue en tant qu'élément essentiel aux fins du développement ainsi que sur la nécessité de faciliter la participation et l'accès à l'autonomie des pauvres. Cette forme de communication recourt à des approches fondées sur la participation. Elle souligne l'importance de la communication horizontale, le rôle des individus en tant qu'acteurs du changement, le besoin d'aptitudes à la négociation et la nécessité des partenariats.⁶ La communication pour le changement social privilégie les processus de dialogue permettant aux individus de surmonter les obstacles et de découvrir les moyens qui les aideront à réaliser les buts qu'ils se sont fixés. Grâce aux processus de dialogue public et privé, tous les membres de la société civile – femmes, hommes et

enfants – apprennent à définir qui ils sont, ce qu’ils veulent et ce dont ils ont besoin et à comprendre ce qui doit changer pour vivre mieux. L’approche fondée sur la communication pour le changement social est axée sur l’action collective et le changement social à long terme avec la participation de l’ensemble de la communauté et intervient donc à distance des comportements individuels. Elle repose sur les principes de tolérance, d’auto-détermination, d’équité, de justice sociale et de participation active. L’analyse des événements catalyseurs, la reconnaissance des problèmes de la communauté, le dialogue communautaire, la planification et l’action collective sont les composantes du processus de communication pour le changement social.⁷

Un événement catalyseur interne ou externe, en permettant d’identifier un problème, ouvre la voie au dialogue communautaire. Dans l’idéal, cela peut conduire à une action collective débouchant sur le changement individuel ou social, ou les deux à la fois car l’un et l’autre sont nécessaires pour parvenir à un impact sociétal soutenu à long terme.⁸

La réflexion sur la communication pour le changement social se poursuit et, dans certaines organisations des Nations Unies, on reconnaît aujourd’hui que, pour réussir, les programmes doivent associer le dialogue communautaire et l’utilisation des mass-médias et d’autres formes de communication et de promotion pour diffuser des informations et des idées motivantes.⁹ Les comportements en matière de santé et de développement s’insérant dans un contexte social, les stratégies inclusives de communication pour le développement font appel à toute une gamme d’approches différentes pour catalyser le changement tant individuel que social.

1.3 La communication visant à promouvoir des idées

Ce type de communication comprend les actions cherchant délibérément à influencer le climat politique, les décisions concernant des programmes ou des politiques, les idées du public à l’égard de certaines normes sociales, les décisions de financement ainsi que le soutien et l’autonomisation de la communauté au regard de questions spécifiques. Il constitue un moyen de favoriser le changement dans les domaines de la gouvernance, des relations de pouvoir, des relations sociales, des comportements et même du fonctionnement institutionnel. Grâce aux processus continus de promotion d’idées, qui devraient être intégrés dans une stratégie globale de communication pour le développement, les responsables de l’élaboration des politiques et les dirigeants politiques et sociaux à tous les niveaux peuvent être incités à créer et soutenir un environnement favorable à l’adoption de politiques et de textes législatifs et à allouer les ressources de manière équitable.

1.4 Les activités visant à soutenir et renforcer un environnement médiatique et de communication favorable

Cette approche souligne le fait que le renforcement des capacités de communication, notamment l’infrastructure professionnelle et institutionnelle, est nécessaire pour permettre le développement : (1) de médias libres, indépendants et pluralistes servant l’intérêt public ; (2) d’un large accès du public à divers moyens et canaux de communication, y compris les médias locaux ; (3) d’un environnement réglementaire non-discriminatoire pour le secteur de la radiodiffusion ; (4) de systèmes de responsabilité des médias ; (5) de la liberté d’expression, afin que tous les groupes puissent faire entendre leur voix et participer aux discussions et aux processus décisionnels liés au développement.

2. La communication pour le développement : réaffirmer les principes fondamentaux des Nations Unies

Bien qu'elle n'ait pas été formellement intégrée aux instruments officiels de planification stratégique des Nations Unies, notamment le Bilan commun de pays (BCP) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), la communication pour le développement est en harmonie avec un grand nombre des principes étroitement liés entre eux qui régissent l'approche commune des Nations Unies à l'égard du développement dans chaque pays et elle renforce ces principes.¹⁰

2.1 Communication pour le développement et approche du développement fondée sur les droits de l'homme

L'approche du développement fondée sur les droits de l'homme consiste à identifier les « détenteurs de droits » (individus et groupes dont les revendications sont justifiées) et les « porteurs de responsabilités » (entités étatiques et non-étatiques soumises aux obligations correspondantes) afin de renforcer à la fois la capacité des détenteurs de droits à revendiquer et faire valoir leurs droits et celle des entités responsables à respecter les obligations qui sont les leurs. La communication pour le développement est compatible avec et repose sur l'approche du développement fondée sur les droits de l'homme qui doit guider l'ensemble des activités de programmation des Nations Unies au niveau de chaque pays. Le modèle de la communication pour le développement permet d'établir des priorités entre les besoins d'information et de communication des pauvres et leurs intérêts à cet égard en s'appuyant sur divers moyens pour donner la possibilité aux personnes défavorisées – hommes et femmes, jeunes et personnes âgées – de comprendre et de participer au processus qui leur permettra de faire exister concrètement leurs droits. L'utilisation de la gamme complète des médias nouveaux et traditionnels¹¹ ainsi que les échanges directs en personne sont deux aspects de l'approche fondée sur les droits sur laquelle s'appuie la communication pour le développement. Les médias communautaires, en particulier, fournissent aux individus une plate-forme pour faire entendre leur voix et offrent aux groupes marginalisés des possibilités de participation éclairée au discours sur le développement.

La communication pour le développement permet aussi de renforcer les efforts axés sur la mise en œuvre du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit à l'information consacrés à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De nombreux juristes universitaires considèrent que les droits à l'information constituent aujourd'hui un sous-ensemble des droits de la citoyenneté permettant aux individus de jouer un rôle de citoyen actif et affirment que ces droits ont une importance et une valeur égales aux droits civils, politiques, économiques et sociaux :

*« (...) les droits à l'information constituent pour la plupart une composante de la citoyenneté. Ils concernent avant tout le mode de fonctionnement social des citoyens, non seulement en relation avec les autorités publiques mais aussi dans leurs relations mutuelles et dans leurs relations avec des entités juridiques privées. Les droits à l'information devraient être inclus dans le chapitre sur les droits civils de chaque constitution, parallèlement aux autres droits individuels ».*¹²

Dans l'optique de la communication pour le développement, les « détenteurs de droits » sont des citoyens réclamant du gouvernement et d'autres organes publics une information facile d'accès et facile à comprendre sur les questions qui concernent leur vie, ainsi que la possibilité d'exprimer leurs opinions avec la garantie que celles-ci soient entendues et prises en compte lors de l'élaboration des politiques. Les « porteurs de responsabilités » sont les acteurs publics tenus

d'assurer la mise en place d'un environnement législatif et réglementaire favorable aux médias locaux et aux médias d'intérêt public, de fournir une information pertinente, diversifiée et à jour et de répondre à l'opinion publique.¹³

2.2 Communication pour le développement et amélioration des capacités nationales d'appropriation du développement

Le développement des capacités est considéré comme la contribution essentielle des Équipes de pays des Nations Unies (UNCT) et comme une condition préalable à l'appropriation nationale des processus de développement. Les méthodes de communication pour le développement représentent un puissant moyen d'intervention à l'appui de cette priorité. Les lignes directrices du PNUAD appellent à décomposer l'objectif de renforcement des capacités en éléments tangibles et faciles à gérer.¹⁴ Ces éléments, qui comprennent l'accès à l'information, l'inclusion, la participation, l'équité et l'autonomisation, sont au cœur de la communication pour le développement car celle-ci envisage le contexte local comme le déterminant premier des initiatives de développement des capacités. La communication pour le développement a un rôle essentiel à jouer dans la mise en place des conditions nécessaires pour permettre aux individus de s'exprimer ouvertement sur les questions de fond et de participer à la recherche de solutions aux problèmes les concernant. A cette fin, les approches de ce type commencent par recenser et traiter les besoins spécifiques des individus en termes de capacités pour accéder à l'information et la comprendre, et acquérir la confiance nécessaire pour agir à partir de l'information. Elles comprennent aussi des mesures de renforcement des capacités du personnel des organes gouvernementaux et d'autres organisations, y compris les médias et les organisations de la société civile, chargés de fournir des informations et servant d'intermédiaires dans la circulation de l'information.

2.3 Communication pour le développement et égalité entre les sexes

L'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes et l'objectif de l'égalité entre les sexes sont des éléments essentiels de l'approche fondée sur les droits de l'homme, auxquels les Équipes de pays des Nations Unies accordent la priorité. Diverses initiatives en matière de communication sont mises à contribution pour soutenir cet objectif, notamment la promotion des changements juridiques et constitutionnels et l'utilisation du dialogue comme outil de modification des comportements culturels et sociaux, afin de supprimer les obstacles à la participation des femmes à la vie de l'ensemble de la société. Les spécialistes de chaque programme travaillent avec les gouvernements et la société civile afin de créer des opportunités pour que les femmes acquièrent les compétences et la confiance en soi nécessaires pour soutenir le changement, promouvoir l'idée d'égalité et stimuler l'action collective contre les préjugés et le manque d'équité.¹⁵ Les médias peuvent notamment remettre en cause les idées, les attentes et les présupposés concernant les rôles sexuels et contribuer ainsi de façon importante à cet aspect essentiel du développement.

2.4 Communication pour le développement et durabilité de l'environnement

Les mesures visant à limiter l'endommagement potentiel des bases de ressources nationales sont essentielles pour répondre aux besoins sociaux et économiques des individus, en particulier ceux des plus démunis. La sphère de la communication a une fonction essentielle à remplir pour soutenir le principe de la durabilité environnementale, notamment en facilitant les changements comportementaux, en incitant les individus à agir et en « catalysant les processus de changement social au sein de la société en relation avec ces questions »¹⁶. Pour répondre aux défis environnementaux, la communication est nécessaire, en particulier pour « partager des données factuelles et scientifiques, discuter des impacts et des réponses adoptées par les pouvoirs publics, négocier entre gouvernements et société civile à l'échelon national et entre gouvernements à l'échelon mondial autour des actions à envisager et discuter et convenir des mesures de compromis ou autres ».¹⁷ La communication pour le développement encourage et soutient également la participation des enfants et des jeunes aux initiatives en matière d'environnement.

2.5 Communication pour le développement et développement efficace

L'engagement de la communauté internationale en faveur du développement efficace, tel qu'affirmé dans la Déclaration de Paris et précisé dans le Programme d'action d'Accra¹⁸, se manifeste aussi dans le travail mené par les organes des Nations Unies au niveau de chaque pays. Les méthodes de communication pour le développement contribuent à soutenir et renforcer les principes essentiels d'efficacité de l'aide.¹⁹ Par exemple, le rôle de surveillance des médias, notamment en demandant des comptes aux gouvernements et en mettant en lumière la corruption, renforce l'efficacité des initiatives d'aide. Cette fonction acquiert même une importance décisive dans la mesure où les pays donateurs recourent de plus en plus au soutien budgétaire direct en tant qu'élément du processus d'alignement de l'aide sur les priorités établies à l'échelon national.

3. La communication pour le développement au sein de certains organismes des Nations Unies

La communication pour le développement est déjà bien établie dans certaines organisations des Nations Unies et a été introduite récemment comme un domaine thématique spécifique dans d'autres. Cependant, le niveau des activités, les méthodologies, les ressources ainsi que la place assignée à la communication pour le développement au sein des organisations varient énormément. Ces écarts s'expliquent dans une certaine mesure par les différences de mandat institutionnel de chaque organisation. Dans l'ensemble du système des Nations Unies, les approches inclusives et fondées sur la participation associées à la communication pour le développement constituent des éléments essentiels d'une gamme étendue de projets sectoriels, en particulier dans le domaine de la gouvernance, des modes de subsistance, de l'environnement, de l'éducation, de la santé et de l'égalité entre les sexes. Dans tous ces projets, les méthodes de la communication pour le développement sont utilisées pour faciliter l'établissement de liens, accroître les connaissances et la sensibilisation, développer les capacités en ressources humaines des communautés locales et du gouvernement, modifier les comportements et les pratiques, changer les attitudes et les normes sociales, et promouvoir la confiance en soi et l'auto-efficacité à l'intérieur des communautés locales et entre elles.²⁰ Les outils de la communication pour le développement constituent également une composante essentielle des moyens d'intervention de plusieurs organisations des Nations Unies dans les situations de catastrophe naturelle.

Exemples d'application de la communication pour le développement dans plusieurs organisations des Nations Unies

L'**UNESCO** considère la communication pour le développement comme un élément central de la stratégie de mise en œuvre de son mandat en faveur de la libre circulation des idées. L'organisation axe ses efforts sur la promotion d'un environnement adéquat aux fins de la communication pour le développement, notamment par la création de médias et le renforcement de leurs capacités. Les initiatives récentes comprennent : 1) l'analyse des insuffisances afin d'identifier les points d'insertion de la communication pour le développement dans certains pays participant à l'initiative « Unis dans l'action » de l'ONU ; 2) la promotion d'outils de diagnostic comme les Indicateurs de développement des médias ; 3) le développement d'outils comme les modèles de cursus pour la formation au journalisme et de boîtes à outils pour les professionnels des médias ; 4) le soutien des médias locaux ; 5) la promotion des écoles de formation au journalisme.

L'**UNICEF** considère la communication pour le développement comme une stratégie transversale essentielle de son Plan stratégique à moyen terme et en a reconnu l'importance décisive en situant la fonction mondiale de communication pour le développement au sein de la Division des politiques et pratiques. L'approche adoptée par l'UNICEF en matière de communication pour le développement repose sur la constitution d'une solide base de données à partir des activités de recherche, de suivi et d'évaluation et sur le développement d'études de cas mettant en évidence la valeur ajoutée de la communication dans l'obtention de résultats équitables pour les enfants. Ses domaines privilégiés englobent l'initiative accélérée pour la survie et le développement des enfants et l'élimination de la violence à l'égard des enfants. Parmi ses autres domaines d'intérêt, on peut citer également le développement des capacités, y compris sous forme d'ateliers, le développement de boîtes à outils et l'amélioration de la gestion des connaissances. Dans ses activités de suivi et d'évaluation se rapportant à la communication pour le développement, l'UNICEF met en avant le développement de boîtes à outils et d'indicateurs pour mesurer comment modifier les comportements et parvenir à un changement social équitable et durable.

Le **PNUD** envisage les systèmes de communication pour le développement comme des outils essentiels pour favoriser une participation fondée sur l'inclusion et rendre possible la responsabilité sociale. L'approche adoptée par le PNUD en matière de communication pour le développement inclut la réalisation d'évaluations spécifiques afin de mieux comprendre, en particulier, les besoins d'information et de communication des personnes qui vivent en situation de pauvreté et d'identifier les domaines dans lesquels ces besoins ne sont pas satisfaits (« communication pour favoriser l'accès à l'autonomie »), en répondant aux défis en matière de droit à l'information par la promotion d'un environnement législatif et réglementaire positif, le travail de sensibilisation et les initiatives d'éducation civique, et en utilisant les TIC pour améliorer l'accès des individus à l'information.

Au sein de la **FAO**, l'évolution de la communication pour le développement a connu trois phases distinctes. Pendant la première, la communication a été introduite pour soutenir le développement rural et agricole. Pendant la seconde, l'intérêt à l'égard de la communication pour le développement s'est déplacé vers la communication comme outil de développement des capacités. La troisième phase a commencé au milieu des années 90 avec l'intégration de l'unité de communication pour le développement au sein de la Division de la recherche et de la vulgarisation. La communication pour le développement est aujourd'hui axée sur trois domaines : 1) les systèmes de communication ruraux et l'utilisation des TIC pour soutenir l'innovation agricole et la sécurité alimentaire ; 2) les radios communautaires dans les régions rurales ; 3) la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique au niveau local.

A l'**OIT**, la perspective de communication pour le développement est clairement présente, même si la notion de communication pour le développement n'est pas encore monnaie courante au sein de l'organisation. Sur des projets, par exemple, le Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise a adopté une approche fondée sur la communication pour le développement, en se servant des mass-médias pour fournir aux individus les outils dont ils ont besoin pour s'approprier leur développement économique. Le dialogue social, en tant qu'approche fondamentale de l'OIT, repose sur les mêmes principes directeurs aux fins du changement social que la communication pour le développement, notamment l'équité, la justice sociale et la participation active. L'organisation fait aussi appel à diverses méthodes de communication pour le développement en soutenant des personnalités de premier plan ou « champions », des partenariats ainsi que la collaboration entre organismes à Genève afin de promouvoir plus largement la communication pour le développement.

A l'**OMS**, la notion de « communications de santé publique » est similaire à celle de communication pour le développement. Les communications de santé publique sont des communications factuelles axées sur la réalisation d'objectifs de santé (humanitaires ou de développement). Ces méthodes et activités de communication qui s'apparentent à la communication pour le développement sont incluses dans les programmes techniques en cours. Elles font partie, par exemple, des initiatives ciblant certains groupes de population particuliers (notamment les travailleurs du sexe) pour recueillir des informations sur le VIH/sida, et aussi de celles qui cherchent à promouvoir un changement de comportement (comme arrêter de fumer ou inciter les groupes à haut risque à se faire vacciner). Elles constituent aussi un élément des activités de communication visant à promouvoir la sécurité routière, l'exercice physique accru et une alimentation saine.

4. La collaboration transversale

4.1 Soutenir l'initiative « Tous unis dans l'action » au niveau mondial

La Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement

La Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement a été conçue comme un forum pour échanger des idées et des expériences dans le domaine de la communication pour le développement et mettre en valeur l'importance de la cohérence et des consultations en ce domaine. Plusieurs organisations des Nations Unies sont membres de ce forum qui est coordonné par l'UNESCO.²¹ La Table ronde s'est réunie pour la première fois en 1988 et elle demeure l'outil principal pour promouvoir la valeur ajoutée de la communication pour le développement dans l'élaboration des programmes de développement à travers l'ensemble du système des Nations Unies.²² Les réunions récentes de la Table ronde ont cherché à mettre à profit la nouvelle unité d'action et l'esprit de collaboration suscité par l'initiative « Tous unis dans l'action ». Les agences participantes ont accordé la priorité aux stratégies de communication pour le développement visant à soutenir les Objectifs du Millénaire pour le Développement qui constituent le but premier d'une grande partie du système des Nations Unies.

Actualisation des outils de connaissance concernant la communication pour le développement

Plusieurs organisations des Nations Unies travaillent ensemble à l'élaboration d'un certain nombre d'outils de connaissance pour aider à mieux comprendre à la fois le concept et l'impact de la communication pour le développement dans l'ensemble du système des Nations Unies. Ces outils visent à répondre aux besoins de différents types de publics au sein des Nations Unies. Les outils en cours de développement comprennent notamment un cadre commun pour le renforcement des capacités de communication pour le développement et une boîte à ressources sur les techniques de recherche, de suivi et d'évaluation spécifiquement adaptées à la communication pour le développement.²³

Congrès mondial sur la communication pour le développement

Le Congrès mondial sur la communication pour le développement a eu lieu à Rome en 2006. Le but premier de cette réunion était de montrer aux grands décideurs que la communication a un rôle essentiel à jouer pour répondre aux enjeux du développement et de promouvoir son intégration dans les politiques et les pratiques de développement.²⁴ La FAO et la Banque mondiale, conjointement avec le Gouvernement d'Italie et le Communication Initiative Network, étaient les principaux organisateurs de cette manifestation. D'autres organisations des Nations Unies ont participé à divers aspects de la conférence, notamment en élaborant la définition de travail de la communication pour le développement reprise dans le Consensus de Rome.

Groupe des Nations Unies sur la société de l'information

Créé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en 2006, ce groupe intersectoriel est responsable de la coordination des questions de fond et des questions politiques relatives à la mise en œuvre du plan d'action issu du Sommet mondial sur la société de l'information qui a eu lieu en deux étapes, en 2003 et 2005. Il rassemble les organisations des Nations Unies afin de favoriser la coordination des politiques et des programmes et de fournir des orientations générales au système des Nations Unies.²⁵

4.2 Soutenir l'initiative « Tous unis dans l'action » au niveau national

Les organes du système des Nations Unies collaborent de plus en plus au développement et au soutien d'initiatives de communication pour le développement à l'échelon national. Des exemples de collaboration entre agences des Nations Unies autour de la communication pour le développement, et aussi avec des partenaires extérieurs, ont été présentés dans le document d'information préparé en vue de la 10^{ème} Table ronde interinstitutions.²⁶ Parmi les exemples récents de collaboration en ce domaine, on peut citer :

Communiquer avec les communautés sinistrées (CDAC) à Haïti

Plusieurs organisations des Nations Unies, dont l'OCHA, l'ONUSIDA, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP, le PAM et l'OMS, collaborent dans le cadre du CDAC avec les ONG et les ministères du gouvernement haïtien pour améliorer les communications entre la communauté humanitaire et la population haïtienne affectée par le récent tremblement de terre. Le CDAC fournit toute une gamme de services, notamment en coordonnant la diffusion de l'information vitale, en fournissant un soutien continu aux médias locaux, en établissant des systèmes de retour d'information permettant à la population locale de contribuer aux activités de redressement et de reconstruction, et en soutenant le développement du travail d'information et de communication à long terme.

Centres multimédia communautaires

L'initiative internationale des Centres multimédia communautaires (CMC), lancée par l'UNESCO, a été reprise par d'autres organisations du système des Nations Unies. Plus de 130 CMC ont été créés dans 20 pays avec un niveau de participation divers d'autres organisations des Nations Unies. Au Mozambique, par exemple, l'UNESCO travaille en collaboration étroite avec le PNUD.

Introduction des TIC dans les régions rurales d'Afrique de l'est

La FAO et la FIDA travaillent en coopération étroite au développement d'un réseau de mise en commun des connaissances rurales en Afrique de l'Est, dans le but d'établir si les TIC peuvent favoriser l'accès au marché des habitants pauvres des régions rurales. Les deux organisations travaillent ensemble depuis 1998 sur des projets d'écoles d'agriculture sur le terrain.

Communication sur le VIH/sida

Afrique 2015 est un partenariat établi entre l'ONUSIDA, l'UNICEF et le PNUD et faisant appel à des personnalités célèbres et à des dirigeants politiques pour promouvoir la prévention du VIH/sida, dans l'optique de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. La FAO et l'UNICEF ont mis en œuvre des projets de communication axés sur la sensibilisation aux risques liés au VIH/sida et sur la modification des comportements dans cinq provinces du Cameroun. Les bureaux de pays d'ONUSIDA accueillent dans plus de 80 pays les équipes conjointes des Nations Unies sur le sida qui réunissent les parties prenantes pour dialoguer et soutenir les trois principes directeurs suivants : création d'une autorité nationale de lutte contre le sida, élaboration d'un plan stratégique national pour la lutte contre le sida et mise en place d'un système de suivi et d'évaluation du programme national de lutte contre le sida.²⁷

Vidéo participative

La Division des organisations de la société civile du PNUD s'est associée au Programme de petites subventions du Fonds pour l'environnement mondial (un fonds établi par la Banque mondiale et le PNUD) et au Programme pour le renforcement des droits de l'homme (un programme conjoint du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du HCDH) pour commander la réalisation d'un manuel sur la vidéo participative intitulé *Insights into Participatory Video, a Handbook for the Field*. Le PNUD a également travaillé avec la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA) au développement de programmes d'enseignement public et d'éducation civique.

La DEUXIEME PARTIE : Les pratiques de communication pour le développement au sein de quelques institutions des Nations Unies présente sept organisations des Nations Unies qui soutiennent des initiatives de communication pour le développement, soit comme élément à part entière d'un projet sectoriel plus large, soit sous forme de projets distincts contribuant à la réalisation d'objectifs organisationnels de portée plus large. Les différentes sections décrivent les priorités stratégiques de chaque organisation, en montrant de quelle façon la communication pour le développement contribue spécifiquement au travail de l'organisation, et présentent ensuite des études de cas illustrant la mise en œuvre concrète des pratiques de communication pour le développement.

Notes

- ¹ La « communication axée sur les changements comportementaux », la « communication pour le changement social » et la « communication visant à promouvoir des idées » ont été discutées au cours de la 8e Table ronde interinstitutions à Managua, 2001. L'approche fondée sur le développement des capacités reconnaît l'importance du renforcement des capacités de communication pour construire un environnement favorable efficace.
- ² OIT-FHI, *Trousse de communication pour le changement de comportement concernant le VIH/sida*, OIT, 2008, disponible à : http://www.ilo.org/aids/Publications/lang--en/docName--WCMS_115460/index.htm
- ³ *Ibid.*
- ⁴ Par exemple, le Centre for Communication Programmes de l'Université Johns Hopkins mentionné dans le Communication for Development Round Table Report, 2001, p. 37-41.
- ⁵ Report from the 8th UN Inter-Agency Round Table on Communication for Development, p. 37-41.
- ⁶ Report from the 8th UN Inter-Agency Round Table on Communication for Development, p. 44-51.
- ⁷ *Ibid.*
- ⁸ *Ibid.*
- ⁹ Pour la définition de la « communication pour le changement social » de l'ONUSIDA, voir *Report of the UNAIDS Technical Consultation on Social Change Communication*, p. 12.
- ¹⁰ Les principes interdépendants énoncés dans les Lignes directrices BCP/PNUAD pour 2007 sont les suivants : approche du développement fondée sur les droits de l'homme, développement des capacités, égalité entre les sexes, durabilité environnementale et gestion sur la base des résultats.
- ¹¹ Les nouveaux médias incluent la télévision, la radio, les journaux, l'Internet et les téléphones portables ; les médias traditionnels comprennent le théâtre local et/ou de rue, les spectacles de marionnettes et la poésie.
- ¹² Ackerman John M. et Irma E. Sandoval-Ballesteros, « The Global Explosion of Freedom of Information Laws », 58, *Admin. L. Rev.* 85, 2006 ; citation de Mark Bovens, *Information Rights : Citizenship in the Information Society*, p. 89.
- ¹³ Voir *Integrating Communication for Development into the Common Country Assessment (CCA) and the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF)*, Discussion Paper 13, Centre d'Oslo pour la gouvernance, PNUD, 2008.
- ¹⁴ UNDG, *Enhancing the UN's Contribution to National Capacity Development : A UNDG Position Statement*, 2006, p. 4.
- ¹⁵ Panos, *At the Heart of Change : The Role of Communication in Sustainable Development*, Panos London, 2007, p. 9.
- ¹⁶ UNDP, « Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to achieve the MDGs », document préparé par le PNUD en vue de la 10ème Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement, publié dans *Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to Achieve the Millennium Development Goals*, UNESCO/PNUD, Paris, 2007, p. 40.
- ¹⁷ Panos, *At the Heart of Change : The Role of Communication in Sustainable Development*, Panos London, 2007.
- ¹⁸ Organisation de Coopération et de Développement Economiques, *The Paris Declaration and Accra Agenda for Action*, disponible à : http://www.oecd.org/document/18/0,3343,en_2649_3236398_35401554_1_1_1_1,00.html.
- ¹⁹ Ces principes sont les suivants : appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle.
- ²⁰ GA/63/180, 2008, *Communication for development programmes in the United Nations system*.
- ²¹ Les membres actuels comprennent la FAO, l'OIT, l'ONUSIDA, le FENU, le PNUD, l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF, l'UNIFEM et l'OMS.

- ²² Voir *Overview of UN Inter-Agency Round Tables on Communication for Development*, 2009.
- ²³ *Communication for Development : Demonstrating Impact and Positioning Institutionally*, Report of the 11th Inter-Agency Round Table on Communication for Development, 2009, p. 25.
- ²⁴ UNESCO, « Towards a Common UN System Approach : Harnessing Communication to achieve the MDGs », p. 26.
- ²⁵ *Ibid.*
- ²⁶ *Ibid.*
- ²⁷ ONUSIDA, *Les trois principes directeurs* (2004), disponible à : http://data.unaids.org/UNA-docs/Three-Ones_KeyPrinciples_fr.pdf.

DEUXIEME PARTIE

Les pratiques de communication
pour le développement au sein
de quelques organisations des
Nations Unies

1. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

AFRIQUE : Renforcer les capacités dans le domaine du journalisme

NEPAL : Soutenir le développement des radios communautaires

1. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Mandat de l'Organisation

Le mandat constitutionnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples ». ¹ L'UNESCO a été chargée de coordonner la Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement, en préparant et soumettant à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport biennuel sur la communication pour le développement dans le système onusien.

Principes sur lesquels se fonde le travail de l'UNESCO

Les principes fondamentaux de l'Organisation sont exprimés dans l'Approche fondée sur les droits de l'homme, la Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Domaines d'intérêt stratégiques essentiels de l'UNESCO

La Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2008-2013 ² est structurée autour de cinq objectifs globaux à l'échelle de l'Organisation qui répondent à des enjeux mondiaux spécifiques correspondant aux compétences essentielles de l'UNESCO dans le système multilatéral :

- (i) *assurer une éducation de qualité pour tous (EPT)* : en renforçant le rôle dirigeant de coordination et de soutien de l'UNESCO au niveau mondial dans le domaine de l'EPT, en développant des politiques, des capacités et des outils en vue d'une EPT et d'un apprentissage tout au long de la vie de haute qualité et en continuant à promouvoir l'éducation pour le développement durable ;
- (ii) *mobiliser la science, le savoir et la politique au service du développement durable* : en exploitant les connaissances scientifiques au profit de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, en favorisant le développement de politiques et de capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et en contribuant à la préparation aux catastrophes naturelles et à l'atténuation de leurs effets ;
- (iii) *faire face aux nouveaux défis sociaux et éthiques* : en cherchant à promouvoir des principes, des pratiques et des normes éthiques pertinentes aux fins du développement scientifique et technologique, en renforçant les liens entre recherche et politiques dans le domaine des transformations sociales et en favorisant la recherche sur les problèmes éthiques et sociaux émergents ;
- (iv) *promouvoir la diversité culturelle, le dialogue interculturel et une culture de la paix* : en renforçant la contribution de la culture au développement durable, en montrant l'importance de l'échange et du dialogue entre les cultures pour la cohésion sociale et la réconciliation en vue de construire une culture de la paix et en protégeant et mettant en valeur le patrimoine culturel de manière durable ;

- (v) *édifier des sociétés du savoir inclusives grâce à l'information et à la communication* : en soutenant l'accès universel à l'information et aux connaissances, en favorisant le développement de médias pluralistes, libres et indépendants et d'« infostructures », et en apportant un soutien dans les domaines d'activité de l'UNESCO aux pays en situation d'après-conflit ou d'après-catastrophe naturelle.

Raisons d'intégrer la communication pour le développement au travail de l'UNESCO

Offrir à tous un accès équitable, adapté et à un coût abordable à la communication et à l'information est une exigence fondamentale pour construire des sociétés favorisant l'autonomie des individus et des communautés. L'UNESCO soutient le développement de « sociétés du savoir inclusives » en travaillant en faveur de la liberté d'expression et de la liberté de la presse et en s'efforçant de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Pour ce faire, l'UNESCO applique des méthodes de communication pour le développement qui favorisent une participation significative des individus et des communautés locales ainsi que des entités nationales, régionales et mondiales.

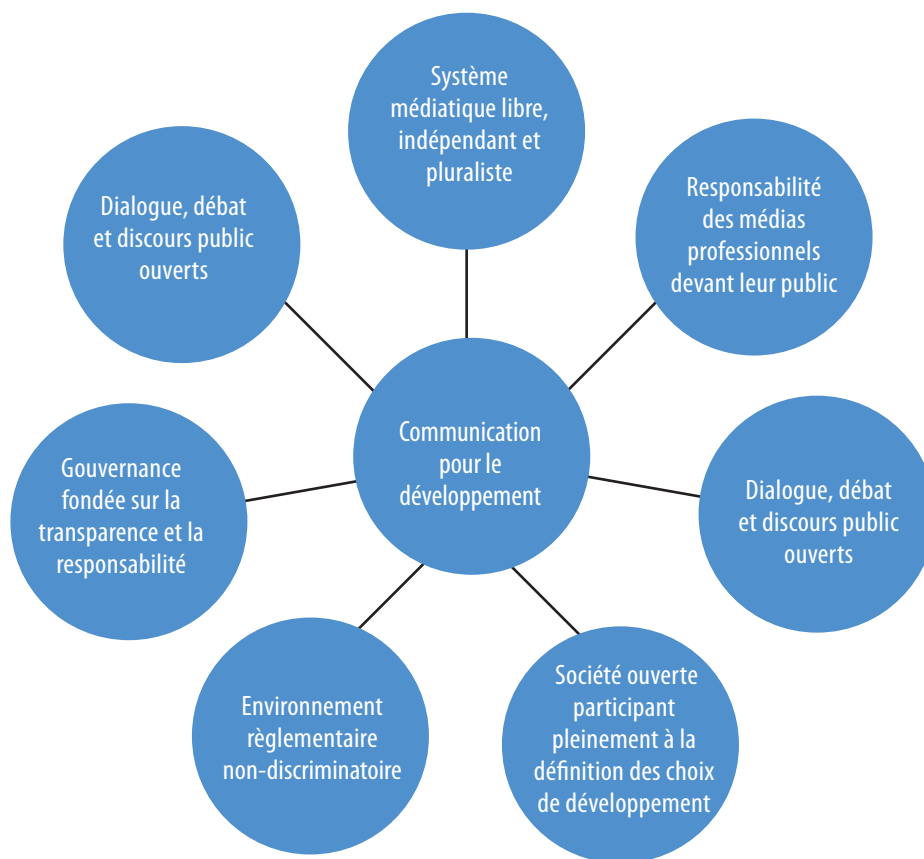
Principes directeurs de la communication pour le développement

- Développement de processus participatifs permettant l'implication active des catégories de personnes les plus démunies et l'élaboration accélérée de réponses efficaces aux enjeux du développement
- Mise en place de partenariats pour promouvoir le changement et la solidarité
- Intégration des questions relatives à l'égalité entre les sexes
- Équité
- Diversité
- Tolérance

Approche de la communication pour le développement

L'UNESCO considère que la communication pour le développement fonctionne d'autant plus efficacement que l'environnement favorable nécessaire a été mis en place. Un tel environnement comprend : 1) un système médiatique libre, indépendant et pluraliste dans lequel les médias sont responsables devant leur public et qui permet le dialogue et la discussion ouverte ; 2) une gouvernance transparente et fondée sur la responsabilité qui encourage le débat public ; 3) un large accès du public à divers moyens et canaux de communication. Un environnement réglementaire favorable permet aussi l'octroi de licences sur une base non-discriminatoire aux radios locales, l'accès universel à faible coût à l'Internet et aux services téléphoniques et une société ouverte dans laquelle tous les groupes peuvent participer pleinement aux décisions, discussions et processus décisionnels relatifs au développement.

Environnement favorable



L'UNESCO s'efforce d'intégrer la communication pour le développement à ses programmes de travail. En amont, l'UNESCO promeut l'utilisation d'outils normatifs, soutient les politiques de développement des médias locaux et établit des alliances et des partenariats stratégiques, y compris à l'intérieur du système des Nations Unies. En aval, l'UNESCO soutient le développement des capacités institutionnelles et professionnelles des médias, facilite l'établissement de réseaux professionnels et renforce les échanges entre les acteurs et parties prenantes essentiels. L'UNESCO cherche aussi à renforcer la collaboration au sein du système des Nations Unies afin d'institutionnaliser la communication pour le développement dans les Bilans communs de pays (BCP) et le Plan-cadre des Nations-Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

L'UNESCO, dans le cadre du soutien de l'organisation à l'initiative de réforme des Nations-Unis « Unis dans l'action », joue aussi dans de nombreux pays un rôle moteur pour promouvoir l'intégration de la communication pour le développement dans les processus BCP/PNUAD.

Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) mobilise des ressources en faveur du développement de médias libres et pluralistes. En 2008, le Conseil intergouvernemental du PIDC a négocié et approuvé une série d'Indicateurs de développement des médias (IDM) qui fournissent un cadre pour évaluer la contribution des systèmes de médias à la bonne gouvernance et à la participation démocratique. Les IDM prennent en compte cinq aspects essentiels de l'environnement médiatique : 1) le système de régulation ; 2) la pluralité et la diversité des médias ; 3) le rôle des médias en tant que plate-forme pour le débat démocratique ; 4) le développement des capacités professionnelles ;

5) les capacités infrastructurelles. Conjointement, ces indicateurs fournissent un tableau normatif du paysage médiatique requis pour assurer la participation démocratique et le pluralisme et la diversité des médias. Les IDM sont utiles pour guider les initiatives des acteurs étatiques et non-étatiques travaillant dans le domaine du développement des médias. Les IDM représentent la plus importante contribution « en aval » de l'UNESCO pour la période 2008-2009.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement au sein de l'UNESCO

Le Secteur de la communication et de l'information(CI)de l'UNESCO comprend une Division du développement de la communication qui supervise les programmes de communication pour le développement de l'UNESCO et les activités connexes de renforcement des capacités. Le directeur de la Division est à la tête d'un département de sept professionnels et quatre assistants qui sont conjointement chargés de guider l'élaboration des politiques et d'apporter un soutien technique à 33 professionnels de terrain et d'autres personnels de l'UNESCO répartis dans 52 bureaux hors-siège. Le budget annuel affecté actuellement aux activités de communication pour le développement s'élève à 4,3 millions de dollars, dont plus de 54% est alloué de manière décentralisée aux 52 bureaux hors-siège.

Personne à contacter au sein de l'UNESCO

Mirta Lourenço, Chef de la Section du renforcement des capacités dans le domaine des médias,
Secteur de la communication et de l'information : m.lourenco@unesco.org

Notes

¹ *Acte constitutif de l'UNESCO*, adopté à Londres le 16 novembre 1945.

² UNESCO, *Stratégie à moyen terme 2008-2013*; <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001499/149999e.pdf>.

AFRIQUE : Renforcer les capacités dans le domaine du journalisme

- Établir des centres d'excellence durables pour la formation au journalisme
- Favoriser le « déversement » de savoir dans d'autres universités
- Soutenir le développement du travail en réseau dans le journalisme

Contexte

Le droit à l'information et à la liberté d'expression est consacré dans plusieurs documents essentiels, notamment la Déclaration de principes sur la liberté d'expression en Afrique, la Déclaration de Windhoek pour le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste, la Charte africaine sur la radiodiffusion et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.¹ Les vingt dernières années ont vu proliférer rapidement diverses initiatives dans le domaine des médias et de la communication en Afrique. Ce développement accéléré s'est accompagné de certains problèmes comme le manque de formation des journalistes, le faible niveau des normes professionnelles et l'insuffisance des mécanismes d'autorégulation.² Ces problèmes font qu'il est difficile pour les médias africains de remplir deux fonctions essentielles : 1) améliorer l'accès à l'information pour permettre aux citoyens ordinaires de participer aux affaires publiques ; 2) servir d'instance de contrôle public.³

Raison d'être du projet

On admet généralement que des médias indépendants et la libre circulation de l'information sont essentiels au développement humain et à la gouvernance démocratique. La liberté et le pluralisme des médias sont indispensables pour permettre à ces derniers de refléter effectivement toutes les voix et toute la gamme des opinions qui cherchent à s'exprimer au sein de la société.⁴ Pour pouvoir parler et agir librement, les médias doivent exister dans un environnement réglementaire positif favorable contribuant à promouvoir des normes journalistiques exigeantes auxquelles adhère un corps de journalistes professionnels compétents.

Un journaliste professionnel doit être apte à analyser de manière critique un large éventail d'activités impliquant le secteur public ou le secteur privé : des processus de paix aux élections, du changement climatique à la réglementation des produits de consommation ou à la réglementation financière. De nombreux établissements africains de formation au journalisme ne disposent évidemment pas de ressources suffisantes pour développer un environnement d'apprentissage permettant de traiter des sujets aussi divers ; ils ne sont pas non plus en mesure d'exploiter au maximum les potentialités offertes par le développement du journalisme en réseau, aussi bien dans les médias traditionnels que dans les nouveaux médias. Répondant à l'appel des États membres, l'UNESCO a initié un processus visant à accélérer le développement des capacités des écoles de journalisme en rodant les compétences de la prochaine génération de journalistes africains. Renforcer les institutions de formation au journalisme est un moyen de stimuler les compétences professionnelles et l'accès à l'information, ainsi que l'aptitude des médias à remplir une fonction dynamique essentielle dans le développement de l'Afrique et la promotion de pratiques effectivement démocratiques.

Méthode de mise en œuvre

Le travail de recherche mené par l'UNESCO a constitué un élément à part entière de la phase d'élaboration du projet visant à renforcer le journalisme en Afrique. Les enquêtes ont révélé que « l'Afrique n'a pas besoin d'écoles de journalisme nouvelles ou plus nombreuses. En revanche, ce dont le continent a besoin est un noyau d'équipements de haute qualité ayant un impact réel et se trouvant également au centre d'un réseau plus étendu le reliant à d'autres écoles ». Ce diagnostic est à la base de l'approche adoptée par l'UNESCO. Dans le cadre de cette initiative s'inscrivant dans un effort plus général pour améliorer le développement des médias, 21 écoles et départements universitaires de journalisme

parmi les plus prometteurs d'Afrique reçoivent un soutien de l'UNESCO en vue de devenir des centres d'excellence ou des centres de référence de la formation au journalisme.

Le projet, qui a commencé en 2007, devrait normalement s'achever en 2014. Travaillant en consultation avec les écoles, l'UNESCO intervient pour faciliter les initiatives susceptibles de renforcer la capacité des écoles à offrir des programmes de formation de haute qualité aux journalistes actuels et futurs. Cela implique de mobiliser des ressources et d'organiser des activités d'échange professionnel et de formation. On prévoit qu'avec le développement du projet, ces futurs centres d'excellence deviendront des modèles pour d'autres établissements similaires de la région.⁶ Le projet comporte deux phases distinctes mais liées entre elles : 1) l'identification de critères et d'indicateurs pour le développement d'écoles de journalisme de haute qualité et de centres potentiels d'excellence pour la formation au journalisme en Afrique (cette phase a été achevée en 2007)⁷ ; 2) la mise en œuvre de stratégies de développement des capacités dans huit écoles de journalisme sélectionnées à cette fin (cette phase sera achevée en 2014). A plus long terme, on prévoit également que ces écoles pourront devenir de véritables plaques tournantes régionales autonomes apportant une aide aux autres écoles de journalisme de la région, y compris celles désignées comme centres de référence.

Partenaires du projet

L'École supérieure de journalisme de Lille (France) et l'Université Rhodes (Afrique du Sud) contribuent aux aspects techniques du projet. Les partenaires essentiels de la mise en œuvre sont les écoles de journalisme travaillant avec l'UNESCO comme centres d'excellence ou centres de référence potentiels. L'UNESCO assure diverses activités de soutien au projet, notamment en mobilisant des ressources financières pour le développement des capacités institutionnelles, en facilitant l'établissement de partenariats internationaux en vue de séjours d'étude et d'accords de jumelage professionnel et en soutenant le développement de centres de ressources pour les médias et de réseaux.

Première phase : Identification des centres potentiels d'excellence

En 2007, l'UNESCO, l'École supérieure de journalisme de Lille et l'Université Rhodes ont travaillé conjointement à identifier les centres potentiels d'excellence sur la base de critères reconnus au niveau international.

La première phase du projet impliquait de réaliser une cartographie du paysage africain. La méthode d'évaluation retenue comprenait quatre éléments essentiels : 1) le recensement préliminaire des acteurs ; 2) la définition de critères pour évaluer la qualité des établissements de formation aux médias en consultation avec des experts de haut niveau dans le domaine du journalisme ; 3) la cartographie détaillée des écoles de journalisme en Afrique ; 4) l'évaluation des écoles de journalisme au moyen des critères définis, y compris au moyen d'inspections sur place et de visites de certains établissements.⁸

L'exercice de cartographie a permis de mettre en place un « guichet unique » pour l'accès à l'information sur les écoles de journalisme sélectionnées. La liste ainsi créée, qui est devenue une ressource importante pour le travail en réseau et la collaboration, inclut des informations sur 96 écoles.

Sur ces 96 écoles, douze ont été sélectionnées comme centres potentiels d'excellence et neuf autres désignées comme centres potentiels de référence. Parmi les douze premières, huit ont reçu une aide de l'UNESCO pour créer des centres de ressources pour les médias, améliorer les bibliothèques et faciliter le travail en réseau.⁹ Les quatre écoles restantes, situées en Afrique du Sud, mobilisent elles-mêmes les ressources dont elles ont besoin par divers moyens, notamment par le biais du Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication.¹⁰

L'absence d'une institution sur la liste finale ne signifie pas qu'elle manque potentiellement d'excellence mais que ses atouts propres ne sont pas pertinents au regard des objectifs spécifiques du projet.¹¹ Certaines écoles n'apparaissent pas sur la liste pour les raisons suivantes par exemple : 1) elles privilégient la formation initiale des journalistes au lieu

d'offrir aux journalistes en cours de carrière des possibilités d'améliorer leurs compétences ; 2) leur aptitude à jouer le rôle d'« intellectuel public » dans l'environnement général des médias en intervenant dans des domaines comme celui de la liberté d'expression ou de la législation et des politiques des médias est limitée ; 3) leur capacité à desservir une sous-région plus étendue est, elle aussi, limitée.

Deuxième phase : Stratégie de développement des capacités des écoles de journalisme sélectionnées

La stratégie de développement des capacités comprenait quatre éléments essentiels :

- 1) *Adaptation des modèles de cursus pour la formation au journalisme*: l'adaptation des modèles de cursus pour la formation au journalisme par les centres potentiels d'excellence était la pierre angulaire de la stratégie de développement des capacités. Les modèles de cursus ont été développés par l'UNESCO en consultation avec des experts et des praticiens internationaux et régionaux. Pris ensemble, les modèles de cursus constituent un outil générique pouvant être adapté aux besoins spécifiques d'un pays particulier. Les cursus, qui comportent à la fois des aspects pratiques et théoriques, offrent une base solide pour la formation des journalistes actuels et futurs. La méthode consiste à développer l'esprit critique des étudiants en les aidant à acquérir des capacités de compréhension, d'analyse et de synthèse. Elle fournit un cadre pour : développer une compréhension élémentaire des méthodes d'enquête factuelles efficaces ; soutenir une approche pluridisciplinaire de la formation au journalisme ; et donner aux étudiants les connaissances spécialisées requises pour couvrir des questions de plus en plus complexes à l'échelon national et international.¹² Les cursus tiennent pleinement compte du contexte social, économique, politique et culturel des pays en développement et soulignent le lien entre démocratie et journalisme.¹³ Le premier projet de modèles de cursus a été examiné par des experts en journalisme au début 2007 et la version finale approuvée par le Congrès mondial de l'enseignement du journalisme, qui s'est tenu à Singapour plus tard la même année. Des consultations régionales détaillées à ce sujet ont eu lieu en 2008 et 2009, les modèles de cursus ayant été traduits en français, en espagnol, en arabe, en chinois et en russe à la fin 2009. Une version adaptée des modèles de cursus a été introduite dans 54 établissements de formation au journalisme de 44 pays.

La décision d'introduire les cursus dans les 21 écoles de journalisme sélectionnées a été prise au cours d'une réunion à Grahamstown (Afrique du Sud) en mars 2008. Lors d'une réunion de suivi à Windhoek en 2009, 12 des 21 écoles ont décidé soit d'adopter, soit d'utiliser une version adaptée des cursus. En décembre 2009, l'UNESCO a alloué des fonds à huit de ces écoles pour l'achat de matériel et de manuels.

- 2) *Amélioration de l'environnement d'apprentissage dans les écoles sélectionnées* : les enseignants de huit écoles de journalisme participent actuellement à un processus continu d'amélioration institutionnelle visant à créer un environnement d'apprentissage favorable et à fournir une formation de haut niveau aux futurs journalistes et à ceux qui travaillent déjà. Ce processus implique la création de centres pour médias et de bibliothèques, le développement de contenus, la fourniture de matériaux d'apprentissage et le travail en réseau. Priorité est aussi accordée à l'amélioration des structures de gouvernance de certaines institutions et au perfectionnement des compétences de gestion afin d'améliorer l'efficacité dans des domaines comme la sélection des étudiants, l'élaboration du budget, l'obtention de financements et l'évaluation.
- 3) *Centres pour médias, bibliothèques, matériaux d'enseignement et d'apprentissage*: un atelier préparatoire sur le rôle des nouveaux médias dans le journalisme et la communication de masse modernes, organisé par l'Université Rhodes en Afrique du Sud, a identifié plusieurs enjeux importants pour l'enseignement des pratiques de journalisme numérique, notamment le manque de connaissances et d'expérience des formateurs dans le domaine de l'information assistée par ordinateur, l'alimentation irrégulière en électricité, le manque d'ordinateurs, le nombre élevé des étudiants, l'accès à des réseaux à bande étroite, le coût des réseaux à large bande et la résistance vis-à-vis des médias numériques à l'intérieur des écoles.¹⁴

Les écoles de journalisme ont reçu le soutien de l'UNESCO pour améliorer ou renouveler leurs bibliothèques, acheter des équipements, créer des centres pour médias et maintenir un fond de matériaux de référence et de manuels, y compris dans les langues nationales pertinentes. L'amélioration de l'accès et le développement de l'utilisation des nouveaux médias, des ressources d'information en ligne et de l'équipement de formation audiovisuelle est une priorité. L'élaboration de contenus d'enseignement pertinents se poursuit dans des domaines comme celui des nouveaux médias, du journalisme d'investigation, du VIH/sida, de l'égalité entre les sexes, du développement durable et du changement climatique, du traitement des sujets sensibles, du travail d'information pour les médias locaux et du journalisme scientifique.

- 4) *Travail en réseau*: afin de favoriser la coopération entre les écoles sélectionnées et d'améliorer la liaison avec d'autres organisations médiatiques ou d'enseignement régionales et mondiales, l'UNESCO a lancé en 2009 un site internet pour les écoles de journalisme. Cette plate-forme en ligne vise à fournir un soutien continu aux enseignants et aux formateurs qui ont participé à des ateliers de formation. Elle peut aussi être utilisée pour suivre l'introduction de nouvelles compétences, ce qui peut influencer ensuite sur la conception des futurs ateliers de formation.¹⁵ Le développement de la participation au réseau est un processus graduel et continu. Le niveau assez élémentaire de l'aptitude à utiliser l'internet parmi les formateurs souligne la nécessité d'un travail significatif pour renforcer la confiance en ce domaine. Il est aussi nécessaire de faire appel à cet égard aux formateurs qui utilisent activement le site internet pour les écoles de journalisme et qui peuvent jouer un rôle moteur dans les discussions et les échanges professionnels sur des thèmes essentiels.¹⁶

Rôle de la méthode de communication pour le développement

La méthode de communication pour le développement utilisée pour orienter le processus de consultation vers la définition d'un consensus national et régional reposait sur la participation et le dialogue. Une approche identique a été utilisée pour préciser les critères exigés des centres d'excellence et des centres de référence potentiels. La transmission de compétences spécifiques de communication pour le développement aux dirigeants des écoles de journalisme exige un travail de longue haleine, notamment un travail d'accompagnement supplémentaire, un suivi rapproché et une évaluation régulière. Il est nécessaire d'apporter un soutien continu à la fois au personnel enseignant et au personnel dirigeant de chaque institution pour que celle-ci bénéficie pleinement des avantages découlant de l'adaptation des modèles de cursus.

Références

Wiki de l'UNESCO sur les cursus de formation au journalisme :
<http://www.unesco-ci.org/wikiprojects/jec/index.php/>

Série UNESCO sur la formation au journalisme : Modèles de cursus pour la formation au journalisme :
<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001512/151209f.pdf>

Portail de l'UNESCO sur la formation des professionnels des médias :
http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=4475&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Notes

¹ *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, article 9 : « 1. Toute personne a le droit à l'information.
2. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements » ;
cf. *Report of the Commission for Africa*, 2005.

² *Our Common Interest: Report of the Commission for Africa*, 2005.

³ *Ibid.*

- ⁴ PANOS, *At the heart of change: The role of communication in sustainable development*.
- ⁵ UNESCO, *Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme et identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme*, disponible à : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001514/151496f.pdf>.
- ⁶ UNESCO, *The need for quality journalism education in Africa*.
- ⁷ Voir *Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme et identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme*, UNESCO, Université Rhodes et Université de Lille, 2007.
- ⁸ UNESCO, *Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme et identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme*.
- ⁹ Les huit centres potentiels d'excellence soutenus par l'UNESCO sont les suivants : Cameroun: Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication, Kenya : The School of Journalism and Mass Communications (SOJMC), University of Nairobi, www.uon.ac.ke ; Maroc: Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC), www.isic.ma ; Mozambique: Ecole de Journalisme du Mozambique ; Namibie: School of Communication, Legal and Secretarial Studies, Namibia Polytechnic, www.polytechnic.edu.na ; Nigeria: Department of Mass Communication, University of Lagos, www.unilag.edu.ng ; Sénégal : Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), Mass Communication Department, University of Makerere, <http://masscom.mak.ac.ug>.
- ¹⁰ Les quatre écoles d'Afrique du Sud sont les suivantes : Department of Journalism, University of Stellenbosch ; School of Communication Studies, Walter Sisulu University ; Department of Journalism, Tshwane University of Technology ; School of Journalism and Media Studies, Rhodes University.
- ¹¹ UNESCO, *Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme*.
- ¹² Allocution d'ouverture de M. Abdul Waheed Kahn lors d'une réunion de consultation sur le développement des capacités de formation au journalisme des centres potentiels d'excellence, Université Rhodes, mars 2008.
- ¹³ Modèles de cursus pour la formation au journalisme, voir le site de l'UNESCO: http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=24815&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
- ¹⁴ Rhodes University, *Report from Training of Trainers Workshop on New Media for Journalism Educators and Trainers*, 2009.
- ¹⁵ *Ibid.*
- ¹⁶ *Ibid.*

NEPAL : Soutenir le développement des radios communautaires

- Promouvoir le pluralisme des médias
- Donner la possibilité aux gens ordinaires de s'exprimer sur les questions sociales, culturelles et de développement
- Promouvoir une plus grande transparence et responsabilité des institutions gouvernementales

Contexte

Le Népal traverse actuellement une phase de transition politique d'importance historique, ayant émergé récemment d'un conflit de dix ans¹ dont le coût a été lourd en vies humaines ainsi que sous l'angle de la subsistance et de la cohésion sociale. Le pays est l'un des plus pauvres du monde et occupe aujourd'hui la 142ème place sur l'Index du développement humain.² Néanmoins, des progrès considérables ont été accomplis en matière de réduction de la pauvreté : le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté a baissé de 42 à 31 % entre 1996 et 2004.³ Des améliorations notables ont été enregistrées au regard des Objectifs du Millénaire pour le Développement ; par exemple, le taux de mortalité infantile a diminué de moitié pendant la dernière décennie et neuf enfants népalais sur dix sont maintenant inscrits dans une école primaire. L'inégalité, cependant, s'est accrue. Il existe par exemple des écarts marqués dans l'incidence de la pauvreté entre groupes sociaux.⁴ L'espérance de vie au Népal est la plus courte d'Asie et le taux de malnutrition chronique chez les enfants est élevé. Malgré les progrès importants obtenus par le gouvernement qui a renouvelé son engagement vis-à-vis des OMD dans le plan triennal intérimaire pour 2008-2010, le Népal ne pourra atteindre ses objectifs dans le domaine du VIH/sida et de la mortalité maternelle.

Le conflit civil prolongé qui a affecté le pays ainsi que le monopole de l'État sur les moyens de radiodiffusion ont contribué à restreindre la diversité des voix dans le pays jusqu'en 1997, année où a été autorisée la première radio communautaire. Une loi sur le droit à l'information, entrée en vigueur en 2007, reconnaît aux citoyens le droit d'accéder à l'information publique et aux archives du gouvernement et aux journalistes le droit de former des syndicats. Cependant, les organisations actives dans le domaine de la presse et de la liberté d'expression attirent l'attention sur un certain nombre d'insuffisances dans la mise en œuvre des dispositions de la loi concernant la divulgation de l'information.⁵ Des progrès ont également été obtenus en ce qui concerne la transformation du radiodiffuseur d'État en un radiodiffuseur de service public, l'établissement d'un organe indépendant de régulation de la radiodiffusion, la suppression de l'incrimination pénale de la diffamation et la mise en œuvre de la loi sur le travail des journalistes.⁶ L'État est cependant toujours propriétaire de *Radio Nepal*, une radio très écoutée, et de la *Nepal Television Corporation*, la principale chaîne de télévision du Népal.

Raison d'être du projet

Au milieu des années 80, l'UNESCO a proposé d'étendre la participation démocratique à l'aide de médias communautaires mais cette idée n'a guère suscité l'enthousiasme des autorités. A l'époque, les dirigeants népalais étaient surtout préoccupés par le maintien et le renforcement des institutions gouvernementales et, en conséquence, ont limité l'intervention de l'UNESCO en ce domaine à un rôle de dialogue et de négociation. La constitution de 1990, fortement influencée par l'action du mouvement démocratique, a consacré les libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression. En 1992, l'adoption d'une « politique nationale de la communication » a permis l'apparition de journaux, de radios et de télévisions privés. Dans ce nouvel environnement, le profil multilatéral de l'UNESCO et son expertise reconnue dans le domaine des radios communautaires lui ont permis de jouer un rôle important, notamment en facilitant la création de la première radio publique locale indépendante du Népal et de l'Asie du Sud.

Méthode de mise en œuvre

Travaillant avec des partenaires nationaux et internationaux, le Programme international de développement de la communication de l'UNESCO s'était donné pour but de favoriser le pluralisme des médias et la participation des individus au développement socio-économique par la création de médias d'intérêt public d'accès facile et, spécifiquement, de radios FM locales. Parmi les efforts déployés pour atteindre ces objectifs à long terme, l'UNESCO a privilégié les initiatives de portée limitée mais susceptibles de jouer un rôle de catalyseur, chacune d'elles mettant à profit les résultats de projets antérieurs, en répondant à des besoins sectoriels spécifiques et en contribuant au développement progressif des capacités nationales.⁷ Les objectifs immédiats des quatre petits projets liés entre eux étaient compatibles dans la mesure où chacun d'entre eux visait à permettre le développement des capacités locales par la création d'équipements de média, la formation de personnel et la mise au point d'outils normatifs tels que modèles, lignes directrices et codes de conduite des radios communautaires. Les deux projets initiaux ont abouti à la création des premières radios indépendantes. Radio Sagarmatha, créée à Katmandu, fait appel à la participation des décideurs tout en cherchant à sensibiliser d'autres parties prenantes. Radio Madanpokhara, le deuxième projet, a été créée au niveau d'un village afin de montrer comment une radio communautaire peut contribuer au développement local. Les deux derniers projets se sont éloignés du modèle axé sur le soutien d'une station de radio individuelle au profit d'une approche sectorielle plus large visant à créer des radios communautaires dans tout le pays. Dans ces derniers projets, l'accent est mis sur des activités comme les ateliers de formation qui bénéficient à plusieurs radios et permettent de renforcer les réseaux de radiodiffuseurs.

Partenaires du projet

Le Forum népalais des journalistes environnementaux (NEFEJ) était le principal partenaire de l'UNESCO dans le projet pilote de radio locale qui a abouti à la création de Radio Sagarmatha. Parmi les autres partenaires les plus importants des quatre projets, on peut citer l'Institut de la presse du Népal, l'Association Himal et la World view International Foundation. Danida et la Communication Assistance Foundation, qui est basée aux Pays-Bas, ont apporté un soutien à la fois financier et technique au projet.

- (i) *Radio Sagarmatha (1995-1997)*. Les efforts déployés pour permettre à Radio Sagarmatha de commencer à émettre ont joué un rôle déterminant dans l'apparition d'un nouvel environnement de communication et la sensibilisation du public à l'importance et à la nécessité de la radiodiffusion d'intérêt public. La bataille pour obtenir une licence de radiodiffusion a duré près de cinq ans. La lenteur du processus a tenu en grande partie à l'instabilité politique qui s'est traduite par plusieurs changements de gouvernement avec, en conséquence, des changements à la tête du ministère des communications dont le soutien était essentiel pour obtenir une licence de radiodiffusion.⁸

L'un des objectifs principaux du projet était de démontrer la faisabilité d'une radio communautaire au Népal. C'est pourquoi le projet s'est efforcé d'établir et de tester des lignes directrices pour les radios communautaires au Népal et de former un corps de spécialistes. A la fin 1996, la radio disposait du personnel et de l'équipement nécessaires pour commencer à émettre. La seule chose qui lui manquait était une licence. Pendant les premiers mois de 1997, les médias nationaux et internationaux ont couvert le face-à-face entre Radio Sagarmatha et le gouvernement, contribuant ainsi à faire connaître les buts de la station de radio et à renforcer le soutien en faveur de ce projet parmi les acteurs nationaux essentiels. Quatre ans et demi après la demande initiale, Radio Sagarmatha a finalement pu obtenir une licence et a commencé à émettre en népalais à Katmandu le 22 mai 1997. Cet événement a été perçu comme un moment décisif pour le développement du secteur des médias communautaires au Népal et dans la région d'Asie du Sud.

Dès le début, la radio s'est efforcée de promouvoir la liberté d'expression et de défendre la démocratie en diffusant des émissions novatrices sur les affaires publiques, notamment des émissions d'information et d'actualités, des chroniques d'opinion et des forums de discussion. Il importe aussi de noter que la radio a voulu tenir compte des priorités culturelles locales, par exemple en programmant de la musique populaire népalaise. Radio Sagarmatha

compte aujourd'hui 2,5 millions d'auditeurs réguliers. Un million d'auditeurs supplémentaires ont également la possibilité d'écouter ses émissions dans le pays car celles-ci sont relayées et rediffusées par des stations de radio locales et des radios FM. La nouvelle radio a servi de modèle à d'autres organisations, aussi bien au Népal que dans d'autres pays d'Asie du Sud, cherchant à mettre sur pied une radio d'intérêt public à but non-lucratif. L'étiquette de radio d'intérêt public lui convient sans doute mieux que celle de radio communautaire car la participation de la communauté locale au processus de décision est assez réduite. Radio Sagarmatha est l'un des membres fondateurs de l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Népal (ACORAB), du Forum des radiodiffuseurs FM de la vallée de Katmandu et de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC). Malgré les difficultés rencontrées pour recueillir des fonds ainsi que dans d'autres domaines, Radio Sagarmatha continue à émettre plus de dix ans après son apparition sur les ondes et offre un large éventail d'émissions dynamiques sur les affaires publiques et la vie culturelle.

- (ii) *Radio Madanpokhara (1999-2000)*. La création en 2000 de la radio CRM (Community Radio Madanpokhara) dans le district de Palpa, situé à l'ouest du Népal, a constitué une étape essentielle de la poursuite du projet incarné par Radio Sagarmatha. La radio CRM a été créée en partenariat avec Radio Sagarmatha, le NEFEJ et le Centre de soutien des radios communautaires (CRSC). Elle appartient à la commission de développement du village et son fonctionnement est assuré par des habitants locaux qui s'occupent à la fois de la préparation des émissions et de la gestion de la station de radio. En fournissant du matériel ainsi qu'une formation technique et de gestion, le projet cherchait à démontrer le potentiel des radios communautaires dans les régions rurales en créant un modèle à suivre pour d'autres radios rurales.

La radio CRM a permis de développer l'accès à l'information de catégories importantes de la population rurale locale qui n'étaient pas auparavant desservies ou de façon insuffisante par les médias d'État.⁹ La radio constitue aussi un forum important permettant aux individus d'exprimer et d'échanger leurs opinions. D'après une enquête réalisée en 2004, un peu plus de 80% de la population locale écoute CRM ; la radio aurait aussi permis d'atteindre de nouveaux auditeurs et d'attirer des auditeurs de la radio d'État.¹⁰ Le soutien dont bénéficie la radio au niveau local ressort clairement de l'aide financière et en nature qu'elle reçoit sur place ainsi que de la présence de reporters locaux, de clubs de radio et de groupes de communication de femmes dans chacun des 35 villages du district et dans les circonscriptions de la municipalité où elle a son siège. La radio assure régulièrement la promotion de réunions locales visant à débattre de questions spécifiques avec la participation de divers acteurs, notamment des représentants des pouvoirs publics et des ONG ainsi que des travailleurs de la santé et des enseignants.¹¹ Après 10 ans d'existence, la radio a clairement démontré la faisabilité d'une radio communautaire non-commerciale, fonctionnant principalement à l'aide de volontaires et avec le soutien d'intérêts locaux.¹²

- (iii) *Renforcer les médias pluralistes et indépendants au Népal (2000-2002)*. Ce projet incluait diverses activités, notamment le soutien direct de deux nouvelles radios communautaires : Sundarpur à l'est du pays et Lumbini FM à l'ouest. Il avait aussi pour but de développer des pratiques et des outils pouvant servir à d'autres groupes cherchant à émettre sur les ondes FM. Conçu initialement en réponse aux propositions de l'Institut de la presse népalaise et de Radio Sagarmatha, le projet a été modifié afin de tenir compte de l'évolution de la situation au niveau local et des retards dans l'acheminement des fonds. L'approche modifiée a mis l'accent sur le développement des capacités au moyen de la formation, la production de matériaux et de ressources et le perfectionnement de l'équipement afin d'améliorer les services et les perspectives de durabilité. L'Institut de la presse du Népal a traduit le *Manuel de la radio communautaire de l'UNESCO* et organisé des sessions de formation en dehors de Katmandu. Le projet a également acheté du matériel pour Lumbini FM (la première coopérative de radiodiffusion de la région)¹³ et les radios Madanpokhara, Sagarmatha et Swargadwari. Le remaniement du projet s'est révélé en définitive un développement positif dans la mesure où il a permis de réorienter le soutien vers l'amélioration des capacités de l'ensemble du secteur.
- (iv) *Consolider le mouvement des radios communautaires au Népal (2006-2007)*. Ce projet a représenté une nouvelle phase importante dans le développement des radios communautaires au Népal. Cette phase s'est caractérisée par un passage très net de l'aide apportée individuellement à diverses radios au soutien de l'ensemble du secteur des

radios communautaires. Elle était axée sur le développement des capacités et les normes, y compris des codes de conduite, plutôt que sur l'investissement dans le matériel. L'Association des radiodiffuseurs communautaires du Népal (ACORAB), créée en 2002, a été choisie comme partenaire pour la mise en œuvre. Pour l'ACORAB, le soutien de l'UNESCO a constitué un facteur important de reconnaissance, en légitimant son rôle aux yeux des autres ONG. Le projet visait à répondre à trois besoins essentiels dans la sphère du développement local: 1) le manque de capacités ; 2) l'absence d'outils normatifs ; 3) le développement de réseaux adhoc dans l'ensemble du secteur. Cinq ateliers de formation ont été organisés en dehors de la vallée de Katmandu et des ateliers techniques et de gestion ont été mis en œuvre dans les régions. Un code de conduite des radios communautaires a été élaboré sur une base en grande partie participative.

Rôle de la méthode de communication pour le développement

De 1995 à 2007, les quatre initiatives soutenues par l'UNESCO ont aidé à introduire et définir la radiodiffusion communautaire et d'intérêt public sous contrôle local au Népal. Radio Sagarmatha, avec sa structure indépendante à but non-lucratif et sa programmation d'intérêt public, est devenue une référence pour les radios communautaires indépendantes au Népal ainsi que pour d'autres projets de radio ailleurs en Asie du Sud. A la fin 2009, 323 licences en tout avaient été accordées à des radios indépendantes au Népal. 127 radios communautaires et 110 radios commerciales sont en outre présentes sur les ondes, offrant à un large public un meilleur accès à l'information et défendant la transparence et la responsabilité des organes gouvernementaux. Le succès de Radio Sagarmatha a amené un certain nombre de radiodiffuseurs privés à étendre le champ de leur programmation en proposant autre chose que des émissions commerciales de divertissement pour grand public. Ses programmes et ceux d'autres radios communautaires du pays servent de forums où s'expriment de nombreuses voix que l'on ne pouvait entendre auparavant. Ces voix parviennent maintenant aux oreilles des villageois et des décideurs. Les émissions d'enquête et d'analyse des affaires publiques comme l'émission *AajakaKura* (La question du jour) de Radio Sagarmatha sont importantes pour améliorer la transparence et la responsabilité des organes de gouvernance. Les radios communautaires des régions rurales comme Madanpokhara et Lumbini ont permis d'améliorer l'accès à l'information, de sensibiliser les auditeurs à diverses questions et d'inciter les individus à intervenir sur les questions de développement local.

Les évaluations de ces projets ont mis en évidence les enjeux essentiels qui se posent aux radios communautaires au Népal. L'un de ces enjeux est la faible représentation des groupes ethniques ou marginalisés les plus pauvres parmi les adhérents et les dirigeants des radios communautaires au Népal. Un coup d'œil sur la participation des différents groupes ethniques et sociaux à la gestion de 100 radios locales au Népal révèle que les brahmines et les shatrias dominent parmi le personnel dirigeant ainsi qu'aux autres postes rémunérés, tandis que les dalits, les personnes de caste inférieure, occupent à peine plus de 10% de tous les postes.¹⁵ Le Système d'évaluation des performances des radios communautaires¹⁶ rendu public récemment comprend des indicateurs de suivi de la participation et du contrôle des radios communautaires. Un autre enjeu important concerne le code de conduite élaboré par l'ACORAB. Ce code n'est pas pleinement appliqué dans le secteur et le Conseil de la presse du Népal est chargé d'en surveiller l'application. Le Centre de soutien des radios communautaires et le Forum népalais des journalistes environnementaux ont quelque peu progressé dans l'élaboration formelle de lignes directrices et d'outils normatifs pour guider les pratiques dans le secteur. Le Guide pour le développement de l'organisation des radios communautaires, par exemple, fournit des orientations sur toute une gamme de questions de gouvernance et de gestion.

Références

Radio Sagarmatha : <http://www.radiosagarmatha.org/en>.

Community Radio Organization Development Guidebook [Guide pour le développement de l'organisation des radios communautaires], 2009, disponible à : http://www.nefej.org/pdf/cr_od_guidebook.pdf.

Community Radio Performance Assessment System [Système d'évaluation des performances des radios communautaires], 2009, disponible à : http://www.nefej.org/pdf/crpa_book.pdf

Promouvoir l'information et la communication au service du développement : Suivi par l'UNESCO du Sommet mondial sur la société de l'information, 2009, disponible à : http://portal.unesco.org/ci/en/files/29223/125517103733486_9_CI_EN_int.pdf/3486_9_CI_EN_int.pdf.

Pioneering community radio: Impact of IPDC assistance in Nepal, disponible à : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001585/158500e.pdf>

Notes

¹ Le conflit civil a duré de 1996 à 2006.

² *Rapport sur le développement humain 2007-2008*.

³ *DFID Nepal Country Business Plan 2009-2012*.

⁴ Les données désagrégées font apparaître les taux de pauvreté suivants : Dalits, 47 % ; Musulmans, 41 % ; Hill Janajatis, 44 %, contre 19 % pour les Brahmines et les Shatrias ; d'après *Government of Nepal/UNDP Country Programme Action Plan 2008-2010*.

⁵ *Nepal: Integrity Indicators Score card. The Global Integrity Report*, disponible à : <http://report.globalintegrity.org/Nepal/2008/scorecard/15>.

⁶ *High Level Media Commission Report, 2007*.

⁷ PIDC, *Pioneering Community Radio: Impact of IPDC Assistance in Nepal*.

⁸ *Radio Sagarmatha History*.

⁹ *Community Radio in Nepal: A Case Study of Community Radio Madanpokhara*, disponible à : <http://drc.ohiolink.edu/handle/2374.OX/13107>.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ PIDC, *Pioneering Community Radio: Impacts of IPDC Assistance in Nepal*.

¹² PIDC, *Evaluation Reports on the projects selected by IPDC: Report to the 26th Intergovernmental Council of the IPDC, 2008*, disponible à : http://portal.unesco.org/ci/en/files/26036/12041088923evaluation_reports_26_Council_2008.pdf/evaluation_reports_26_Council_2008.pdf.

¹³ Le modèle de la coopérative est apparu comme la forme d'organisation la mieux adaptée pour un équipement de communication appartenant à la communauté locale et pouvant servir d'outil de soutien du développement social, culturel et environnemental.

¹⁴ L'association ACORAB regroupe toutes les radios à but non-lucratif du Népal.

¹⁵ Mainali R., CRSC/NEFJ.

¹⁶ Publié par le Centre de soutien des radios communautaires au Népal.

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

NIGERIA : Susciter le changement social via les panneaux d'information communautaire

BANGLADESH : Autonomisation des adolescents

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Mandat

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de plaider pour la protection des droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins fondamentaux et d'élargir leurs possibilités afin qu'ils puissent réaliser tout leur potentiel. L'UNICEF appuie des initiatives concernant la santé et la nutrition des enfants, l'eau potable, l'assainissement, une éducation de base de qualité pour tous les enfants, garçons et filles, et la protection des enfants contre la violence, l'exploitation et le VIH/sida. Actif dans 190 pays et territoires à travers ses programmes de pays et ses comités nationaux, l'UNICEF est entièrement financé par les contributions volontaires de particuliers, d'entreprises, de fondations et de gouvernements.

Principes de base de l'action de l'UNICEF

L'UNICEF est guidé par les dispositions et les principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CRC), premier instrument international juridiquement contraignant à incorporer la totalité des droits de l'homme, y compris les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. La Convention énonce ces droits dans 54 articles et deux protocoles facultatifs. Elle expose les droits humains fondamentaux que possèdent les enfants partout dans le monde : le droit à la survie, le droit de développer tout son potentiel, le droit d'être protégé contre les influences néfastes, la maltraitance et l'exploitation et le droit de participer pleinement à la vie familiale, culturelle et sociale. Les quatre principes centraux de la Convention sont : (i) la non-discrimination ; (ii) le souci de l'intérêt supérieur de l'enfant ; (iii) le droit à la vie, à la survie et au développement, et (iv) le respect des opinions de l'enfant. Chaque droit énoncé dans la Convention est inhérent à la dignité humaine et au développement harmonieux de chaque enfant.

Domaines clés de la stratégie de l'UNICEF

Dans son Plan stratégique à moyen terme 2006-2013, l'UNICEF se fixe cinq domaines d'action prioritaires :

1. Survie et développement du jeune enfant, y compris la santé maternelle ;
2. Éducation de base et égalité des sexes ;
3. Les enfants et le VIH/sida ;
4. Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance ; et
5. Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants.

Pourquoi intégrer la communication pour le développement (C4D) dans les activités de l'UNICEF

La communication pour le développement est une pratique transversale à l'UNICEF. L'organisation estime que les stratégies de la communication pour le développement qui promeuvent le changement comportemental et social sont indispensables à un développement à long terme, durable, et plus généralement à la réalisation des droits des enfants et des femmes. Que les denrées soient plus ou moins bien distribuées, les services fournis ou les systèmes renforcés, les enfants continueront à mourir de maladies qu'il est possible de prévenir et verront leur développement physique, social, affectif et cognitif compromis si leurs familles et leurs communautés n'en prennent pas soin, ne les protègent pas et ne favorisent

pas leur développement plus efficacement. Les stratégies et les approches de la communication pour le développement sont nécessaires pour aider à fournir aux personnes s'occupant d'enfants et aux membres de la communauté des informations indispensables et aider à développer les compétences et la confiance en soi dont ils ont besoin pour prendre en connaissance de cause des décisions sur les questions qui ont une incidence sur leur vie et sur le bien-être de leurs enfants. Il faut introduire et renforcer des politiques et des lois, des ressources et des systèmes de prestation de services favorisant cette action. Toutefois, si l'engagement et l'autonomisation des parents, des personnes s'occupant d'enfants et des organisations locales ne sont pas assurés, la réforme législative et les efforts en matière de services et d'approvisionnement n'auront, en soi, qu'un impact limité à long terme.

L'UNICEF comprend qu'un changement durable des comportements et de la société n'est efficace que s'il est conjugué avec des changements touchant l'environnement socio-économique dans lequel vivent les familles et les communautés et dans lequel les enfants survivent et s'épanouissent. Son action consiste donc, entre autres, à s'en prendre aux facteurs sous-jacents et contextuels tels que les politiques gouvernementales, les inégalités entre les sexes, l'exclusion sociale et les systèmes de représentation.

Principes directeurs de la communication pour le développement

Fondés sur les principes directeurs de l'UNICEF et utilisant l'approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme, en particulier les droits à l'information, à la communication et à la participation consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant (articles 12, 13 et 17), les valeurs et les principes qui guident l'action de l'UNICEF dans le domaine de la communication pour le développement sont notamment ceux-ci :

- Faciliter la création d'environnements propices qui créent des espaces pour la pluralité des voix et des narratifs communautaires ; encourager l'écoute, le dialogue, le débat et la consultation ; assurer la participation active et utile des enfants et des jeunes ; promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale ;
- Refléter les principes d'inclusion, d'équité, d'autodétermination, de participation et de respect en veillant à ce que les groupes marginalisés (y compris les populations autochtones et les handicapés) soient prioritaires et bénéficient d'une grande visibilité ainsi que de possibilités de se faire entendre ;
- Relier les perspectives et les voix des communautés au dialogue sous-national et national sur les politiques ;
- Commencer tôt et prendre en considération tout l'enfant, y compris ses aspects physique, cognitif, affectif, social et spirituel ;
- Veiller à ce que les enfants soient reconnus comme des agents du changement et comme un groupe participant primaire, dès les années de la petite enfance ; et
- Renforcer l'estime de soi et la confiance en soi des personnes s'occupant des enfants et des enfants eux-mêmes.

Approche de la communication pour le développement

Précédemment appelée Communication sur le programme, la Communication pour le développement (C4D) est définie par l'UNICEF comme un processus systématique, planifié et à base factuelle visant à promouvoir un changement comportemental et social positif et mesurable faisant partie intégrante des programmes de développement, de la promotion des politiques, de l'action humanitaire et de la création d'une culture qui respecte les droits de l'homme et aide à les mettre en œuvre. La communication pour le développement utilise la recherche et les processus consultatifs pour promouvoir les droits de l'homme, mobiliser les dirigeants et les sociétés, influencer les attitudes et soutenir les comportements de ceux qui ont un impact sur le bien-être des enfants, des femmes, de leurs familles et de leurs communautés.

Travaillant en partenariat avec les gouvernements nationaux, les organisations de la société civile et les organismes de développement, l'UNICEF se sert des données et des éléments d'information sociaux et comportementaux pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer les initiatives de communication qui aident à étendre les connaissances, à comprendre et modifier les attitudes, et à faciliter les changements comportementaux et sociaux positifs autour des questions qui

influent sur le bien-être des enfants et des femmes et la réalisation de leurs droits. La réflexion actuelle sur la communication pour le développement s'inspire des principes fondamentaux des droits de l'homme – participation, égalité, non-discrimination, indivisibilité et interdépendance. La participation des parties prenantes à tout le processus stratégique de la communication pour le développement permet d'inclure les spécificités et les perspectives locales et culturelles dans la conception, l'expérimentation et la mise en œuvre des stratégies de communication. Parmi les nombreux modèles de planification stratégique utilisés pour le changement comportemental et social, l'UNICEF a adopté une approche qui intègre les meilleurs éléments de plusieurs modèles, tout en garantissant la prise en compte des principes clés des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et des normes de la gestion axée sur les résultats.

L'UNICEF utilise une combinaison de stratégies, dont le plaidoyer, la mobilisation sociale et diverses interventions centrées en particulier sur le niveau de la communauté et du ménage pour faciliter le processus de changement comportemental et social. Un examen des rapports du terrain indiquent que la communication pour le développement aide (i) à recueillir un appui politique pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et assurer une allocation adéquate des ressources, en amplifiant les voix des communautés et en les reliant au plaidoyer pour les politiques « en amont » ; (ii) à motiver et mobiliser les organisations de la société civile, les organisations communautaires et les organisations confessionnelles ainsi que les réseaux sociaux pour qu'ils aident les groupes traditionnellement exclus à revendiquer leurs droits ; et (iii) à donner aux familles et aux communautés les moyens de prendre des décisions éclairées en fournissant les informations pertinentes, en aidant à renforcer les compétences et en facilitant le dialogue communautaire.

Les enfants sont un canal important pour atteindre les familles et les communautés. Ils ont de la curiosité et l'esprit ouvert et ils sont désireux d'aider les autres et de transmettre les connaissances et compétences qu'ils viennent d'acquérir. En tant que futurs citoyens et aidants, il y a plus de chances qu'ils appliquent ce qu'ils ont appris dans leur vie personnelle et sociale. Pour l'UNICEF, mobiliser les enfants en tant qu'agents importants du changement est donc considéré comme une stratégie essentielle de développement.

Les domaines dans lesquels les principes et les méthodologies de la communication pour le développement ont été intégrés avec succès comprennent la vaccination des enfants, le VIH/sida, l'éradication de la polio, l'assainissement communautaire, le parentage positif pour le développement du jeune enfant, les mutilations génitales/excision féminines, les mariages précoces, l'allaitement exclusif et le lavage des mains.

Ressources humaines et financières pour la communication pour le développement à l'UNICEF

Les spécialistes de la communication pour le développement de l'UNICEF travaillent à tous les niveaux – mondial, régional et national – mais le plus grand nombre travaille au niveau des pays. Au Siège, l'Unité de communication pour le développement comprenant quatre administrateurs fait partie de la Section du genre, des droits et de l'engagement civique, dans la Division des politiques et des pratiques. Cette unité fournit des conseils et des outils techniques aux bureaux régionaux et de pays et aux secteurs du programme mondial, oriente l'élaboration des politiques, aide à renforcer les capacités institutionnelles et assure la liaison avec les autres organismes des Nations Unies et les partenaires internationaux, dont les institutions académiques. Deux autres administrateurs apportent un soutien technique à la préparation de l'organisation et sa réaction à la grippe aviaire et pandémique et aux autres maladies zoonotiques. Au sein de la Division des programmes, certaines sections, dont la Section de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et la Section de la santé, comptent des spécialistes de la communication pour le développement.

Au niveau régional, le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale à Dakar, Sénégal, compte un conseiller régional pour la communication pour le développement secondé par une équipe qui fournit un appui à 22 bureaux de pays. Comme la compréhension et la demande de communication pour le développement continuent d'augmenter, d'autres bureaux régionaux reconsidèrent la nécessité de conseillers pour la communication pour le développement.

La plupart des spécialistes de la communication pour le développement de l'UNICEF travaillent au niveau des pays. Plus de 100 spécialistes nationaux et internationaux de la communication pour le développement collaborent avec les spécialistes des aspects techniques, les gouvernements et les ONG sur un large éventail de questions sociales et comportementales. On les trouve souvent avec le groupe des programmes du bureau de pays. Dans les bureaux de pays les plus petits, la communication pour le développement fait partie du groupe des médias et des relations extérieures. Environ la moitié des bureaux de pays de l'UNICEF comptent des spécialistes s'occupant exclusivement de la communication pour le développement, tandis que les autres confient à leurs spécialistes de la communication la double responsabilité des relations avec les médias/relations extérieures et des éléments des programmes touchant la communication pour le changement comportemental et social.

Les ressources financières de la communication pour le développement associent fonds ordinaires (de base) et fonds supplémentaires. La plupart des fonds pour la programmation de la communication pour le développement viennent de contributions de donateurs, versées spécifiquement pour des éléments touchant le changement comportemental et social. En tant que stratégie transversale – à l'instar des approches fondées sur la participation, l'intégration des questions de genre et les droits de l'homme – les méthodologies et les principes de la communication pour le développement sont intégrés dans la programmation sectorielle. Cela permet aux programmes sectoriels de financer la composante de communication pour le développement dans leurs domaines respectifs.

Personne à contacter au sein de l'UNICEF

Paula Claycomb, Senior Advisor, Communication for Development, c4dhq@unicef.org

Notes

- ¹ Le Consensus de Rome, 2006. *World Congress on Communication for Development: Lessons, Challenges and the Way Forward* [Congrès mondial sur la communication pour le développement: Les leçons, les enjeux et l'avenir], The Communication Initiative, FAO, Banque mondiale, p. xxxi-xxxvi. Washington, D.C., 2006.

NIGERIA : Susciter le changement social via les panneaux d'information communautaire

- Aider les communautés à se rassembler pour identifier et résoudre les problèmes de santé des enfants plus facilement ;
- Renforcer l'autodétermination et l'appropriation de l'action de développement au sein des communautés ; et
- Motiver les dirigeants communautaires et religieux pour qu'ils facilitent les débats sur les questions clés et promeuvent une action acceptée pour relever ces défis.

Contexte

Le Nigéria, avec un produit intérieur brut (PIB) de plus de 212 milliards de dollars EU en 2009¹, est la deuxième puissance économique de l'Afrique subsaharienne et vise à devenir une des 20 premières économies dans le monde d'ici à 2020. Bien qu'il soit un acteur dominant de l'Union africaine, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le pays n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Avec une population de plus de 158 millions d'habitants², le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique. De plus, après l'Inde et la Chine, il compte le plus grand nombre de pauvres dans le monde³. Plus de 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté international⁴, avec pour conséquence certains des pires indicateurs de développement social en dehors des zones de conflit et de post-conflit⁵. Un enfant sur dix meurt avant l'âge de cinq ans et quelque sept millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Les taux de mortalité maternelle restent élevés, avec environ 42 000 femmes qui meurent chaque année suite à des problèmes liés à des grossesses. De plus, plus de trois millions de personnes vivent avec le VIH/sida, soit le deuxième chiffre le plus élevé de tous les pays du monde⁶.

Raison d'être du projet

Un faible niveau de connaissances, se conjuguant avec les coutumes et normes traditionnelles, se traduit par des pratiques qui compromettent les soins donnés aux jeunes enfants et sont souvent préjudiciables à leur survie et à leur développement⁷. La capacité limitée des parents et des communautés à prendre soin de manière appropriée et adéquate de leurs enfants chez eux et dans la communauté a été identifiée comme une lacune essentielle de la prestation et de l'utilisation des services de santé de base. Les recherches ont montré que, bien qu'il existe plusieurs canaux de communication participative pour promouvoir l'amélioration de la santé des enfants au niveau communautaire (par exemple, services de conseil à domicile, entretiens dans les centres de santé, dialogues communautaires et théâtre communautaire), ces canaux ne sont pas soutenus comme il le faudrait par les dirigeants et les structures communautaires⁸. La plupart des ministères n'aident pas les politiques de promotion de la communication en faveur du changement comportemental et social, et en conséquence les ressources humaines et financières nécessaires pour fournir des services de communication efficaces au niveau des villages font défaut. Cela est considéré comme un facteur majeur de la faiblesse du taux d'adoption de meilleures pratiques de soins aux enfants par les ménages.

Les campagnes d'information et de communication de courte durée et souvent superficielles ne conduisent pas à une adoption accrue et une pratique soutenue de meilleurs services de soins aux enfants. Cela a été mis en évidence par le mouvement de Couverture universelle par la vaccination, lorsque les vaccinations d'enfants sont retombées à un niveau inférieur aux objectifs peu après la fin de la campagne. Il est largement reconnu par les acteurs clés du développement que les questions de soins aux mères et aux enfants ont besoin de faire l'objet d'une constante insistance si l'on veut qu'elles restent en bonne place sur l'agenda de développement des communautés elles-mêmes. Face à ces questions, la Stratégie de mobilisation communautaire a été élargie pour aider les communautés à identifier leurs problèmes de santé des mères et des enfants plus aisément et pour donner un contenu préétabli au dialogue et à l'action en vue d'assurer le bien-être des enfants et de leur communauté.

Approche de la mise en œuvre

Le Panneau d'information communautaire (CIB)

Le CIB est un mécanisme communautaire conçu pour saisir les informations de base sur le social et le développement, qui sert ensuite à suivre les progrès accomplis pour traiter les questions de santé et de bien-être des enfants de façon équitable. Il est aussi utilisé par les communautés pour :

- développer la compréhension et les connaissances au sein de la communauté ;
- améliorer les compétences et les pratiques dans les ménages et chez les membres influents de la communauté ;
- accroître l'engagement dans les affaires de la communauté de toutes les sections de la société, en particulier les femmes et les enfants ;
- faciliter un accès plus équitable à l'information ;
- renforcer le sentiment d'autodétermination et d'appropriation par la communauté des initiatives de développement ;
- générer des sujets de débat dans divers forums locaux, dont les centres de santé, les séances de dialogue entre pairs et communautaires et les réunions des associations de développement communautaire ;
- fournir des thèmes et des matériels au théâtre interactif local ;
- motiver les dirigeants traditionnels et religieux ainsi que les associations de développement communautaire pour qu'ils génèrent débats et actions ;
- aider à suivre et corriger les pratiques négatives et à soutenir les comportements positifs ; et
- servir de catalyseurs de l'action commune.

Le CIB est censé compléter les processus existants d'engagement communautaire tels que les dialogues communautaires et le théâtre communautaire.

Mise en place du CIB

Il a été convenu, à l'issue d'un processus de consultation auquel ont participé les dirigeants des communautés locales et les organisations de la société civile (OCS) ainsi que des organes gouvernementaux et l'UNICEF, que 16 indicateurs de la survie, du développement, de la protection et de la participation des enfants seraient suivis par les communautés au moyen d'un Panneau d'information communautaire⁹. Le concept de panneau a été préalablement testé avec divers groupes des communautés, dont les femmes et les jeunes, avant d'être révisé pour devenir plus convivial. Des principes directeurs relatifs au mode d'emploi du panneau ont été élaborés conjointement par des dirigeants communautaires représentant les six régions du pays ainsi que des spécialistes venant des ONG et des universités, avec des apports techniques fournis par le gouvernement et l'UNICEF.

Utilisant un processus « en cascade » à deux niveaux, l'UNICEF a organisé une formation pour les enregistreurs et les membres des comités de développement communautaire. Dans une première étape, des universitaires de tout le pays, ainsi que des membres du personnel des ONG partenaires de l'UNICEF ont participé à des ateliers de formation des formateurs au niveau national. Ensuite, les participants aux ateliers, ayant accédé à des niveaux supérieurs de confiance en soi, de connaissances et de compétences, sont rentrés chez eux former les personnels locaux aux indicateurs choisis. La formation au niveau local était axée sur : (i) l'accroissement de la connaissance de base de chacun des 16 indicateurs dans leur communauté et autour d'elle ; (ii) la démonstration des moyens de collecter et organiser les informations sur chaque indicateur et ensuite les enregistrer trimestriellement sur le Panneau d'information ; et (iii) la mise en place d'un système permettant de relier les informations du Panneau aux débats et actions communautaires. Ces séances de formation locale étaient organisées par les bureaux locaux ou de zone de l'UNICEF en collaboration avec le ministère de l'information de l'État concerné. L'UNICEF a aussi aidé à élaborer un guide de formation destiné principalement à servir d'outil aux ONG pour les processus de formation et de suivi au sein des communautés. A la suite de la formation

au niveau local, des CIB ont été installés dans chacune des 222 communautés cibles identifiées dans le programme de coopération entre l'UNICEF et le gouvernement nigérian.

Utilisation du CIB

Chaque indicateur est enregistré sur le Panneau d'information communautaire, qui est installé de manière à être très visible dans les villages, et mis à jour trimestriellement par un Enregistreur qui est généralement un membre spécialement désigné de l'Association de développement communautaire. Les Enregistreurs, dont plusieurs sont des femmes, utilisent les informations provenant des notations quotidiennes et hebdomadaires des cahiers d'information communautaire pour mettre à jour les panneaux¹⁰. Les informations restent sur le Panneau pendant un an, après quoi elles sont « archivées » ou mises en lieu sûr au sein de la communauté. L'enregistrement des informations recommence alors sur le panneau vierge au début de l'année nouvelle. Le dirigeant traditionnel et le comité de développement du village/de la communauté sont responsables au premier chef de la tenue du CIB et d'assurer la participation de toutes les sections de la communauté. Tous les groupes ont l'occasion de participer en réagissant aux questions qui résultent d'une analyse commune des implications des informations affichées sur le Panneau et en convenant de moyens de résoudre les problèmes et d'avancer dans la communauté. La participation a pour cadre un ou plusieurs forums de communication au niveau local, tels que les dialogues communautaires et de groupes de pairs, le théâtre local et les services de conseil à domicile.

En pratique, la bonne utilisation du CIB dépend jusqu'ici en partie du niveau d'alphabétisme des personnes auxquelles il est fait appel au sein de la communauté. Les informations sur les indicateurs restent incomplètes dans les communautés qui ne disposent pas d'une personne alphabète pour mettre à jour le Panneau lorsque l'Enregistreur est indisponible. Dans certaines communautés, la mise en évidence de l'analphabétisme par ce biais a poussé les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Dans les zones touchées par un conflit de la zone Sud-Sud, les communautés ont fait état de difficultés pour obtenir des ménages des informations sur les indicateurs clés. Dans ces zones, la sûreté et la sécurité sont jugées prioritaires par rapport à la mise à jour du CIB.

Extension de l'initiative

Dans l'État d'Ebonyi (région sud-est du pays), une ONG locale, l'Initiative mère et enfant, conduit un mouvement visant à étendre le CIB au-delà des 13 localités initialement aidées par le gouvernement et l'UNICEF. L'ONG tente d'obtenir du gouvernement de l'État qu'il achète et distribue des panneaux à toutes les communautés de l'État.

Partenaires du projet

Le projet est une initiative conjointe de l'UNICEF, du Ministère de l'information au niveau fédéral et des départements de l'information au niveau des États. Le Ministère de l'information travaille avec l'UNICEF à planifier et conduire les sessions nationales d'orientation et de formation auxquelles participent les représentants des départements de l'information des États qui sont chargés d'organiser la formation au niveau local et d'aider les communautés.

Contributions de la communication pour le développement

Les panneaux sont utilisés depuis un peu moins de trois ans. Pourtant, à ce jour, le retour d'information des communautés semble indiquer que l'analyse et la discussion des informations affichées sur les Panneaux d'information communautaire contribue à :

- centrer davantage l'attention sur le bien-être des femmes et des enfants au quotidien et sur la reconnaissance de leurs droits ;

- inciter les communautés à discuter de la meilleure méthode pour résoudre les problèmes évoqués sur le panneau ;
- encourager les communautés à suivre les informations sur leur propre développement ;
- créer une compréhension commune des problèmes de développement ; et
- jouer le rôle de catalyseur de l'évaluation, de la planification et de l'exécution locales des plans d'action, et ainsi renforcer l'appropriation locale des services et des programmes.

Certaines des plus importantes idées sur le rôle du CIB en tant que catalyseur du changement social sont venues des dirigeants communautaires. Une évaluation initiale de la contribution du Panneau d'information communautaire à la stratégie d'inclusion et aux principes de participation et d'autodétermination dans le développement communautaire est bien illustrée par Suleiman Shaibu (Agent de santé, Village de Dotsa, Zone d'administration locale de Bakori de l'État de Katsina) aussi chargé d'organiser et d'entrer les données sur le CIB, qui a indiqué :

Les données nous ont aidés à connaître la valeur de la vie, à apprendre comment prendre soin de nous-mêmes, et surtout de nos enfants et de nos femmes. Grâce au CIB, la communauté a pu suivre la situation et demander une aide après les consultations appropriées, mieux apprécier l'importance de la vaccination et ainsi mettre religieusement les enfants à la disposition du centre de santé pour qu'ils soient dûment vaccinés. Le nombre de latrines de la communauté a augmenté durant l'année, après plusieurs dialogues communautaires sur l'assainissement, passant de moins de 10 à 40 latrines. La communauté a aussi organisé une action commune pour remettre en état les latrines à l'école primaire, et les gains réalisés par le Fonds autorenouvelable pour les médicaments ont servi à répondre aux besoins des orphelins et des personnes vulnérables de la communauté.

Principaux enseignements tirés

Les principaux enseignements tirés comprennent les suivants :

- Pour que les communautés continuent à vouloir dialoguer sur les questions liées au bien-être des enfants et de leurs familles, il faut que ces questions soient fermement maintenues au premier plan de l'attention du public et sur l'agenda de développement de la communauté ;
- Le leadership et le soutien fournis par les dirigeants communautaires et les comités de développement communautaire sont indispensables pour que le CIB soit utilisé avec succès ;
- Le recours aux femmes comme secrétaires a eu pour effet une plus grande ouverture, encouragé une plus grande coopération entre les ménages et accru leur disposition à fournir des données pour mettre à jour le CIB ;
- Il faudrait envisager des incitations pour que les communautés assurent aux CIB niveau de qualité élevé, telles que des lettres de recommandations.

Notes

¹ Global Finance cite les statistiques de la Banque mondiale figurant à l'adresse <http://www.gfmag.com/gdp-data-country-reports/207-nigeria-gdp-country-report.html>.

² Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2008.

³ Banque africaine de développement, Document de stratégie pays, République fédérale du Nigéria.

⁴ Selon les estimations de la Banque mondiale, 2005.

⁵ DFID Nigéria.

⁶ DFID Nigéria.

⁷ Par exemple, près de 80% des mères ou des personnes s'occupant de jeunes enfants sont incapables de détecter les symptômes de la pneumonie, 20% seulement savent avec quelle fréquence faire vacciner leur enfant, près de 90% des mères complètent l'allaitement par de l'eau ou d'autres substances trois mois après la naissance et moins du quart des enfants sont enregistrés à la naissance.

⁸ Comités de développement communautaire/Comités de développement des quartiers.

- ⁹ Les indicateurs choisis comprennent les vaccinations, l'assainissement, l'emploi d'eau potable, la réduction de la mortalité infantile, des moins de cinq ans et maternelle, la sensibilité aux sexospécificités, l'enregistrement des naissances, l'éducation de base, la participation communautaire (en particulier aux séances de dialogue communautaire et aux réunions des comités de développement communautaire), la nutrition et l'utilisation de moustiquaires traitées aux insecticides.
- ¹⁰ Chaque secrétaire tient un cahier d'information communautaire ou registre dans lequel il consigne les informations sur chaque indicateur lorsqu'elles sont collectées. A la fin de chaque trimestre, les informations du cahier sont organisées et entrées dans le CIB.

BANGLADESH : Autonomisation des adolescents

- Utiliser les approches de l'apprentissage entre pairs pour renforcer les compétences de la vie courante chez les jeunes ;
- Promouvoir le dialogue intergénérationnel sur les questions sociales sensibles au moyen de groupes communautaires de soutien ; et
- Faire participer les jeunes à la définition des indicateurs destinés à mesurer le changement social.

Contexte

Le Bangladesh a accompli des progrès socio-économiques impressionnants depuis les années 1980. L'Objectif du Millénaire pour le développement N°3 a été atteint, puisqu'il y a maintenant autant de filles que de garçons dans l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire¹. Le pays a aussi accompli des progrès notables vers la réalisation d'autres OMD. Il est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs d'une diminution de moitié de la proportion de la population vivant sous le seuil national de pauvreté, de la réalisation de l'enseignement primaire universel et de la réduction des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et de mortalité infantile². Il est aussi sur la bonne voie pour atteindre les cibles concernant l'arrêt de la propagation des maladies contagieuses telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Les femmes sont plus nombreuses à avoir une activité économique et leur taux d'emploi (67%) est plus élevé que dans les pays voisins³.

Le deuxième Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, récemment publié, « Moving ahead : National Strategy for Accelerated Poverty Reduction (NSAPR) » [Aller de l'avant : Stratégie nationale pour une accélération de la réduction de la pauvreté] prend acte de ces progrès mais reconnaît qu'il reste des défis substantiels à relever étant donné que le pays est encore en retard pour ce qui est d'autres cibles et indicateurs des OMD tels que réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim, achever un cycle complet d'études primaires, réduire la mortalité maternelle et renforcer l'alphabétisation des adultes. L'inégalité s'est aggravée entre groupes sociaux et entre diverses régions du pays. Le taux d'alphabétisme des femmes (49%) est plus bas que dans les pays voisins. Les ménages dirigés par des femmes risquent de plus en plus d'être pauvres ; 80% des emplois demeurent dans le secteur informel ; le travail des enfants est très répandu et la mauvaise qualité des infrastructures renforce l'isolement géographique. La privation de terres est aussi un facteur clé qui contribue à la pauvreté. Les dépenses d'éducation, de formation et de recherche représentent 22,5% du budget de la NSAPR ; un pourcentage de 20,6% est alloué aux infrastructures qui promeuvent une croissance favorable aux pauvres et 11,7% du budget est affecté à la promotion de la bonne gouvernance et des services publics⁴.

Raison d'être du projet

Au Bangladesh, l'adolescence⁵ n'est pas considérée comme une phase distincte de la vie associée à des besoins psychologiques et sociaux particuliers⁶. Une culture de discrimination omniprésente entre les sexes fait que les filles et les garçons sont traités différemment dès la naissance et entraîne des inégalités en matière de nutrition, de santé et d'éducation. Les recherches indiquent que plus de 50% des adolescentes souffrent de dénutrition et d'anémie du fait de facteurs liés au genre et à la culture aussi bien que de la pauvreté⁷. Les différences entre filles et garçons deviennent encore plus marquées au moment de l'adolescence, quand l'aptitude des filles à mettre à profit les possibilités d'apprentissage et de génération de revenus est limitée faute de mobilité suffisante. Les mariages précoces marginalisent encore davantage les filles. Bien que 18 ans soit l'âge légal du mariage pour les filles, des enquêtes récentes indiquent que 66% des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant cet âge et qu'un tiers des femmes étaient mariées avant l'âge de 15 ans⁸. Des études indiquent que les filles, en particulier dans les zones rurales pauvres, sont souvent retirées de l'école après leur mariage⁹. Le système de dot sert à renforcer les conceptions sociétales traditionnelles du mariage précoce.

Le projet *Kishori Abhijan* financé par l'UNICEF¹⁰ vise à résoudre les problèmes de marginalisation des jeunes et de discrimination contre les jeunes et à leur permettre d'avoir leur mot à dire sur leur propre avenir (i) en donnant aux adolescents, en particulier aux filles, les moyens de devenir des membres de la société non seulement compétents mais aussi connectés, soucieux d'autrui et engagés, et (ii) en créant et assurant un environnement propice au développement des adolescentes au niveau des ménages et des communautés.

Approche de la mise en œuvre

Kishori Abhijan, qui signifie « le parcours de l'adolescent » en bengali, a été piloté entre 2001 et 2005. Une deuxième phase a commencé en 2006 et devait se terminer fin 2010. Pour atteindre les deux objectifs clés mentionnés ci-dessus, une stratégie à multiples volets et axée sur l'équité a été élaborée ; cette stratégie est centrée sur la mise en œuvre et la protection des droits des adolescents dans quatre domaines principaux : leur droit de développer leurs capacités, par l'information, les compétences de la vie courante et les compétences relatives aux moyens d'existence ; leur droit d'avoir accès à un ensemble de services et d'opportunités ; leur droit de vivre et d'apprendre dans des environnements favorables, et leur droit de participer aux décisions qui concernent leur vie. Cinq initiatives fondamentales de la communication pour le développement jouent un rôle central dans la mise en œuvre de cette stratégie. La première est axée sur l'inculcation aux jeunes, en particulier aux filles, des « compétences de la vie courante » - en renforçant leur confiance en soi et leur estime de soi par l'acquisition de capacités telles que la pensée critique, la négociation et la prise de décisions. Une deuxième initiative, étroitement liée à la première, vise à mobiliser un large soutien communautaire en faveur de changements dans les comportements sociaux et les normes culturelles qui ont un impact négatif sur le bien-être des adolescentes. Un troisième élément est centré sur l'amélioration des connaissances et des compétences de formation des partenaires du gouvernement et des ONG afin de leur permettre d'avoir un meilleur contact avec les jeunes. La quatrième initiative préconise que les questions touchant les adolescents soient traitées comme un élément distinct de la Politique nationale de l'enfance. Un élément systématique de recherche et de suivi a été introduit en 2006 au début de la deuxième phase du projet. Il constitue maintenant un cinquième instrument important de la communication pour le développement associant les jeunes et autres parties prenantes à l'approbation des objectifs du projet, à l'identification des indicateurs et au suivi permanent des interventions.

Partenaires du projet

Kishori Abhijan était à l'origine une initiative conjointe de l'UNICEF, du FNUAP, de l'Institut d'études sur le développement du Bangladesh, du Comité pour le progrès rural du Bangladesh, du Centre pour l'éducation scientifique de masse et de la Fondation des Nations Unies. Avec le temps le partenariat a évolué et il comprend aujourd'hui divers organes gouvernementaux ainsi que des ONG nationales et internationales. Le Ministère des affaires féminines et de l'enfance, le Département des affaires féminines et la Bangladesh Shishu Academy sont chargés de la coordination et de l'exécution du projet. Le Ministère des affaires féminines et de l'enfance assume une responsabilité cruciale pour ce qui est d'obtenir un soutien législatif pour le projet. La Bangladesh Shishu Academy a pour première responsabilité d'aider les leaders des pairs à conduire des sessions entre pairs avec leurs condisciples des écoles publiques dans 64 districts. Le Ministère de la jeunesse et des sports coopère aussi avec le projet à travers l'élément de formation professionnelle et, plus récemment, sur les sports au service du développement. Le Comité pour le progrès rural du Bangladesh et le Centre pour l'éducation scientifique de masse exécutent le projet au sein des communautés et Save the Children Australia assure le soutien technique de l'Éducation fondée sur les compétences de la vie courante (LSBE).

Instruments de la communication pour le développement

(i) Promotion de l'éducation fondée sur les compétences de la vie courante

A ce jour, environ 100 000 adolescents, dont à peu près 60% de filles, ont participé à des sessions de LSBE organisées dans des centres d'adolescents où ils sont encouragés à apprendre les compétences de la vie courante au moyen d'une approche « pair-à-pair ». Le Comité pour le progrès rural du Bangladesh et le Centre pour l'éducation scientifique de masse ont mis en place et assurent le fonctionnement de près de 3 000 de ces centres dans 28 districts ruraux. De plus, 128 écoles secondaires publiques dans 64 districts participent au processus de LSBE à travers la Bangladesh Shishu Academy. En participant aux sessions de formation de formateurs de la LSBE, les adolescents acquièrent les compétences nécessaires pour mener des débats entre pairs une fois retournés dans leur communauté. Le processus de formation vise aussi à renforcer les capacités des jeunes de jouer un rôle de premier plan dans le plaidoyer en faveur d'actions spécifiques destinées à susciter le changement dans leurs communautés par la diffusion d'informations et d'autres formes d'interaction. La formation aux techniques du Théâtre populaire interactif a conduit à la création de groupes de théâtre d'adolescents qui donnent des représentations dans les communautés locales. Les leaders des pairs, choisies parmi les adolescentes, travaillent en étroite collaboration avec d'autres adolescentes à l'organisation de sessions entre pairs au niveau communautaire.

A Chapai Nawabganj, village de l'ouest du Bangladesh, les sessions entre pairs ont aidé Mosamad à éviter le mariage qui l'attendait. La leader du groupe, Rina Akter, et d'autres membres de Kishori Abhijan ont demandé aux parents de la fille d'annuler le mariage. Les parents ont commencé par résister. Ils pensaient que s'ils tardaient, il serait difficile d'arranger un mariage pour leur fille. « Mais nous leur avons dit que si leur fille faisait des études, elle trouverait du travail », dit Mme Akter. « Ainsi son avenir serait meilleur, et le leur aussi ». Grâce à cette intervention, Mosamad reste célibataire et scolarisée. Elle dit qu'elle décidera de sa future carrière et attendra pour se marier, au moment qu'elle aura choisi.

Afin d'aider à réduire l'isolement social des jeunes filles, de retarder l'âge auquel elles se marient et stimuler leur participation aux affaires communautaires, le programme de LSBE comprend aussi une formation à diverses options en matière de moyens d'existence durables. Sur les 180 adolescentes qui ont reçu une formation à ces options, environ la moitié se livrent actuellement à une forme ou une autre d'activité génératrice de revenus.

(ii) Renforcer l'appui de la communauté à l'adoption de comportements et de normes sociales et culturelles acceptées

Les adolescentes ne peuvent se soustraire aux normes sociales et culturelles largement acceptées telles que les mariages précoces qu'avec le soutien de leur famille et de leur communauté. Des groupes de soutien, appuyés par les parents et des figures influentes telles que les enseignants et les dirigeants religieux, ont été créés au niveau local pour aider à promouvoir un environnement plus propice aux jeunes dans leur communauté. Ces groupes visent à promouvoir le dialogue intergénérationnel sur une série de questions souvent sensibles et complexes et à soutenir le changement des attitudes et des normes sociales. Le processus de changement des attitudes au niveau local est aussi promu par les groupes de Théâtre populaire interactif qui tirent leurs matériels de certaines des questions clés dont débattent les groupes communautaires.

(iii) Renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements et des ONG partenaires

L'UNICEF familiarise ses partenaires – gouvernements et ONG – avec les principes à la base de la LSBE et, à travers la formation des formateurs, leur apprend à organiser des sessions sur divers éléments de la LSBE à l'intention des adolescents. Un objectif important est de renforcer la base de connaissances au sein de l'UNICEF, des gouvernements et des ONG partenaires afin d'accroître leur soutien aux adolescents et de renforcer leurs capacités de les atteindre. Pour intégrer et intensifier l'engagement en faveur de la LSBE au sein des institutions publiques, le projet vise, avec le soutien technique de Save the Children Australia, à constituer un pool de ressources de LSBE d'agents publics commun aux 64 districts.

(iv) Formulation de la politique sociale de l'adolescence

Un groupe de travail sur la Politique nationale de l'adolescence, étroitement lié au Ministère des affaires féminines et de l'enfance, a été mis en place pour faire pression sur les membres du Conseil national de l'enfance et obtenir leur appui aux questions relatives aux adolescents, destinées à être traitées à part dans une Politique nationale de l'enfance révisée.

(v) Recherche et suivi

Une enquête initiale réalisée en 2006 a été suivie de plusieurs ateliers au niveau des districts dans lesquels les adolescents et autres parties prenantes ont participé activement au réexamen et à la fixation d'objectifs et à l'identification de quatre indicateurs d'impact clés – assiduité, connaissances, communication et action – ainsi que d'autres instruments de suivi. Les jeunes ont aussi participé à la mise à l'essai du cadre de suivi et d'évaluation au niveau local. Depuis 2007, les jeunes et d'autres membres de la communauté utilisent les indicateurs pour suivre les activités ainsi que les changements sociaux et comportementaux. L'analyse des résultats de deux nouvelles opérations de collecte de données depuis 2006 a éclairé les interventions du projet.

Contributions des approches de la communication pour le développement

Il apparaît de plus en plus que les approches de la communication pour le développement ont un impact positif sur l'autonomisation des filles au Bangladesh :

- (i) Les groupes de soutien communautaires deviennent des forums importants dans lesquels traiter les préoccupations communes et renforcer la sensibilisation au rôle des responsables au sein des communautés. Des réunions régulières, auxquelles participent les parents, des membres influents de la communauté et des adolescents, ont contribué à faire mieux comprendre et tolérer les adolescents et renforcé le soutien de la communauté aux jeunes en général. Les débats au sein de ces groupes ont soulevé des questions telles que la garantie des paiements de dots, les droits légaux et les droits liés au genre, le retardement des mariages et l'amélioration de la sécurité des adolescentes. Dans certains cas, des mariages précoces ont été empêchés. Ont été signalés des cas dans lesquels des adolescents ont pris contact avec des parents qui planifiaient le mariage de leur fille et les ont persuadés de le remettre à plus tard, y compris le témoignage de Rozy Parvin, organisatrice d'unité pour le projet Kishori Abhijan à Chapai Nawabganj, près de la ville de Rajshahi, dans l'ouest du pays :

« Dans le passé, une jeune villageoise n'avait pas le droit de parler d'elle-même. Aujourd'hui, elle peut parler avec ses parents et aussi négocier avec eux. Elle peut dire s'ils font quelque chose qui n'est pas juste »¹¹.

- (ii) Le Théâtre populaire interactif a aidé à sensibiliser aux questions touchant les adolescents, en particulier les mariages précoces et le système de la dot. Les adolescents jouent aussi le rôle de « jeunes reporters » et dans six districts ils ont signalé des cas de mariages précoces aux journaux nationaux et locaux, qui ont ensuite couvert ces sujets, contribuant ainsi à élargir la prise de conscience du problème.
- (iii) L'acquisition de compétences de la vie courante et la pratique d'activités spécifiques génératrices de revenus ont eu pour résultat, dans certains cas, que les filles sont restées à l'école ou y sont revenues une fois mariées. L'amélioration des compétences et du potentiel de génération de revenus ont incité les parents à retarder le mariage de leurs filles.
- (iv) Les réseaux sociaux et l'appropriation des initiatives d'action sociale, résultant du dialogue intergénérationnel dans les groupes de soutien communautaires, ont été renforcés.
- (v) La participation des hommes – pères, adolescents, membres de parishad (unité d'administration locale), imams et autres – aux groupes communautaires et aux débats sur les compétences de la vie courante et les concepts fondés sur les droits s'est développée grâce à des activités spécifiques ciblées sur la communauté.

- (vi) Les initiatives en matière d'épargne et de crédit, spécifiquement adaptées aux besoins des adolescents, ont dans certains districts accru les possibilités d'emploi indépendant pour les adolescents ainsi que les gains en résultant.

Principaux enseignements tirés

Un des enseignements est que l'éducation aux compétences de la vie courante et les compétences du domaine de l'économie et des affaires ne suffisent pas pour permettre à une adolescente de 15 ans de convaincre ses parents et la communauté de retarder son mariage. Il est crucial de travailler sur les normes sociales et les croyances pour promouvoir les changements souhaités et la mobilisation de la communauté ainsi que le renforcement des capacités des parties prenantes. Cela a été bien démontré lors de la deuxième phase du projet. Un autre enseignement majeur a été qu'une coordination intersectorielle efficace et une dynamique effective entre les ministères, départements, ONG et communautés concernés sont importantes pour créer un environnement propice aux adolescents.

Notes

¹ Moving Ahead : National Strategy for Accelerated Poverty Reduction (FY2009-2011), Gouvernement du Bangladesh, 2008. [http://www.lcgbangladesh.org/aidgov/WorkShop/2nd%20PRSP%20Final%20\(October-2008\).pdf](http://www.lcgbangladesh.org/aidgov/WorkShop/2nd%20PRSP%20Final%20(October-2008).pdf)

² *Ibid.*

³ Ministère des affaires étrangères du Danemark, janvier 2010 : <http://www.ambdhaka.um.dk/en/menu/TheEmbassy/News/EmbassyOfDenmarkAttendsJointGovernmentDonorWorkshopOnTheUpcoming2ndPovertyReductionStrategyForBangla.htm>

⁴ Bangladesheconomy.wordpress.com

⁵ Selon la définition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) un adolescent est une personne âgée de 10 à 19 ans.

⁶ Kishori Abhijan Baseline Survey Findings, 2007.

⁷ Bangladesh Nutrition Survey, 1998, citée dans Adolescent Girls in Bangladesh, UNICEF, 1999, p. 22.

⁸ Multiple Indicator Cluster Survey, 2006 ; Bangladesh Demographic and Health Survey 2007, p. 79.

⁹ Ministère de la santé et du bien-être de la famille, 1998.

¹⁰ *Kishori Abhijan* a été mis en place à la suite d'une évaluation conjointe de l'UNICEF et du FNUAP sur la situation des adolescentes au Bangladesh. Les activités de l'UNICEF sur Kishori Abhijan sont complétés par l'action du FNUAP avec les adolescentes mariées, leurs familles et les dirigeants communautaires sur les besoins des adolescentes en matière de santé génésique.

¹¹ UNICEF, *Empowering Girls by Challenging the Tradition of Child Marriage*, http://www.unicef.org/infobycountry/bangladesh_35505.html?q=printme

3. Programme des Nations Unies pour le développement

PHILIPPINES : Améliorer la gouvernance et la prestation de services par l'engagement citoyen

LIBERIA: Faire participer la population à la gouvernance à l'aide de programmes radiophoniques à ligne ouverte

3. Programme des Nations Unies pour le développement

Mandat de l'Organisation

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été créé le 1er janvier 1966 suite à la fusion du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et du Fonds spécial des Nations Unies, conformément à la Résolution 2029(XX) de l'Assemblée générale 1965.¹ Le PNUD a pour mandat de: (i) faciliter la planification et la coordination ; et (ii) améliorer l'efficacité globale des divers types de programmes de coopération technique exécutés par les organisations du système des Nations Unies. En 2008, le Conseil exécutif du PNUD a réaffirmé ces deux missions de l'Organisation, qui se renforcent l'une l'autre.³

Principes de base de l'action du PNUD

Les principes de base de l'Organisation reposent sur la Déclaration du Millénaire des Nations Unies⁴ et les Objectifs du Millénaire pour le développement, le modèle de 'développement humain' tel qu'il ressort du *Rapport sur le développement humain* depuis 1990 ; une approche de la programmation fondée sur les droits humains ; la fourniture d'une aide efficace conforme aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le programme d'action d'Accra, la coopération Sud-Sud.

Principaux domaines d'intervention stratégique du PNUD

Dans son plan stratégique 2008- 2013,⁵ le PNUD dégage deux rôles fondamentaux:

- Renforcer l'efficacité, l'efficience et la cohérence de l'action du système des Nations Unies en faveur du développement, et
- Fournir une assistance technique et un appui aux politiques, et soutenir les liaisons intersectorielles dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la gouvernance démocratique, de la prévention des crises et du relèvement, l'environnement et du développement durable.

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait partie intégrante de l'action du PNUD dans tous ces domaines, ce qui aide les pays du programme à se doter des moyens nécessaires pour pouvoir concevoir et exécuter eux-mêmes leurs propres stratégies de développement. Le PNUD collabore avec les gouvernements, en partenariat avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, la société civile et le secteur privé.⁶

Raisons de l'intégration de la communication pour le développement dans l'action du PNUD

Beaucoup de gens, en particulier les personnes démunies et les personnes les plus vulnérables de la société, n'ont pas les moyens de faire entendre leurs voix sur la façon dont ils sont gouvernés et sur la façon dont les décisions relatives aux priorités du développement sont prises et mises en oeuvre. C'est là un obstacle majeur à la prise en charge des pays par eux-mêmes.⁷

Le PNUD voit dans la communication pour le développement un élément critique de la lutte contre l'exclusion politique et sociale des pauvres et un moyen essentiel pour faire en sorte que les pays aient le sentiment que les plans

de développement et les processus de gouvernance sont le fruit d'un effort collectif au niveau national. Le PNUD est convaincu que les approches de la communication pour le développement jouent non seulement un rôle vital dans le développement participatif, qui souligne l'importance des savoirs locaux et d'une participation directe au cycle du projet, mais qu'elles font en outre intrinsèquement partie des processus de 'gouvernance participative' et de responsabilité sociale auxquels la population fait appel pour demander des comptes aux autorités et par lesquels son action est soutenue par diverses parties prenantes, notamment les médias. De nombreux groupes de pauvres ne sont pas en mesure de recourir à des mécanismes formels comme les tribunaux, ce qui fait que des mesures facilitées par la communication pour le développement comme les protestations, les pressions et les campagnes publiques et politiques deviennent des moyens extrêmement importants pour aider à rendre les États davantage responsables vis-à-vis de leurs citoyens défavorisés.⁸

Principes directeurs de la communication pour le développement

- On peut voir dans l'action du PNUD sur la communication pour le développement l'opérationnalisation d'un certain nombre de principes clés qui sont au cœur d'une approche du développement fondée sur les droits humains et qui aide à assurer un développement durable et efficace:
- Renforcement et perfectionnement des capacités des femmes et des hommes ;
- Renforcement de la prise en mains des pays par eux-mêmes ;
- Lutte contre l'inégalité entre les sexes ;
- Promotion de la transparence au moyen d'informations accessibles, à jour, fiables, pertinentes et conviviales ;
- Création d'un environnement facilitant la prise de décisions et l'élaboration de politiques en écoutant les points de vue et les préoccupations de la population et en les prenant en compte de façon impartiale dans la conception et l'application des politiques et des pratiques ; et
- Renforcement de la responsabilisation par l'obligation de *reddition de comptes* pour les mesures prises, et de la *force exécutoire*, ce qui garantit la prise d'une mesure lorsque la responsabilité voulue n'est pas assumée.⁹

Approche de la communication pour le développement

Le PNUD appréhende actuellement les questions de la communication pour le développement sur la base des quatre piliers de son action relative à la gouvernance démocratique : (i) renforcement des mécanismes de communication pour les groupes vulnérables ; (ii) renforcement des cadres juridique et réglementaire propres à promouvoir le droit à l'information et à la liberté d'expression ; (iii) sensibilisation au droit à l'information, à la liberté d'expression et aux autres questions de gouvernance telles que l'obligation pour le gouvernement de rendre compte de son action ; et (iv) renforcement des capacités de médias indépendants et pluralistes.

En ce qui concerne le premier pilier, le PNUD a mis au point un cadre de communication pour l'autonomisation -« empowerment »- (C4E) au titre de ses efforts pour permettre aux pauvres de mieux faire entendre leur voix dans la vie publique. L'approche C4E comprend trois éléments fondamentaux : (i) évaluations de l'information et de la communication pour déterminer les besoins d'information et de communication des pauvres et identifier les lacunes à combler dans ces domaines ; (ii) examen du contexte médiatique sur la base des recherches existantes au niveau national ; et (iii) interventions dans le cadre du programme appuyées sur les résultats des évaluations en vue de rendre les pauvres et les personnes marginalisées à même de participer à des processus de décision ayant un effet direct sur leur vie. Cette approche a été expérimentée sur une période de deux ans dans cinq pays.¹⁰ Il s'agit d'un processus itératif dans lequel les études ultérieures tireront parti des expériences pilotes antérieures. Le cadre C4E est actuellement en train d'être perfectionné pour prendre en compte les résultats de ces expériences.

Le PNUD intègre la communication pour le développement non seulement dans le cadre de son action en faveur d'une gouvernance démocratique à l'appui de priorités absolues comme les élections, la gouvernance locale, la lutte contre la corruption et l'accès à la justice, mais en outre, il intègre de plus en plus les activités de la communication pour le développement dans ses autres domaines d'action.¹¹ C'est ainsi qu'au Pakistan, le PNUD a soutenu des processus de

planification conjoints auxquels ont participé les communautés et les autorités locales ainsi que les agents d'exécution locaux qui ont aidé à obtenir un soutien local à des stratégies de subsistance diversifiées et à confier au niveau local la responsabilité des efforts de conservation des zones humides. Au Guatemala, le PNUD a soutenu en 2005 un large dialogue auxquels ont participé de nombreuses parties prenantes afin de dégager une vision nouvelle de l'éducation nationale. Avant les élections de 2007 au Sierra Leone et au Kenya, le PNUD a incité les médias nationaux à faire mieux connaître les enjeux et à encourager un débat public sur le processus électoral. Au Yémen, dans le cadre de leur soutien au développement du système d'administration locale, le PNUD et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) ont soutenu une approche participative de la gestion des dépenses publiques qui a encouragé les communautés locales, notamment les groupes les plus vulnérables, à participer activement aux processus de planification locale.

Dans le cadre de l'action qu'il mène pour améliorer l'efficacité du développement et la cohérence globale du système des Nations Unies, le PNUD collabore avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies pour préconiser l'institutionnalisation de la communication pour le développement au sein des Nations Unies en militant pour l'intégration de cette approche dans les instruments fondamentaux de planification et de programmation que sont les bilans communs de pays et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Cette collaboration s'attache de plus en plus à démontrer les avantages de la communication pour le développement pour l'ensemble des Nations Unies, en particulier au sein des équipes de pays des Nations Unies, parmi les représentants résidents des Nations Unies, dans le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUMD) et avec les intervenants externes.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement au sein du PNUD

Le Centre d'Oslo du PNUD pour la gouvernance (OGC) a travaillé sur la communication pour le développement au niveau mondial de 2003 à 2009 dans le cadre de son mandat général sur l'accès à l'information. La communication pour le développement fait actuellement partie intégrante de la plate-forme de prestation de services sur l'accès à l'information et la gouvernance électronique et bénéficie du soutien du Siège de New York. Comme le montrent les exemples qui précèdent, les approches de la communication pour le développement (et les dimensions C4E) sont de plus en plus considérées comme pertinentes et nécessaires dans tous les domaines d'activité du PNUD et elles sont généralement incluses dans les budgets des programmes et projets par pays. Les activités de la communication pour le développement bénéficient du soutien du personnel chargé aussi bien des programmes que des communications, notamment du Bureau de liaison de Genève. Le PNUD n'a pas de personnel spécialisé exclusivement dans la communication pour le développement.

Personne à contacter au sein du PNUD

Siège du PNUD, New York :

Raul Zambrano, Conseiller sur l'e-gouvernance et l'accès à l'Information, raul.zambrano@undp.org

Bureau de liaison du PNUD, Genève :

Adam Rogers, Conseiller en communication stratégique, adam.rogers@UNDP.org

Notes

¹ Résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale du 22/11/65 sur la fusion du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/217/92/PDF/NR021792.pdf?OpenElement>

² Ibid.

³ Résolutions de l'Assemblée générale A/RES/59/250 (clause 60), 2004 et GA A/RES/62/208 (clause 104), 2008; and GA Resolution 2029 (XX) <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/491/26/PDF/N0449126.pdf>
<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/476/25/PDF/N0747625.pdf>
<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/217/92/PDF/NR021792.pdf?OpenElement>.

- ⁴ Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/55/2. <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N00/559/51/PDF/N0055951.pdf?OpenElement>
- ⁵ Plan stratégique du PNUD, 2008 -2013 <http://www.UNDP.org/execbrd/word/dp07-43Rev1.doc>
- ⁶ Ibid.
- ⁷ PNUD, 2010, 'Guidance Note on Fostering Social Accountability'.
- ⁸ Ibid.
- ⁹ Plan stratégique du PNUD, 2008 -2013 <http://www.UNDP.org/execbrd/word/dp07-43Rev1.do> .
- ¹⁰ Ghana, Laos, Madagascar, Mozambique et Népal.
- ¹¹ PNUD a cinq principaux domaines 'pratiques' d'intervention aux fins du développement: réduction de la pauvreté, gouvernance démocratique, prévention des crises et relèvement, environnement et énergie et VIH/sida.

PHILIPPINES : Améliorer la gouvernance et la prestation de services par l'engagement citoyen

- Faire participer les simples citoyens, en particulier les femmes, à l'information sur la prestation de services et au suivi de ces derniers ;
- Mettre systématiquement en place des mécanismes de rétro-information pour améliorer la prestation de services dans les zones urbaines ; et
- Accroître la responsabilisation et la transparence des autorités locales.

Contexte général

Le rapport de 2007 à mi-parcours sur la réalisation par les Philippines des Objectifs du Millénaire pour le développement a relevé les progrès considérables accomplis en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté étant en effet tombée de 24,3 pour cent en 1991 à 13,5 pour cent en 2003.¹ La pauvreté reste néanmoins, dans les zones rurales des Philippines, un problème majeur qui, ajouté aux inégalités, compromet sérieusement la stabilité du pays. La pauvreté varie par son ampleur d'une région à l'autre, mais elle est très répandue dans le sud des Philippines, en particulier à Mindanao.² La faible productivité agricole, les inégalités dans la répartition des terres et du revenu, l'insuffisance des investissements consacrés aux infrastructures rurales, la médiocrité des services sociaux et la forte croissance démographique sont autant de facteurs qui contribuent à la pauvreté des ruraux³. Le rapport à mi-parcours sur les OMD a révélé que des progrès considérables avaient été accomplis pour améliorer l'état nutritionnel, assurer l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile, lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, et assurer l'accès à l'eau potable. Le rapport a cependant conclu que pour que ces objectifs puissent être atteints, le pays devait redoubler d'efforts pour réaliser l'OMD concernant l'accès universel à l'éducation, la mortalité maternelle et l'accès aux soins de santé génésique.⁴

Raison d'être du projet

Afin d'accélérer la réalisation des OMD, la Stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement philippin pour la période 2005-2010 a accordé la priorité à l'élaboration de programmes de lutte contre la pauvreté propres à éliminer l'extrême pauvreté. En même temps, le Gouvernement a accordé la priorité au renforcement de la prestation de services au niveau de l'administration locale et demandé au PNUD et à ONU-HABITAT de contribuer à la 'localisation' des OMD dans au moins 14 à 20 villes à l'échelon du pays. Le processus de localisation prévoit l'institutionnalisation des processus clés de gouvernance locale consistant notamment à établir des indicateurs de performance et des plans, à fixer des objectifs, à établir un budget, à intégrer le principe de la parité des sexes et à élaborer des politiques. La plupart des activités liées à ces initiatives sont menées par les autorités locales, avec une participation très limitée de la société civile. La corruption et le manque de responsabilité ont souvent nui au processus de localisation et à l'amélioration prévue de la prestation de services.

Pour combler ces lacunes de la gouvernance et renforcer la participation de la société civile à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, le PNUD et ONU-HABITAT ont mis en place dans cinq villes un projet pilote appelé *CALL 2015*.

Méthode d'exécution

Le projet CALL 2015 avait pour principal objectif de promouvoir des processus de gouvernance responsable en instaurant un dialogue direct entre les citoyens et le gouvernement et en mettant en place des mécanismes de rétro-information pour lutter contre la corruption et renforcer la prestation de services de base. Le principal moyen d'atteindre cet objectif a été

le Cercle d'intégrité OMD, auquel ont participé diverses parties prenantes et qui a mis tout particulièrement l'accent sur la participation des femmes locales. Cinq des 14 villes où a été exécuté le *Programme de localisation des OMD*, de plus grande envergure, ont exprimé le désir de piloter le projet CALL 2015. Dans chaque ville, un établissement universitaire ou une grande organisation de la société civile s'est associé aux autorités municipales pour former au moins un Cercle d'intégrité au niveau du barangay⁵ (unité administrative locale) ou de la ville.

Partenaires du projet

Les cinq villes et leurs principaux partenaires (établissements universitaires et OCS) ont été (i) La Cité des sciences de Munoz et la Fédération des travailleurs sociaux des Barangay (BHWs); (ii) Tuguegarao et l'Université St. Paul (SPUP); (iii) Dumaguete et Social Watch-Visayas, basé à l'Université Silliman ; (iv) Cagayan de Oro et l'Université Xavier ; and (v) Pasay Cité et l'organisation confessionnelle Intercissors for the Philippines (IFP). Ils ont été chargés de mettre en œuvre les plans d'action approuvés par les Cercles d'intégrité respectifs. Le PNUD a collaboré avec des partenaires locaux pour créer les Cercles d'intégrité et facilité le partage d'expériences entre les partenaires locaux en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Avec ONU-HABITAT, le PNUD a aidé les partenaires des OSC locales à procéder à la coordination et à la planification initiales. ONU-HABITAT a apporté sous diverses formes une assistance technique aux Cercles d'intégrité tout au long du projet.

Instruments de la communication pour le développement

(i) Création de Cercles d'intégrité OMD pour faciliter la participation

Le PNUD a aidé les cinq villes pilotes et leurs partenaires à adapter le concept de Cercle d'intégrité, promu initialement en 1996 dans le cadre du Programme de relèvement moral des Philippines⁶. Les Cercles d'intégrité sont essentiellement des groupes d'habitants de la même localité qui se sont engagés publiquement à respecter des normes communes d'intégrité et de professionnalisme et à agir de concert pour promouvoir une gouvernance transparente et responsable. Dans chacune des cinq villes pilotes, la population locale s'est associée à des représentants d'organisations de la société civile, d'établissements universitaires et d'organismes gouvernementaux pour organiser 10 Cercles d'intégrité pour les OMD au niveau des villes et des barangays. Les Cercles d'intégrité avaient pour but d'assurer une large appropriation des processus de développement local et d'adapter aux besoins locaux la prestation de services dans le cadre des OMD. Les Cercles d'intégrité espéraient également empêcher la corruption et améliorer la prestation de services en veillant à ce que les ressources publiques locales ne soient pas détournées des priorités locales des OMD.

Les Cercles d'intégrité au niveau des villes étaient composés de fonctionnaires municipaux, d'universitaires et de représentants d'OSC. Au niveau des barangays, ils comprenaient des personnalités des deux sexes provenant des communautés locales, connues pour leur honnêteté et leur intégrité et sélectionnées dans le cadre d'un processus de consultation collective. Ces personnalités ont aidé de façon crédible à faire avancer les réformes locales. La ville partenaire a joué un rôle clé dans la formation des Cercles d'intégrité. Par exemple, à Cagayan de Oro, l'Université Xavier, soutenue par le PNUD, a coordonné la formation du Cercle d'intégrité de la ville à partir d'un petit noyau d'OSC actives dans le mouvement en faveur de la réforme électorale et qui ont joué un rôle de pointe dans l'élaboration de son plan de travail.

Les partenaires du Cercle d'intégrité ont identifié le secteur particulier de prestation de services sur lequel ils souhaitent se concentrer et ont ensuite approuvé des activités en vue de suivre l'avancement de projets sectoriels pertinents et renforcer la participation citoyenne à ceux-ci. C'est ainsi qu'à Pasay City, les quatre Cercles d'intégrité ont accordé la priorité à l'identification et à l'élaboration de réponses aux problèmes que connaissent les jeunes non scolarisés. En revanche, dans la ville de Dumaguete, les partenaires du Cercle d'intégrité ont choisi de mettre nettement l'accent sur la criminalité et la corruption, et ils ont rédigé à cette fin un manuel sur les transactions destiné aux citoyens. Ce manuel a identifié les personnes responsables de différents services publics ainsi que les procédures et redevances liées à des transactions particulières.

(ii) Renforcement des capacités des membres des Cercles d'intégrité

Le renforcement des capacités des membres des Cercle d'intégrité pour leur permettre de participer efficacement aux processus de gouvernance locale a été la pierre angulaire du projet. Le PNUD et ONU-HABITAT ont aidé les cinq villes à utiliser des outils participatifs élaborés par ONU-HABITAT, pour identifier des priorités et fixer les objectifs locaux des OMD. ONU-HABITAT a organisé des ateliers sur les thèmes 'Des outils à l'appui d'une prise de décision participative au niveau urbain'⁷ et 'Des outils à l'appui de la transparence de la gouvernance locale'.⁸ Les premiers ont servi de modèle à l'élaboration du plan de travail annuel pour le projet pilote global et pour chacune des cinq villes, les seconds ont été utilisés par les partenaires pour examiner les différents processus de participation et de transparence et identifier les stratégies et les approches adaptées à un projet donné.

Une série d'ateliers de renforcement des capacités et d'autres activités de formation ont été organisées sur divers thèmes, allant de l'amélioration des techniques de planification et d'exécution au renforcement de la confiance des membres des Cercles d'intégrité. Ce dernier point a été particulièrement important dans le Cercle d'intégrité de barangay de la Cité des sciences de Munoz, où les membres travaillant comme agents de santé ont tout d'abord été dépassés et dominés par les femmes plus expérimentées dirigeant des ONG ou provenant des milieux universitaires.

Grâce à leur facilité d'accès aux institutions universitaires, ce sont dans une large mesure les Cercles d'intégrité au niveau des villes qui ont permis aux Cercles d'intégrité d'être capables d'adapter et d'utiliser les divers instruments et approches participatifs existants et ayant fait leurs preuves pour reprendre de saines pratiques. À Tuguegarao, par exemple, l'Université St. Paul a aidé le Cercle d'intégrité du barangay de Tagga à élaborer le Système de suivi communautaire (CBMS) et à réaliser une enquête de base auprès de tous les ménages de la communauté pour identifier leurs besoins et priorités de développement. Les résultats de cette enquête ont été examinés et validés par la communauté avant d'être annoncés sur un tableau d'affichage public. Le Cercle d'intégrité a également familiarisé les membres du Cercle d'intégrité du barangay avec les méthodes de suivi des progrès dans le sens de la réalisation des OMD. Les données recueillies au moyen du CBMS ont été transférées sur une base de données informatisée par les membres du cercle d'intégrité du barangay et transformées en cartes au niveau des ménages qui ont identifié les ménages qui ont des difficultés dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Les données du CBMS ont ensuite été utilisées par les Cercles d'intégrité comme base de ses activités de planification et de suivi du développement.

Le CBMS a également été utilisé comme un instrument clé de renforcement des capacités dans d'autres villes pilotes. C'est ainsi que la Central Luzon State University a aidé des membres du Cercle d'intégrité de Munoz à adapter le CBMS pour établir une base de données sur la santé et à identifier des indicateurs clés pour effectuer des mesures d'impact. Les membres du Cercle d'intégrité, qui comprenait les 37 femmes chargées de fournir des services de santé de base aux barangays de la ville, ont également reçu de l'université une formation sur le tas pour vérifier la prestation de ces services dans les différents barangays de la ville et mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs OMD en matière de santé.

(iii) Dialogue entre les citoyens et le Gouvernement

Les Cercles d'intégrité des cinq villes se sont efforcés d'utiliser les processus de dialogue pour approfondir et améliorer l'engagement avec les organismes publics locaux. Ils ont acquis des compétences et une confiance nouvelles en établissant des plans et des activités du projet et en assurant le suivi. Le catalyseur du dialogue a varié d'une ville à l'autre.

À Cagayan de Oro, par exemple, la participation du Cercle d'intégrité à l'*Amélioration du Programme de gestion des déchets solides du Barangay de Tablon* a servi de base à ses discussions avec le Gouvernement sur des questions environnementales. Le premier dialogue au niveau de la ville entre de multiples parties prenantes a notamment porté sur des questions abordées dans les discussions au niveau communautaire sur les résultats du suivi participatif. Cela a permis de 'faire évoluer' les rapports entre la population locale et le gouvernement dans le sens d'un partenariat en vue d'améliorer les programmes publics existants. Ce processus de partenariat a été facilité par l'attachement aux principes démocratiques du maire récemment élu. Pour ce qui est de Tuguegarao, le conseil du barangay a répondu aux informations fournies par le Cercle d'intégrité sur la prestation de services publics en adoptant une résolution sur la bonne

gouvernance qui comprenait une disposition autorisant les membres du Cercle d'intégrité à observer les débats du conseil et à y participer. Des informations à jour provenant du CBMS ainsi qu'une rétro-information sur les projets locaux ont permis aux membres du Cercle d'intégrité d'apporter une précieuse contribution aux délibérations du conseil.

Dans les cinq villes sans exception, les processus de dialogue ont aidé à instaurer la confiance et la tolérance et à faire comprendre aussi bien à la population locale qu'à son administration locale les réalités du développement. Cela a également créé au sein des communautés le sentiment général qu'elles étaient responsables des divers processus et projets de développement. Différents types d'engagement entre les citoyens et l'administration locale ont permis d'améliorer sous diverses formes la façon dont les villes envisagent la prestation de services et la corruption et dans certaines villes, ils ont servi de catalyseur pour élaborer et mettre en place des politiques et des systèmes mieux adaptés. C'est ainsi que la Cité des Sciences de Munoz a intégré des recommandations du Cercle d'intégrité dans ses plans de santé tandis que, dans la ville de Dumaguete, le Cercle d'intégrité a participé à la formulation des plans fiscaux de la ville et de la province pour améliorer le recouvrement de l'impôt et donner aux propriétaires terriens moins de possibilités de soudoyer des fonctionnaires municipaux.

Contributions des approches de la communication pour le développement

La consultation systématique des autorités locales a ouvert la voie à la formulation et à la mise à jour de la législation et des politiques locales en vue de promouvoir la transparence et la responsabilisation ainsi que de rendre l'administration plus réactive. Les autorités municipales ont organisé divers ateliers sur la gouvernance à l'intention de leur personnel et ont également assuré une formation sur la passation des marchés publics aux membres des Cercles d'intégrité. À Tuguegarao, les autorités municipales ont créé le guichet d'information CALL 2015 et invité le Cercle d'intégrité au niveau de la ville à en suivre et évaluer la performance.

Du fait du succès du projet pilote, le modèle a été reproduit tant dans les cinq villes du projet que dans d'autres villes du pays. C'est ainsi que dans la ville de Cagayan de Oro, 'l'approche intégrée des aires de drainage' élaborée dans le barangay de Tablon en vue d'améliorer la gestion des eaux et de l'assainissement a été reproduite dans d'autres barangays de la ville. Il est prévu de reprendre les programmes de la ville de Pasay Cité dans plus d'une centaine de villes et de municipalités des Philippines. L'expérience pilote a amené le PNUD à appuyer le recours aux Cercles d'intégrité dans le cadre des programmes de gouvernance locale dans le domaine de l'eau actuellement en cours dans 36 municipalités de cinq régions du pays. Elle a également inspiré l'élaboration du projet FACES 10 qui a pour but d'adapter les OMD au niveau local dans un plus grand nombre de zones urbaines.

Il est important de noter que le projet a amené des établissements d'enseignement supérieur et des organisations communautaires à élaborer ensemble des systèmes permettant d'échanger des connaissances et des informations et de renforcer les mécanismes de responsabilisation de la gouvernance. Des établissements comme l'Université St. Paul s'engagent à continuer à collaborer avec les communautés pour les aider à adapter leurs outils pour suivre la réalisation des OMD et participer plus activement à la gouvernance locale au moyen de données factuelles.

Principaux enseignements

Les principaux enseignements tirés sont notamment les suivants:

- *Élargissement de la participation* : les processus participatifs bénéficient de la participation des groupes et institutions les plus variés. Les centres de recherche peuvent jouer un rôle vital en aidant les organisations

communautaires et les OCS à identifier et adapter des outils permettant de suivre la prestation de services et d'utiliser les informations pour établir des programmes fondés sur la base de données concrètes et pour obliger l'administration locale à rendre compte de son action.

- *Renforcement de la capacité de réaction* : la nécessité de rendre les citoyens mieux à même de faire appel à leurs élus doit aller de pair avec le renforcement indispensable de la capacité des fonctionnaires locaux à répondre efficacement à ces exigences.
- *Institutionnalisation des systèmes d'obligation redditionnelle* : un changement est intervenu dans le gouvernement des Philippines durant l'exécution de ce projet. Certains élus locaux, y compris ceux qui faisaient partie des Cercles d'intégrité, ont été mutés. Il a fallu former de nouvelles recrues, ce qui a perturbé l'institutionnalisation de la participation des Cercles d'intégrité aux processus de gouvernance locales. Ces retards causés par des changements sociaux et politiques ralentissent le processus d'institutionnalisation des systèmes de responsabilisation, et il conviendrait donc de bien réfléchir au délai que nécessite ce processus.

Notes

- ¹ Philippines, Rapport à mi-parcours sur la réalisation de Objectifs du Millénaire pour le développement, 2007 http://www.neda.gov.ph/econreports_dbs/MDG/midterm/01-96%20PNUD_final.pdf
- ² Plan de développement à moyen terme des Philippines, 2004 -2010. <http://www.neda.gov.ph/ads/mtpdp/MTPDP2004-2010/PDF/MTPDP2004-2010.html>
- ³ Note d'information sur les Philippines, Gouvernement australien ; <http://www.ausaid.gov.au/country/country.cfm?CountryID=31>
- ⁴ Philippines, Rapport à mi-parcours sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, 2007.
- ⁵ Le *barangay* , qui signifie village en philippin, est l'unité administrative de base aux Philippines
- ⁶ http://www.lawphil.net/executive/execord/eo1996/eo_319_1996.html
- ⁷ ONU-Habitat, Outils propres à aider la prise de décisions participative au niveau urbain, Nairobi, 2001. <http://www.unhabitat.org/pmss/getPage.asp?page=bookView&book=1122>
- ⁸ ONU-Habitat et Transparency International, 'Tools to support transparency in local governance', Nairobi 2004 <http://www.unhabitat.org/pmss/getPage.asp?page=bookView&book=1126>
- ⁹ Including 'Tools to support participatory Urban Decision Making' and 'Tools to support transparency in local governance'.
- ¹⁰ 'MDG Family-based Actions for Children and their Environs in the Slums' (FACES) est un projet du PNUD exécuté en partenariat avec la Local Gouvernement Academy (LGA) du Department of Interior and Local Gouvernement (DILG).

LIBERIA: Faire participer la population à la gouvernance à l'aide de programmes radiophoniques à ligne ouverte

- Susciter un intérêt et promouvoir un dialogue au sein des communautés et entre elles et les fonctionnaires sur les questions clés de gouvernance ;
- Encourager les jeunes à participer activement aux processus de reconstruction ; et
- Renforcer la responsabilité et la transparence des élus.

Contexte général

Les quatorze années de guerre civile qu'il a connues de 1989 à 2003 ont fait du Liberia l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un PIB annuel par habitant estimé à 190 dollars.¹ Le conflit a été dû pour une large part au fait qu'une proportion importante de la population se voyait refuser l'accès à des moyens d'expression politique, aux ressources économiques et aux processus globaux de décision du fait de profondes divisions ethniques et socio-économiques. La guerre civile a entraîné un effondrement des structures existantes de gouvernance et de prestation de services, notamment des systèmes d'éducation et de santé, en particulier en dehors de la capitale. Le nombre de personnes disposant de moins d'un dollar par jour est passé de 55 pour cent en 1997 à un peu plus de 76 pour cent de la population en 2001.² Le processus de reconstruction, qui a commencé par les élections de 2005, se heurte à de nombreux obstacles, tels que les faibles taux d'alphabétisme, un État de droit mal assuré, des infrastructures gravement endommagées et un terrain inaccessible. Ces problèmes entravent les efforts déployés pour instaurer une paix durable et s'attaquer aux causes profondes du conflit. Néanmoins, bien que la pauvreté reste très répandue au Liberia, certains progrès ont été réalisés depuis 2005. A l'heure actuelle, la paix se consolide et la sécurité s'améliore, de même que l'accès aux services de santé de base et les taux de scolarisation, et le pays progresse sur la voie du redressement économique, de la création d'emplois et de la sécurité alimentaire.³

Raison d'être du projet

Le Gouvernement, la société civile et d'autres parties prenantes clés au développement sont d'accord pour estimer qu'aux fins d'une paix durable au Liberia, il est vital de mettre en place et de soutenir des systèmes de gouvernance participative novateurs permettant à la fois d'informer tous les citoyens, et en particulier les jeunes, et de leur donner la possibilité de comprendre et d'influencer les divers efforts de reconstruction et de renforcement de l'État dans le pays. À cette fin, le PNUD a accordé la priorité à un ensemble de projets d'autonomisation civique qui avaient pour but de préciser les rôles et responsabilités de toutes les branches du gouvernement dans les processus de réforme et de reconstruction, et d'encourager la participation de la population, en particulier des jeunes, à ces efforts. Convaincu de l'importance critique de la participation populaire au renforcement de la gouvernance démocratique, le PNUD a établi en 2005 un partenariat avec le Centre pour la promotion de la démocratie (CPD) afin de soutenir l'émission radiophonique à ligne ouverte d'une organisation non gouvernementale locale.

Méthode d'exécution

Le projet se concentre sur une émission radiophonique à ligne ouverte, *Know Your Law Makers* (« Connaissez vos législateurs »), qui a été conçue par le Centre pour la promotion de la démocratie et a commencé à être diffusée par UNMIL, la station de radio officielle des Nations Unies au Liberia in 2003. Ce projet a pour but de faire participer directement la population aux processus de gouvernance en instaurant un dialogue constructif entre elle et ses élus et les membres du gouvernement. Il comporte trois initiatives de communication pour le développement clés liées entre elles: (i) la création de l'émission radiophonique ; (ii) l'interaction entre la population et l'administration locales par l'intermédiaire d'émissions radiophoniques à ligne ouverte ; et (iii) un soutien aux groupes d'auditeurs locaux.

Partenaires

Le Centre pour la promotion de la démocratie a une longue expérience de l'utilisation de la radio comme outil servant d'une part à informer les auditeurs de leurs droits fondamentaux garantis par la Constitution du Liberia et des Pactes internationaux, et d'autre part pour renforcer leur participation à l'édification d'une culture de la démocratie et de la responsabilité dans le pays.⁴ Le Centre a élaboré le concept de l'émission *Know Your Law Makers* en 2003 et collaboré étroitement avec UNMIL⁵ à sa production et sa diffusion. Par la suite, le rôle du Centre dans le projet ne s'est plus borné à la seule réalisation de l'émission proprement dite et a consisté également à faire en sorte que le public puisse participer aux débats en direct. La priorité est accordée de plus en plus à l'information et à la mobilisation des communautés locales, à l'organisation de groupes d'auditeurs et aux mesures propres à faciliter leur participation aux discussions des émissions à ligne ouverte.

La station de FM de l'UNMIL est un partenaire important de ce projet. Elle a commencé à émettre le premier jour de la mission de l'UNMIL en 2003 et émet 24 heures par jour. Elle propose des émissions très variées⁶, dont 12 bulletins d'information quotidiens en anglais et anglo-libérien. Elle a la couverture la plus large du pays et en diffusant l'émission, elle donne à de nombreux Libériens une précieuse possibilité d'interaction avec leurs parlementaires et leurs dirigeants.

Le soutien du PNUD au programme entre 2005 et 2009 a joué un grand rôle dans la création et le développement des groupes d'auditeurs.

Instruments de la communication pour le développement

Conception de l'émission radiophonique Know Your Law Makers

La formule et l'orientation de *Know Your Law Makers* sont adaptées aux réalités de l'après-guerre au Liberia. Le Centre pour la promotion de la démocratie retient pour chaque émission des thèmes inspirés de l'actualité et des problèmes que connaît le pays. En collaboration étroite avec les producteurs de la station de l'UNMIL, le personnel du Centre effectue ensuite des recherches sur chaque thème, produit l'émission proprement dite et élabore un script. Un temps considérable est consacré à l'identification d'orateurs aptes à participer à un débat radiophonique en direct. Plusieurs députés et sénateurs se sont montrés très désireux de participer à l'émission. Ils y voient une précieuse occasion de s'adresser directement à leurs administrés – tâche difficile pour nombre d'entre eux du fait que la plupart des routes sont devenues impraticables durant la guerre et que des régions entières du pays restent inaccessibles en saison des pluies. Le Centre produit un programme continu de l'émission sur quatre semaines, indiquant les thèmes qui doivent être abordés chaque semaine. Le programme est communiqué aux groupes d'auditeurs une semaine avant chaque émission pour permettre aux membres des groupes de discuter entre eux et d'identifier les questions et les points qu'ils souhaitent soulever durant l'émission en direct.

Assurer une interaction entre la population locale et ses élus

L'émission *Know Your Law Makers* est un débat d'une durée d'une heure qui a lieu régulièrement chaque semaine. Deux fois par mois, elle prend la forme d'un forum interactif élargi pour donner aux auditeurs le sentiment d'être en charge d'eux-mêmes et de disposer d'une tribune pour exprimer leur point de vue et discuter de questions qui les intéressent ; ce forum a pour nom *Palava Hut*.⁷ Un membre du personnel du Centre présente l'émission, qui comporte trois parties. Le thème est présenté lors d'un débat de 15 minutes entre l'orateur invité et le présentateur, après quoi le public dispose de 15 minutes pour poser des questions par téléphone. Le reste de l'émission est consacré à un débat organisé entre les membres des groupes d'auditeurs qui font connaître leur point de vue sur le débat qui a précédé et posent des questions à l'intervenant. Si, à l'issue de l'émission, un grand nombre de points et de questions n'ont pas été abordés, le Centre envisage de revenir dessus dans le cadre d'une émission ultérieure. L'émission peut être considérée comme un outil de responsabilisation locale utilisé par les citoyens pour exiger de leurs élus et des principaux décideurs qu'ils assument leurs obligations, ces derniers utilisant quant à eux l'émission comme plate-forme pour répondre à ces exigences.

(iii) Faciliter la participation par l'intermédiaire des groupes d'auditeurs

Durant la deuxième phase du projet, qui a démarré en 2006, le Centre pour la promotion de la démocratie a développé ses activités pour faciliter la création de groupes d'auditeurs initialement dans deux capitales de province. Ses activités de mobilisation visaient spécifiquement les jeunes, en particulier les jeunes gens, en vue de promouvoir la création de groupes d'auditeurs au sein de leurs communautés. Des volontaires désireux de former un groupe d'auditeurs ont été invités à désigner une personne appelée à être leur animateur radio local. Le personnel du Centre a formé ces animateurs pour leur apprendre à animer un débat et à coordonner les activités des groupes d'auditeurs, qui ont eux-mêmes été encouragés à se rencontrer dans les locaux municipaux existants et ont été équipés d'un poste de radio, d'un téléphone mobile et de cartes téléphoniques à code pour pouvoir accéder facilement à l'émission.

Les animateurs ont principalement pour rôle d'animer les discussions au sein des groupes d'auditeurs sur la question d'actualité de la semaine et à formuler les principaux commentaires et questions destinés à l'émission à ligne ouverte. L'animateur tient un registre des principales préoccupations et des principaux thèmes de discussions ressortant des débats hebdomadaires. Durant l'émission radiophonique en direct, l'animateur (ou un membre désigné du groupe) appelle l'émission sur les numéros spéciaux destinés à permettre aux groupes d'auditeurs d'exprimer leur opinion. Le personnel du Centre suit et soutient régulièrement les groupes d'auditeurs pour faire en sorte que la dynamique de groupe permette à chacun de s'exprimer et de partager son point de vue.

Le personnel du Centre joue également un rôle d'intermédiaire entre les groupes d'auditeurs et les producteurs de l'émission en recueillant et en partageant avec ces derniers les opinions et les priorités des groupes d'auditeurs. Cela aide les producteurs à concevoir de nouvelles émissions sur les questions prioritaires citées par le public visé, à savoir les jeunes. La formule de l'émission permet aux groupes d'auditeurs de participer au débat de l'émission plus facilement qu'aux membres du grand public qui, du fait du peu de temps disponible, risquent de ne pas réussir à appeler l'émission sur les lignes téléphoniques normales. Vu le succès des deux groupes d'auditeurs expérimentaux, des groupes d'auditeurs ont été créés dans les capitales des 15 comtés du pays.

Contributions des activités de la communication pour le développement

Appuyée par les activités de mobilisation, l'émission joue un rôle clé pour informer le public de l'action de ses élus, et elle a créé un forum de discussion entre les législateurs et le public. Du fait du succès de l'émission, plusieurs législateurs ont contacté l'UNMIL pour demander à y participer. Ils ont reconnu que l'émission représentait le moyen le plus direct et le plus économique pour s'adresser à leurs administrés sans avoir à quitter la capitale. C'est ainsi qu'avant les élections de 2005, l'actuelle Présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, alors chef de la Commission de réforme de la gouvernance, a participé à l'émission pour discuter de questions clés de gouvernance. La formule de ligne ouverte de l'émission a été adoptée par d'autres stations de radio, notamment une station où le Président discute régulièrement d'une question spécifique avec le public.

Les discussions des groupes d'auditeurs, les questions et l'identification des points clés contribuent à la 'localisation' aussi bien des questions examinées que du programme lui-même. Par exemple, le rôle du Comité de développement de district dans le développement local a été examiné dans le cadre de forums organisés dans tout le pays avec l'émission radiophonique, ce qui a donné lieu à un débat animé. Les médias sont de plus en plus incités à rendre compte des progrès accomplis et à mettre en lumière des problèmes à l'intention du grand public, en partie par l'intermédiaire des Comités directeurs de comté pour le développement, chargés de superviser la mise en œuvre des programmes de développement des comtés et de contrôler l'utilisation faite des crédits de développement.

Le programme reconnaît la nécessité d'accorder davantage d'attention aux femmes pour leur permettre d'intervenir plus activement dans les questions de gouvernance. Durant la phase suivante, il prévoit de créer davantage de groupes d'auditrices qui se concentreront sur le renforcement des capacités de leadership des femmes en vue d'assurer leur

participation effective aux élections de 2011. Le programme a été double dans les dialectes locaux et rediffusé par les stations communautaires.

Qui plus est, par l'intermédiaire des groupes d'auditeurs, le Centre pour la promotion de la démocratie a été en mesure de cibler les jeunes (en particulier les jeunes gens) et de leur offrir la possibilité de s'engager et de faire entendre leur voix dans le cadre des efforts d'instauration de la paix et de reconstruction efforts. Des recherches ont montré que l'impossibilité d'exprimer son point de vue, de participer aux processus de politique publique et de développement et d'influer sur ces processus ne fait qu'aggraver le sentiment d'impuissance des intéressés et l'impression qu'ils ont d'être étrangers à leur propre communauté. Cela les incite d'autant plus à commettre des actes qui compromettent la paix.⁸ Les jeunes gens ont joué un rôle multiforme pendant la guerre et ils continuent à jouer un rôle critique dans le renforcement des efforts en faveur de la paix et de la reconstruction. Les groupes d'auditeurs ont offert aux jeunes gens une possibilité de se réunir et d'utiliser l'émission à ligne ouverte comme un moyen de communication. Les groupes ont joué un rôle positif en encourageant certains jeunes à jouer un rôle plus actif dans la société. Il y a eu des cas où des membres de groupes ont organisé des réunions communautaires et y ont invité des dirigeants locaux.

Principaux enseignements tirés

Un enseignement majeur concerne la durabilité. La durabilité et le dynamisme des groupes d'auditeurs dépendent des efforts des animateurs, qui dans bien des cas, coordonnent et organisent également des activités communautaires en dehors de l'émission radiophonique.

Compte tenu de la contribution importante des animateurs au succès de ces initiatives, une rémunération appropriée doit leur être accordée pour assurer leur engagement à long terme. Là où les animateurs sont partis, les groupes d'auditeurs ont cessé leurs activités.

Un autre enseignement concerne la sensibilisation. Il est important de diffuser l'émission dans la langue locale du public visé. L'émission a touché un public plus large après avoir été doublée dans les dialectes locaux et rediffusée par les stations communautaires. Le Liberia Broadcasting Service a maintenant créé un fonds destiné à financer la traduction des programmes populaires à l'intention des communautés locales.

Notes

- ¹ Estimations du Gouvernement et des services du FMI fondées sur des données incomplètes citées dans Liberia's Poverty Reduction Strategy 2008 -2011.
- ² DFID Overview of Liberia. Disponible sur le site <http://www.dfid.gov.uk/Where-we-work/Africa-West--Central/Liberia/>
- ³ Ibid
- ⁴ Avant de réaliser l'émission *Know Your Law Makers*, le Centre pour la promotion de la démocratie a produit *Constitution and Youth*, programme radiophonique diffuse sur Radio Veritas, basée à Monrovia. Avant les élections de 2005, le Centre a produit une programme radiophonique de formation des électeurs.
- ⁵ Mission des Nations Unies au Liberia.
- ⁶ Les programmes abordent les thèmes les plus divers, notamment les questions concernant les enfants et les jeunes, les activités humanitaires, l'actualité, les droits de l'homme, la réconciliation, l'état de droit, la sécurité, les problèmes des femmes et la démobilisation, le désarmement, la réadaptation et la réintégration (DDRR).
- ⁷ Palava Hut désigne les petites huttes ouvertes utilisées traditionnellement par les communautés locales comme lieux de rencontre pour discuter de questions intéressant la collectivité.
- ⁸ Le Bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement (BCPR), dans son rapport très remarqué intitulé « les jeunes et les conflits violents: la société et le développement en crise », soutient que les jeunes peuvent soit préserver et promouvoir la paix, soit la compromettre.

4. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

ÉGYPTE : Fournir des technologies de l'information et de la communication pour améliorer les moyens d'existence des agriculteurs

TADJIKISTAN : Utiliser la radio pour répondre aux besoins d'information des agriculteurs

4. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Mandat de l'Organisation

Le mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), défini en détail dans l'article I de son Acte constitutif¹ (1946) et reconfirmé par la Conférence de la FAO en 2008², consiste à élever les niveaux de nutrition, à augmenter la productivité agricole, à améliorer la vie des populations rurales et à contribuer à la croissance de l'économie mondiale. Trois objectifs mondiaux orientent les efforts déployés par la FAO pour s'acquitter de son mandat³ : (i) réduire le nombre absolu de personnes souffrant de la faim et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ; (ii) éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en pérennisant les moyens d'existence ; et (iii) gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, au profit des générations présentes et futures.

Principes essentiels des activités de la FAO

Les activités de la FAO sont sous-tendues par sa vision d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie des populations, notamment des plus pauvres, et cela de manière durable en termes économiques, sociaux et environnementaux⁴. La FAO continue de mener la lutte contre la faim et contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Principaux domaines d'activités stratégiques de la FAO

Dans son cadre stratégique pour la période 2010-2019⁵, adopté en novembre 2009, la FAO a identifié les principaux domaines d'activités suivants :

- intensification durable de la production agricole ;
- accroissement de la production animale durable ;
- gestion et utilisation durables des ressources halieutiques et aquacoles ;
- qualité et sécurité sanitaire améliorées des aliments à tous les stades de la filière alimentaire ;
- gestion durable des forêts et des arbres ;
- gestion durable des terres, des eaux et des ressources génétiques et réponses améliorées aux défis mondiaux liés à l'environnement ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture ;
- environnement porteur pour les marchés afin d'améliorer les moyens d'existence et le développement rural ;
- sécurité alimentaire améliorée et meilleure nutrition ;
- meilleure préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles ;
- équité hommes-femmes pour l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décision dans les zones rurales ;
- investissements publics et privés accrus dans l'agriculture et le développement rural.

Arguments en faveur d'une intégration de la communication pour le développement dans les activités de la FAO

La FAO estime que les connaissances et l'information sont indispensables aux populations pour répondre avec succès aux opportunités et aux défis résultant des changements sociaux, économiques et technologiques, notamment ceux qui aident à améliorer la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux. Pour être utiles, les connaissances relatives aux innovations agricoles, les derniers résultats des recherches scientifiques ou les questions institutionnelles pressantes doivent faire l'objet d'une communication efficace. La FAO est d'avis que les processus de communication pour le développement, qui dépassent le cadre de la diffusion de l'information, doivent faciliter la participation active et l'engagement des parties prenantes. Ces processus doivent englober des domaines essentiels tels que les dimensions culturelles du développement, les savoirs locaux et la participation des populations à la prise de décision, domaines qui sont autant d'éléments importants de toute initiative en matière de développement.

Principes directeurs de la communication pour le développement

Les principes directeurs et la philosophie sous-jacente des activités de la FAO dans la communication pour le développement⁶, forts de l'acquis de plus de trente ans d'expérience sur le terrain, sont les suivants :

- reconnaître que la communication est un processus de médiation qui rassemble différents groupes sociaux et leur permet de discuter de leurs intérêts et de leurs besoins et de parvenir à un consensus en vue de passer à l'action ;
- écouter les agriculteurs en prenant en compte leurs perceptions, leurs besoins, leur savoir, leurs aspirations, leur expérience, leurs cultures et leurs traditions est une partie essentielle du processus ;
- promouvoir le dialogue entre les parties prenantes pour faciliter les partenariats et appuyer une approche holistique du développement rural et de l'innovation ;
- considérer que les technologies de communication et les médias sont des instruments au service du processus et ne représentent pas une fin en soi ;
- promouvoir la sensibilisation à la parité hommes-femmes dans les approches de la communication ;
- plaider en faveur d'une combinaison appropriée de médias modernes, locaux et traditionnels conçus pour répondre aux conditions économiques, sociales et culturelles des zones rurales de chaque pays ;
- promouvoir une approche de la communication pour le développement fondée sur le respect des droits⁷.

Une approche de la communication pour le développement

La communication est un élément clé de l'agriculture et du développement rural. L'utilisation systématique des méthodes et des outils de la communication participative peut appuyer l'agriculture et la sécurité alimentaire en : faisant entendre la voix des populations rurales ; en encourageant la participation à la formulation des politiques ; en améliorant le partage des connaissances au service de l'innovation agricole ; en améliorant la gestion des ressources naturelles par les communautés et la capacité d'adaptation des populations au changement climatique.

Ces dernières années, les activités de la FAO dans le domaine de la communication pour le développement ont consisté principalement à fournir une assistance aux États membres et à renforcer les capacités des pays de mettre en œuvre des stratégies et des services de communication pour le développement dans les activités et les programmes nationaux axés sur la sécurité alimentaire et l'agriculture. En particulier, l'approche de la FAO vise les trois pôles d'activités suivants :

- systèmes de communication rurale et technologies de l'information et de la communication à l'appui de l'innovation agricole ;
- radio rurale fondée sur les communautés ;
- gestion des ressources naturelles fondée sur les communautés et adaptation au changement climatique.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement au sein de la FAO

La responsabilité de la communication pour le développement à la FAO relève du Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation. L'équipe chargée de la communication pour le développement est basée au Siège à Rome et comprend quatre spécialistes qui fournissent des orientations et un appui technique aux niveaux national, régional et mondial par le biais des bureaux décentralisés de l'Organisation dans les États membres. Cet appui est fourni principalement dans le cadre du programme de terrain de la FAO, avec le concours de consultants nationaux et internationaux, soit sous la forme de projets de communication pour le développement à part entière, soit par le biais de composantes « communication » incorporées dans des projets de développement liés aux autres domaines techniques relevant de l'Organisation (c'est-à-dire l'agriculture, les forêts, les pêches, l'économie et le développement social).

Les activités de communications pour le développement sont regroupées et exécutées au titre du Résultat organisationnel F6 – « Amélioration de l'accès aux connaissances et de leur mise en commun, pour la gestion des ressources naturelles » – et les ressources connexes sont allouées dans le cadre des résultats d'activité suivants :

- les stratégies et services relatifs à la communication pour le développement visant la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et la sécurité alimentaire ;
- les méthodes de communication et les outils de partage de connaissances innovants pour la participation des parties prenantes aux systèmes d'innovation agricole ;
- le renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines de la recherche, de la vulgarisation et de la communication pour le développement afin de faire face aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire.

Le financement de la communication pour le développement est assuré par le Programme ordinaire et le Programme de terrain. Près de 200 000 USD ont été alloués à cette activité dans le cadre du Programme ordinaire pour 2010-2011. Ces ressources sont principalement utilisées pour des activités normatives en matière de communication pour le développement, lesquelles comprennent la production d'études de cas, de sites web et de publications. Le Programme de terrain de la FAO finance une grande partie de l'appui direct fourni aux États membres dans ce domaine.

L'équipe chargée de la communication pour le développement s'est constituée un portefeuille de vingt-neuf projets axés sur la communication ou présentant une composante « communication ». Les budgets alloués aux composantes « communication » varient selon la nature de l'appui fourni à chaque projet ; il est donc difficile de déterminer le montant exact des ressources consacrées aux activités de communication.

Personne à contacter à la FAO

Riccardo Del Castello, spécialiste de la communication pour le développement, Riccardo.DelCastello@fao.org

May Hani, spécialiste de la communication pour le développement, May.Hani@fao.org

Mario.Acunzo, spécialiste de la communication pour le développement, Mario.Acunzo@fao.org

Notes

¹ Acte constitutif de la FAO : <http://www.fao.org/docrep/x5584e/x5584eOi.htm>

² Textes fondamentaux de la FAO (2008) : <http://www.fao.org/docrep/010/k1713e/k1713e00.htm>

³ Cadre stratégique de la FAO 2010-2019 http://www.fao.org/uploads/media/C2009K5864EnglishStrategicFr_1.pdf

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Site web de la FAO : <http://www.fao.org/nr/comdev/comdev-home/en/>.

⁷ Consensus de Rome : Déclaration, premier Congrès mondial sur la communication pour le développement, recommandation n° 8, Rome, 2006.

ÉGYPTE : Fournir des technologies de l'information et de la communication pour améliorer les moyens d'existence des agriculteurs

- Identifier et rassembler en temps utile les besoins d'information des communautés rurales ;
- Encourager les agriculteurs à produire et à recevoir des informations ;
- Améliorer la communication entre les principaux acteurs du développement agricole et rural.

Généralités

L'Égypte a une superficie totale de 1 001 450 kilomètres carrés¹ et compte 78,7 millions d'habitants². L'index du développement humain le plus récent classe l'Égypte au 123^e rang sur 182 pays³. Le pays est en voie de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement au niveau national. Dans le cadre du plan de développement national actuel, le gouvernement a placé la Haute-Égypte, région la plus démunie, au rang des priorités principales, et a adopté des programmes spéciaux pour que les fruits de la croissance soient répartis équitablement, notamment en ce qui concerne l'investissement public⁴.

Le secteur agricole est une composante importante de l'économie nationale. Il emploie 8,6 millions de personnes, contribue pour 14,8 pour cent au PIB et représente 900 millions d'USD d'exportations⁵. Les sorties nettes de capitaux de l'agriculture vers d'autres secteurs contribuent au développement social et économique du pays. Avant les années 80, les services de vulgarisation agricole égyptiens étaient fournis par un réseau important d'institutions de recherche spécialisées, de laboratoires centraux, de stations de recherche régionales et de centres de vulgarisation. Le transfert de connaissances était en grande partie unilatéral et « descendant », c'est-à-dire des vulgarisateurs vers les agriculteurs. Les changements économiques qui se sont produits dans les années 80 et 90 ont eu une incidence majeure sur le secteur agricole. Les initiatives visant à libéraliser les prix des produits agricoles et le coût des intrants, à mettre en place une infrastructure agricole robuste et à renforcer les compétences des travailleurs agricoles ont profondément bouleversé le système traditionnel de production agricole et débouché sur une augmentation importante de la productivité des cultures. Les systèmes de recherche et de vulgarisation agricoles ont donc dû faire face à de nouveaux défis et de nouvelles opportunités et il est devenu évident que l'amélioration de l'accès à l'information et du partage des connaissances serait un atout capital pour relever ces défis et exploiter ces possibilités, à condition que les agriculteurs occupent une place centrale dans ce processus.

Arguments en faveur du projet

Les mesures de libéralisation économique dans le secteur agricole, associées à une modernisation considérable du système des télécommunications dans les années 90, ont débouché sur la nécessité de faire appel à des approches innovantes en matière de communication pour relever les défis posés par la vulgarisation dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. La faiblesse des liens et la lenteur de la communication entre la vulgarisation et la recherche ainsi que le manque de participation des agriculteurs dans la définition des priorités en matière de recherche ont été identifiés comme deux problèmes fondamentaux. Pour les résoudre, les unités de vulgarisation se devaient d'être plus proactives et considérer les bénéficiaires de leurs services à la fois comme des fournisseurs et des destinataires de l'information.

Le Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche (VERCON) a été lancé en 2000 par le Ministère de l'agriculture et des ressources foncières en collaboration avec la FAO. Le projet a été conçu pour répondre aux besoins d'information de toutes les parties prenantes rurales en renforçant les capacités des systèmes Internet existants afin de produire, de transmettre et de rechercher l'information. Le réseau VERCON a montré combien les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pouvaient diffuser des informations liées au développement, et incité le

ministère à examiner des moyens d'élargir la portée du projet. C'est ainsi qu'est né le Réseau de communication pour le développement agricole et rural (RADCON). Appuyé par la FAO, qui a été la première à promouvoir des approches de communication participative dans le domaine du développement, le ministère a mis au point le réseau RADCON, qui était au départ un projet pilote visant à prolonger l'action du réseau VERCON. Financé par le gouvernement italien dans le cadre d'un mécanisme « dette contre développement », le réseau RADCON a été commencé en 2004 et achevé en 2008.

Approche de la mise en œuvre

L'objectif du réseau RADCON était de mettre au point un réseau d'information interactif axé sur les communautés et visant à répondre aux besoins d'information et de communication des communautés rurales, notamment les agriculteurs. Le projet reflétait le passage d'un système axé sur l'organisation (VERCON) à un système axé sur les communautés, lequel exigeait de mettre en place des lignes de communication suffisamment souples pour répondre à l'évolution des besoins d'information des communautés rurales et fournir un forum pour des publics élargis. Le réseau RADCON a permis : (i) d'intégrer l'utilisation des technologies Internet dans les médias locaux ; et (ii) de faire participer divers acteurs, notamment les vulgarisateurs, les organisations de recherche, les ONG, le secteur public et privé, les centres pour la jeunesse ainsi que les groupements d'agriculteurs et des organisations communautaires. Le projet a également permis d'augmenter le nombre de bénéficiaires, d'élargir l'éventail des services fournis et d'établir des centres d'accès pour les ruraux en dehors du réseau agricole.

Le réseau RADCON a encouragé l'usage de technologies simples à utiliser et appropriées. Les utilisateurs finaux ont constamment donné un retour d'information à l'équipe du projet, notamment à celle chargée des TIC, ce qui a permis d'adapter les technologies à leurs capacités et leurs besoins. Une unité chargée de l'information et de la communication pour le développement a été créée pour superviser les tâches de communication avec les populations rurales en mettant notamment l'accent sur la promotion des processus de communication participative auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Une étude conduite dans sept gouvernorats a évalué cent soixante-dix-sept communautés rurales. Le comité de sélection⁶ a ensuite identifié cinquante communautés démunies en utilisant un certain nombre de critères, notamment : i) l'existence d'une organisation locale ayant coopéré avec les familles rurales ; ii) la volonté manifestée par cette organisation d'héberger le réseau RADCON ; iii) la disponibilité d'installations d'énergie et de télécommunications ; et iv) la participation de la communauté à la désignation d'un jeune homme et d'une jeune femme en qualité de facilitateurs, à titre volontaire, du réseau RADCON pour les communautés.

Partenaires du projet

Le Ministère de l'agriculture et des ressources foncières avaient la responsabilité générale de l'exécution du projet ; la FAO a fourni le support technique en matière de communication pour le développement ; l'Institution de recherche pour le développement rural et la vulgarisation agricole a conduit des enquêtes sur les problèmes des agriculteurs et de l'analyse des résultats ; l'administration centrale des services de vulgarisation agricole était responsable de l'établissement de liens entre les utilisateurs finaux et le développement des systèmes de gestion de projets ; l'unité responsable de la coordination et des politiques en faveur des femmes dans l'agriculture a fourni un appui aux activités de vulgarisation visant les femmes rurales ; le secteur de l'économie agricole était chargé d'agréger et de publier des statistiques liées à l'agriculture, et le laboratoire central des systèmes experts pour l'agriculture a mis au point le site web et la base de données du réseau RADCON.

Outils pour la communication pour le développement

Un certain nombre d'éléments de communication pour le développement ont été intégrés dans les activités du projet, notamment :

- i) *sélectionner des facilitateurs qui ont incarné des modèles* : des jeunes hommes et des jeunes femmes ont acquis de nouvelles compétences, par exemple en utilisant des TIC et des outils de communication participative, et gagné une certaine confiance en eux du fait de leur désignation et de la formation qu'ils ont reçue en tant que facilitateurs pour les communautés. Ces responsabilités leur ont donné une visibilité croissante en tant que modèles dans leurs communautés. Leur sélection a été effectuée en coopération étroite avec les chefs des communautés et l'organisation locale qui hébergeait le centre du réseau RADCON. Le respect de la parité hommes-femmes a été un critère de sélection important ;
- ii) *mettre en œuvre une campagne de sensibilisation* : les organisateurs de la campagne, qui a eu lieu aux niveaux des communautés, des gouvernorats et du pays, ont fait en sorte de susciter l'intérêt des communautés rurales pour le projet et leur adhésion. Ils ont considéré que le meilleur moyen de sensibiliser les populations aux niveaux des communautés et du gouvernorat au projet RADCON était d'utiliser une chaîne de radio et de télévision locale qui couvrait trente-cinq communautés cibles. En outre, des forums publics ont été organisés dans chacune des cinquante communautés sélectionnées afin de présenter le projet RADCON aux populations locales. L'Unité chargée de l'information et de la communication pour le développement de chacun des gouvernorats, des représentants de la direction de l'agriculture au niveau des gouvernorats, l'association locale pour le développement des communautés, le Fonds social pour le projet de développement ainsi que les autorités locales ont participé à ces forums ;
- iii) *utiliser des approches d'évaluation participative de la communication rurale* : les concepteurs du système RADCON ont réussi à surmonter nombre des limites avérées auxquelles le système VERCON avait été confronté en matière d'information et de communication. Pour y parvenir, ils ont adopté un éventail d'outils d'évaluation participative de la communication rurale qui étaient au cœur des plans visant à améliorer les flux d'information et de communication de chaque « village RADCON ». Outre le réseau RADCON, ces approches comprenaient la communication individualisée, des réunions de groupe, des réunions publiques, l'utilisation de véhicules équipés pour la vulgarisation, des matériels imprimés, le recours à des médias de masse et à des panneaux d'annonces. Les plans identifiaient trois phases distinctes mais interconnectées. La première phase consistait à mieux faire connaître RADCON y compris le contenu du réseau, la manière dont il pouvait aider les communautés locales et le rôle joué par les facilitateurs dans les communautés. Dans la deuxième phase, le système a été testé et le modèle de communication revu. La troisième phase, qui est le cœur du projet, était consacrée au déploiement du système dans les villages participants et à son évaluation subséquente. Dans sa phase finale, les facilitateurs de la communauté ont organisé trois réunions chaque mois. La première visait à faire mieux comprendre le projet. Au cours de la semaine suivante, une réunion s'est tenue en vue d'identifier les besoins d'information spécifiques des participants. Une troisième réunion a été ensuite organisée dans le mois en cours pour donner des réponses aux participants concernant les demandes et les lacunes en matière d'information recensées lors des précédentes réunions. Ce cycle de réunions a été perfectionné et reproduit chaque mois.

Les principaux avantages de l'utilisation des approches d'évaluation participative de la communication rurale qui ont pu être identifiés sont les suivants :

- i) Mettre les populations rurales au centre du processus ;
- ii) Renforcer un système d'information axé sur les communautés et ayant utilisé les TIC pour évaluer les besoins d'information des agriculteurs. Les modules d'information de RADCON ont été régulièrement examinés et mis à jour. Les facilitateurs des communautés ont contribué à combler les lacunes en matière de connaissance des TIC dans les zones rurales en jouant le rôle d'intermédiaires et en facilitant l'accès à ces technologies. Ils ont aussi aidé les ruraux à utiliser les informations fournies dans leurs communautés ;

- iii) S'assurer que les communautés rurales sont devenues des créateurs et des utilisateurs d'informations en identifiant les exemples réussis au sein des communautés et en les publiant sur le réseau. Certaines communautés rurales ont servi d'« exemples locaux » pour d'autres communautés rurales ;
- iv) Veiller à ce que les femmes et les hommes de tous les groupes d'âge soient représentés dans les réunions des communautés organisés par les facilitateurs ;
- v) Renforcer les capacités en organisant des programmes de formation. Sur la base des évaluations de besoins, le réseau RADCON a permis de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de formation pour chaque groupe de parties prenantes. La formation des formateurs a été utilisée pour former des représentants des ONG et des universités qui ont à leur tour coopéré avec l'équipe de gestion du projet pour former des personnes participant directement à l'exécution du projet, notamment des représentants des groupements d'agriculteurs, des organismes de recherche et de vulgarisation et des facilitateurs des communautés.

Contributions des approches en matière de communication pour le développement

Une évaluation de la conception et de la mise en œuvre du réseau RADCON a mis en évidence plusieurs facteurs de succès, notamment :

- (i) *La création d'un sentiment d'appropriation de l'information* : lorsque les parties prenantes ont été convaincues des avantages du projet, sa nature décentralisée leur a permis de s'approprier l'information qu'ils produisaient, d'autant que les « goulets d'étranglement » étaient éliminés et qu'une communication dynamique a pu s'instaurer entre les producteurs et les destinataires de l'information.
- (ii) *Le niveau élevé de participation des agriculteurs et de leurs communautés* : les populations rurales n'étaient pas seulement les principales utilisatrices de l'information résultant du projet, mais elles produisaient également leur propre information et amélioraient celle fournie par les organismes de recherche et de vulgarisation.
- (iii) *Une base de parties prenantes élargie* : le réseau RADCON a rassemblé de nombreuses parties prenantes locales et nationales qui ont coopéré pour améliorer les moyens d'existence des populations rurales. Il a été ainsi possible d'élargir la base des enseignements tirés pour répondre aux besoins des communautés rurales.
- (iv) *Utilisation des TIC* : les technologies de l'information et de la communication ont fourni la base d'un réseau de communication multidirectionnelle et continue, d'un flux d'information rapide entre les parties prenantes et d'un système proactif et dynamique.
- (v) *Accroître la connaissance des TIC* : en formant les facilitateurs des communautés aux méthodes de communication participative et au système RADCON, le projet a contribué à améliorer le niveau de connaissances des TIC dans les zones rurales. Les facilitateurs ont servi de médiateurs d'information et aidé les ruraux à utiliser les TIC et à appliquer l'information fournie dans leurs communautés.

L'évaluation a également souligné les défis et les contraintes auxquels le projet a été confronté, notamment :

- (i) *La prédominance du secteur public dans les unités de gestion du projet* : l'orientation stratégique et la mise en œuvre du réseau RADCON ont dépendu d'une manière importante des parties prenantes du secteur agricole liées au secteur public. Le manque de représentation des ONG, des femmes, des organisations pour la jeunesse et des entreprises du secteur privé aux processus de décision a limité leur coopération et leur appui ;
- (ii) *L'information n'a pas toujours répondu aux besoins des utilisateurs finaux* : le manque de représentation du secteur non public a eu une incidence sur le type, la quantité et la qualité des informations fournies par le projet, la plupart étant liées au secteur agricole. Certaines informations fournies n'étaient pas suffisamment détaillées pour les besoins des utilisateurs des différents gouvernorats ;

- (iii) *Des niveaux inadéquats de ressources humaines* : l'unité chargée de l'information et de la communication pour le développement a joui d'une indépendance qui lui a permis de coopérer avec un large éventail de parties prenantes sans compromettre les objectifs du projet. Cela étant, ses effectifs étaient insuffisants pour traiter toutes les tâches qui lui avaient été confiées. Au niveau des communautés, les facilitateurs étaient tous des bénévoles et pouvaient donc quitter le projet à tout moment. Il a donc fallu inévitablement sélectionner et former de nouveaux facilitateurs, ce qui a ralenti l'exécution du projet ;
- (iv) *Pérennité financière limitée* : le réseau RADCON n'était pas clairement pris en charge par une organisation « hôte », contrairement au réseau VERCON⁷. Le réseau a été confronté à de graves contraintes financières liées à la nécessité de payer les salaires de ceux qui participaient à l'exécution du projet aux niveaux des communautés, des gouvernorats et du pays, et de supporter les coûts de la composante TIC (par exemple la connectivité Internet, la maintenance du matériel et du logiciel à tous les niveaux, y compris les centres RADCON dans les communautés) ;
- (v) *Couverture limitée* : les réunions organisées dans les communautés n'ont pu avoir lieu que dans les communautés disposant d'un centre RADCON.

Principaux enseignements tirés

Les enseignements tirés sont les suivants :

- (i) *Acceptation de l'approche participative de la communication* : un projet axé sur la fourniture d'informations exige, pour être efficace, que l'approche participative de la communication soit, rapide, continue et acceptée par les communautés. Plus cette approche est mise en œuvre en amont du processus d'exécution, plus les ressources du projet seront utilisées efficacement, et plus la probabilité d'atteindre les objectifs du projet sera grande ;
- (ii) *Gestion des parties prenantes* : un réseau d'information et de communication ouvert favorise une interaction rapide et efficace entre les parties prenantes du projet. La clé de cette interaction, et de la concrétisation des avantages potentiels du réseau, réside dans la participation et la motivation sans faille de toutes les parties prenantes. Faire en sorte que les parties prenantes soient motivées et engagées pendant la durée du projet exige un effort considérable ;
- (iii) *Un système fondé sur les communautés* : un réseau d'information et de communication fondé sur les communautés permet aux populations locales d'être des utilisateurs mais aussi des créateurs d'information. Il accentue par ailleurs l'estime de soi et le sentiment d'appropriation des parties prenantes rurales, crée de nouvelles connaissances propres aux communautés et accroît exponentiellement la quantité d'informations qui circulent dans le réseau ;
- (iv) *Comblent les lacunes en matière de TIC* : les facilitateurs des communautés peuvent contribuer à réduire la « fracture technologique » dans les communautés rurales. Ils encouragent les communautés à recenser leurs besoins d'information et de communication et les aide à répondre à ces besoins en utilisant les TIC ;
- (v) *Indépendance de l'unité de gestion du projet* : l'indépendance de l'unité de gestion du projet est importante car elle incite diverses parties prenantes à participer au projet et garantit que des solutions impartiales seront trouvées pour relever les défis rencontrés pendant la mise en œuvre du projet ;
- (vi) *Participation des responsables locaux* : la participation (formelle et informelle) des responsables locaux lors des phases initiales d'un projet peut accélérer son acceptation et son usage par la communauté. Dès le début du projet RADCON, l'équipe chargée de la gestion et de l'exécution a coopéré étroitement avec les responsables locaux et les a impliqués dans les décisions concernant la mise en place des centres RADCON. Elle a également identifié les facilitateurs des communautés, les tenant informés de l'avancement du projet dans leurs communautés respectives.

Notes

- ¹ Central Intelligence Agency — The World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/eg.html>. Accessed Nov. 29, 2008.
- ² Service d'information d'État, Égypte : <http://www.sis.gov.eg/En/Land&people/Population/030900000000000001.htm>, Consulté le 9 décembre, 2008.
- ³ Rapport sur le développement humain, 2009.
- ⁴ Ibid.
- ⁵ Union internationale des télécommunications, www.itu.int. Consulté le 6 décembre 2008.
- ⁶ Le comité de sélection était composé de représentants de l'unité et des groupes chargés de l'information et de la communication pour le développement, du Sous-Secrétaire de l'agriculture, du Directeur du Département de la vulgarisation au niveau des gouvernorats et des chefs des communautés.
- ⁷ Le Ministère de l'agriculture et des ressources foncières a hébergé le réseau VERCON.

TADJIKISTAN : Utiliser la radio pour répondre aux besoins d'information des agriculteurs

- Améliorer l'accès des agriculteurs à des informations techniques crédibles et pertinentes ;
- Fournir des conseils aux agriculteurs sur des questions plus larges liées à la bonne gouvernance ;
- Renforcer les capacités des producteurs de programmes de radio tadjiks.

Généralités

Entre 1995 et 1999, cent vingt des six cents fermes contrôlées par l'État au Tadjikistan ont été privatisées, principalement sous la forme de fermes à bail, de sociétés anonymes et de fermes privées de type « dekhon »¹. Selon l'enquête de 1999 sur le niveau de vie au Tadjikistan², trois personnes sur quatre vivaient dans des zones rurales où l'incidence de la pauvreté était bien supérieure à celle observée dans les zones urbaines³. Pour la plupart, les ménages ruraux tiraient leurs moyens d'existence de la culture d'espèces vivrières ou de la pratique de l'élevage sur leurs parcelles. L'enquête estimait que 92 pour cent des ménages ruraux possédaient une parcelle de terrain et que celles-ci fournissaient 45 pour cent de la quantité totale des aliments consommés par ces ménages. Les légumes étaient cultivés pour être vendus sur les marchés mais également pour la consommation des ménages. Quant aux résidus végétaux issus des parcelles, ils servaient en partie à alimenter les petits et les gros animaux d'élevage. Entre 1996 et 1998, 75 000 hectares de petites parcelles ont été distribués par un décret présidentiel pour compléter les parcelles des ménages. Le rapport sur la pauvreté publié en 2000 par la Banque mondiale a noté que l'incidence sur les moyens d'existence des bénéficiaires de telles parcelles semble avoir été extrêmement positive. Dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté publié en 2002, le gouvernement du Tadjikistan a réaffirmé que la contribution du secteur agricole à l'économie nationale et à l'atténuation de la pauvreté était importante. Il s'est également engagé à poursuivre la privatisation des exploitations agricoles, qui devrait déboucher sur une hausse des rendements⁴.

Arguments en faveur du projet

En 2002, les agriculteurs tadjiks venaient tout juste d'acquérir une certaine indépendance à l'égard des exploitations collectives et d'État héritées de l'ère soviétique. Ils faisaient face à d'énormes défis, y compris la désagrégation des infrastructures rurales soviétiques, le manque de structures efficaces pour appuyer l'agriculture privée, l'absence de financement, la corruption endémique, la médiocrité de l'État de droit et les conséquences négatives des graves sécheresses des années 2000 et 2001. En outre, les agriculteurs ne disposaient pas de sources fiables d'information, même sur les aspects techniques les plus élémentaires et les moins polémiques de l'agriculture. Il n'existait pas à l'époque de chaînes de radio et de télévision indépendantes au Tadjikistan. Une enquête conduite en 2000 par *Radio Free Europe* et *Radio Liberty* sur l'utilisation des médias au Tadjikistan a montré que 23 pour cent de tous les agriculteurs et 29 pour cent des agricultrices écoutaient quotidiennement les chaînes de *Tajik Radio*. Les journalistes et les producteurs de programmes n'avaient pas hérité d'une tradition journalistique solide et appliquaient très peu les concepts démocratiques du journalisme. Ils comprenaient donc très peu la nécessité de procéder à des recherches pour les programmes, d'établir les faits, de les vérifier ou d'analyser des questions de manière objective. Ils n'avaient pas non plus été formés pour écrire d'une manière efficace pour le public de la radio.

Afin de contribuer à relever ces défis, la FAO, en coopération étroite avec le Ministère de l'agriculture et l'Association des exploitants agricoles privés du Tadjikistan, et avec l'appui de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a décidé d'apporter son concours à une nouvelle émission de radio. Il s'agissait de produire des programmes qui répondaient aux préoccupations particulières des exploitants agricoles privés ou « dekhon », y compris les agriculteurs qui avaient bénéficié d'un bail et les exploitants pratiquant une agriculture artisanale et de subsistance sur des parcelles

familiales. Les programmes avaient également pour but de bénéficier aux travailleurs agricoles qui louaient des terres à des exploitations collectives et d'État et qui continuaient à travailler sous le régime public. Par ailleurs, l'élaboration d'une émission de radio était censée améliorer les compétences des producteurs de radio tadjiks.

Mise en œuvre du projet

La série *Farmer to Farmer* a été diffusée une fois par semaine à l'heure du déjeuner, puis dans la soirée, dans le cadre d'un programme de *Tajik Radio* destiné à des auditeurs ruraux. Un projet de planification et de stratégie agricoles existant⁵ a permis de fournir des matériels à la station *Tajik Radio*, composés d'entretiens de consultants d'organisations internationales et de discours prononcés par des spécialistes de l'agriculture. Le but de la nouvelle émission était de pallier une insuffisance majeure du projet existant, notamment le peu d'efforts déployés pour rendre le projet pertinent et accessible pour les agriculteurs.

La FAO estimait qu'il fallait établir des priorités concernant un certain nombre de facteurs relatifs à la conception et à la gestion de l'émission pour que la nouvelle émission de radio puisse être pertinente et accessible. Plus particulièrement, l'équipe de gestion du projet devait disposer d'un certain degré de contrôle sur la production radio. Par ailleurs, le public devait participer en donnant son avis sur le contenu et le format des programmes, et les producteurs devaient être formés aux techniques du journalisme et de la communication pour le développement. Une campagne de promotion de l'émission serait ensuite lancée lors d'une phase ultérieure. Compte tenu du contexte sensible dans lequel les médias nationaux évoluaient à l'époque, un degré important de contrôle du programme a été négocié et un comité éditorial, présidé par le coordonnateur du projet de la FAO et des représentants de *Tajik Radio*, du Ministère de l'agriculture et de l'Agence suisse pour le développement, a été établi pour superviser le processus de production du programme.

Le projet a appliqué des approches de communication pour le développement afin de procéder à des évaluations participatives des besoins et des recherches, collecter des contenus pertinents et encourager la confiance et le dialogue entre les producteurs et le public rural.

Partenaires du projet

Tajik Radio a fourni des installations de diffusion et un appui technique. La FAO a fourni des avis techniques sur les communications et procédé à des évaluations des besoins en s'appuyant sur des groupes de réflexion et une formation aux méthodologies de communication. L'Agence suisse pour le développement a fourni un appui financier, et le Ministère de l'agriculture (en tant que contrepartie nationale de l'exécution du projet) a fourni les services de spécialistes de la radio et un appui logistique.

Outils de communication pour le développement

(i) Recherche avec la participation du public

L'émission de radio, pour être crédible et reconnue, devait répondre aux besoins d'information des agriculteurs et les encourager à travailler ensemble pour trouver des solutions à leurs problèmes. Il était donc essentiel que les résultats des recherches avec la participation du public puissent contribuer au développement du projet.

Afin de mieux comprendre les perceptions et les préoccupations des communautés, une série de débats avec les groupes de réflexion a été organisée. Outre leur contribution au contenu des programmes, les groupes de réflexion étaient censés remplir deux autres fonctions importantes. Premièrement, ils étaient un moyen important d'obtenir un retour d'information sur le contenu des programmes de radio déjà diffusés et d'évaluer la façon dont les agriculteurs les avaient compris, appréciés et avaient utilisé les informations diffusées. Deuxièmement, les groupes étaient censés aider les producteurs de radio à

mieux comprendre leurs rôles. Dans l'ex-Union soviétique, les producteurs de programme n'étaient pas tenus de solliciter les besoins et les préoccupations de leurs publics. L'approche fondée sur les groupes de réflexion était considérée comme un instrument ayant le potentiel pour désagréger le mode de production de programmes de radio autoritaire et traditionnel.

(ii) Groupes de réflexion

Onze agriculteurs 'dekhon' provenant de quatre régions proches de Douchanbé, la capitale, ont été invités à participer à un groupe de réflexion pilote. Les participants ont été sélectionnés sur les conseils des agriculteurs eux-mêmes et également par le biais d'un questionnaire standard visant à filtrer les candidats « inappropriés ». Un guide a été préparé pour le groupe, portant sur : i) le type et la qualité des sources d'information des agriculteurs ; ii) les questions sur lesquelles les agriculteurs souhaiteraient recevoir des informations ; et (iii) leur utilisation des médias. Enfin, dans le but d'élaborer une marque unique pour l'émission de télévision, le facilitateur du groupe a demandé aux agriculteurs de proposer des titres possibles ainsi que des options musicales pour le programme.

Presque tous les agriculteurs présents dans les groupes se sont plaints du manque d'information de qualité et ont fait état des problèmes auxquels ils étaient confrontés. Ils estimaient que les programmes ordinaires de *Tajik Radio* étaient inintéressants et que les informations fournies n'étaient pas fiables. Les participants ont noté que des programmes bien conçus, présentant des avis d'experts et d'agriculteurs expérimentés ainsi que des techniques agricoles, seraient très précieux. Les groupes ont souligné qu'il était nécessaire de diffuser des informations « techniques » sur des thèmes très divers, y compris les maladies animales et végétales, les semences, l'utilisation d'engrais et de pesticides, l'usage de l'eau et l'irrigation. Ils étaient très intéressés par l'expérience personnelle des agriculteurs qui avaient expérimenté de nouvelles techniques et obtenu de bons résultats. Les participants ont aussi souligné qu'il était nécessaire de disposer d'informations sur un large éventail de domaines non techniques ayant une incidence directe sur leur capacité à tirer un parti maximum de leurs terres, par exemple le régime foncier, le manque de réglementations juridiques, les liens avec les fermes collectives, l'accès au crédit, le rôle des groupements d'exploitants agricoles, et le manque d'appui fourni aux agriculteurs. Le facilitateur d'un groupe a noté qu'il existait un fort contentieux entre les agriculteurs et les autorités concernant la propriété des terres. Les débats qui ont eu lieu dans les groupes de réflexion ont montré combien les agriculteurs étaient mal organisés et l'inefficacité des associations locales d'agriculteurs.

(iii) Renforcer les capacités des producteurs de programmes de radio

Un producteur expérimenté de programmes de *Tajik Radio* ainsi qu'un ancien journaliste de télévision ayant des compétences en langue anglaise ont été recrutés pour travailler dans le cadre du projet. Des directives complètes relatives à la production ainsi que des notes sur la planification et la production de programmes de radio ont été élaborées avec le concours des producteurs. Il était clair que le projet, axé sur l'agriculture (thème peu polémique) était une bonne occasion d'appuyer le développement généralisé d'une pratique journalistique de bonne qualité au Tadjikistan.

Contributions des approches de communication pour le développement

(i) Davantage de programmes conçus pour les agriculteurs

Les résultats des groupes de réflexion ont contribué à améliorer le format et le contenu des programmes. Les thèmes choisis exprimaient la plupart des préoccupations identifiées par les participants à ces groupes. De même, on a veillé à ce que le contenu des programmes soit approprié du point de vue des saisons et des régions. Au début, les programmes de radio étaient concentrés sur des questions techniques ne suscitant aucune polémique. Puis l'émission a pris ses marques et les programmes ont commencé à exprimer la frustration et les problèmes rencontrés par les agriculteurs, notamment leurs difficultés à comprendre leurs droits en tant que propriétaires fonciers, la corruption et l'absence d'État de droit. Des réponses claires et utiles ont été données aux agriculteurs qui considéraient qu'on leur demandait de payer trop d'impôts, qui n'étaient pas certains d'avoir le droit de cultiver telle ou telle espèce vivrière, qui étaient censés ne pas avoir le droit de construire sur leurs terres et qui voyaient leur allocation foncière réévaluée par les autorités locales. De nombreux agriculteurs avaient été contraints d'endosser les dettes des fermes collectives et ne comprenaient pas leur

situation juridique. En particulier, un programme pratique expliquait aux agriculteurs qu'il était important de rédiger soigneusement les contrats. Un spécialiste du droit encourageait les agriculteurs à être proactif, à négocier et à remplacer les clauses non satisfaisantes. Toutes ces initiatives ont constitué un progrès pour le journalisme tadjik. Les participants au groupe ont estimé que les programmes fournissaient pour l'essentiel des informations utiles mais qu'ils manquaient parfois de dynamisme et ne fournissaient pas toujours une vue complète d'un thème.

(ii) Améliorer les normes de la production de programmes de radio

La décision de se concentrer sur des thèmes techniques « sûrs » a permis aux programmes initiaux de ne pas poser de problèmes à *Tajik Radio*. Les modalités de la production et de la transmission des programmes ont bien fonctionné. Les scénarios des programmes étaient finalisés par le coordinateur du projet avant d'être édités par *Tajik Radio*. Les scénarios montraient que les producteurs avaient fait de leur mieux pour répondre aux critiques constructives des groupes de réflexion. Ces producteurs étaient d'ailleurs fortement impressionnés par les débats qui se déroulaient au sein des groupes de réflexion, au point qu'ils firent tout leur possible pour élaborer des programmes tenant compte des besoins exprimés pendant ces débats.

Les normes du journalisme et les valeurs de la production ont également connu une amélioration constante. Les producteurs de programmes de radio ont réussi à produire des matériels accessibles, clairs, bien structurés, et connu un succès considérable en utilisant de nouvelles idées. Ils ont désormais une meilleure maîtrise des atouts et des limites de la radio en tant que moyen de communication. Ils ont également compris qu'il était important que leurs auditeurs puissent absorber les informations qui leur étaient communiquées. Enfin et surtout, les producteurs ont progressivement compris quel était leur rôle. Des représentants de *Tajik Radio* ont salué la qualité des programmes et apprécié la variété et les nouvelles approches injectées dans le réseau. Les agronomes et les vétérinaires ont fourni des informations de référence précieuses, des contacts et des sujets aux producteurs des programmes, et ont accueilli ces derniers lors de visites dans les zones rurales. Ces spécialistes se sont montrés extrêmement coopératifs pendant le processus de recherche et sensibles aux limites éditoriales et professionnelles.

Le manque de données de référence a constitué un problème, en partie à cause du manque de fiabilité des statistiques, de la non disponibilité des informations, et de l'autocensure. Les programmes sur les maladies animales, par exemple, ne mentionnaient pas les lieux où les foyers infectieux s'étaient produits ni combien d'animaux d'élevage étaient touchés. Or il s'agissait d'informations vitales pour les agriculteurs qui se demandaient s'il fallait ou non payer pour les vaccinations.

(iii) Élargir la portée des émissions de radio

Les vétérinaires et les agronomes qui participaient au projet élargi de la FAO ont assuré la promotion active des émissions de radio en distribuant mille cinq cents brochures promotionnelles dans de nombreux endroits du pays.

Principaux enseignements tirés

Grâce à l'émission *Farmer to Farmer*, des progrès importants ont été accomplis pour améliorer la réactivité et la pertinence de la radio en vue de répondre aux besoins et aux problèmes des agriculteurs. Il s'agissait d'un bon début, compte tenu des contraintes liées au contexte politique plus large. Mais pour que la radio tadjike destinée aux agriculteurs soit véritablement conduite par ceux-ci, il faut que la nouvelle approche des programmes puisse s'inscrire dans un environnement réglementaire et juridique plus propice aux journalistes.

Ressources sélectionnées

Évaluation participative de la communication rurale : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y5793e/y5793e00.pdf>

Notes

- ¹ Rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté, 2000: une ferme « dekhon » peut être soit une ferme familiale de dimension moyenne, c'est-à-dire de 2 à 50 hectares, soit une ferme collective de plus grande dimension, d'une superficie de 50 à 500 hectares. En novembre 1999, le Tadjikistan comptait 13 000 fermes « dekhon ».
- ² Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2002) cite l'enquête de 1999 sur le niveau de vie au Tadjikistan.
- ³ Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, 2002, page 14.
- ⁴ Assistance technique de l'Union européenne à la CEI (EU TACIS) par le biais du programme axé sur la sécurité et l'alimentation (ministère de l'agriculture). L'un des aspects de cette assistance consiste à élaborer des programmes de vulgarisation pour les communautés.

5. Organisation internationale du travail

La CHINE, le GHANA, l'OUGANDA : Intégrer les médias dans le développement des petites entreprises

5. Organisation internationale du travail

Mandat de l'organisation

L'organisation internationale du travail (OIT) est l'organisation tripartite des Nations Unies qui réunit les gouvernements, les employeurs et les travailleurs dans une action commune pour promouvoir le travail décent dans le monde. Le mandat de l'OIT, inscrit dans le préambule de sa constitution¹, est de chercher à promouvoir la justice sociale et les droits de l'homme internationalement reconnus en matière de travail.

Principes sous-tendant le travail de l'OIT

Les objectifs du Millénaire pour le développement ; la prise en compte des droits de l'homme dans la programmation ; les normes internationales relatives au travail énoncées dans les huit conventions principales² ; la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998, la Déclaration de Philadelphie de 1944 et la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2008.

Principaux domaines d'activités stratégiques

L'Agenda pour le travail décent consiste en quatre objectifs stratégiques qui guident le travail de l'OIT :

- (i) Promouvoir et faire appliquer des normes et des principes et droits fondamentaux au travail ;
- (ii) Créer davantage d'opportunités d'obtenir des emplois et des revenus décents pour les femmes et les hommes ;
- (iii) Étendre la couverture et augmenter la protection sociale pour tous ; et
- (iv) Renforcer le tripartisme et le dialogue social.

Arguments en faveur d'une intégration de la communication pour le développement dans les activités de l'OIT

L'OIT pense qu'il n'est pas possible d'offrir à chacun des conditions de travail équitables, un emploi décent et les fruits du développement économique et social sans l'action consensuelle et concertée des travailleurs, des employeurs et des gouvernements³. À cette fin, l'organisation considère que le dialogue social entre ses trois composantes, qui reflète aussi les principes fondamentaux de la communication pour le développement, est une condition préalable de l'instauration de relations professionnelles harmonieuses, de l'évolution des législations du travail en fonction des besoins économiques et sociaux et de l'amélioration de l'administration du travail⁴. Elle croit donc fermement qu'une approche participative et inclusive favorise la durabilité des programmes et des projets ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Principes directeurs de la communication pour le développement

Son attachement au dialogue social a préparé l'OIT à appliquer les principes directeurs de la communication pour le développement, sur le plan conceptuel comme sur le plan pratique. L'organisation souscrit à un certain nombre de principes directeurs qui distinguent la communication pour le développement de la communication d'entreprise, parmi lesquels l'autonomisation par le biais de la participation et de l'équité, la justice sociale, la transparence et le changement social.

Une approche de la communication pour le développement

L'approche de la communication pour le développement procède de plusieurs principes semblables à ceux qui inspirent le travail de l'OIT, comme le renforcement des capacités d'appropriation nationale et la participation pour faire évoluer les attitudes et les normes dans une optique de changement social et comportemental. Ces deux conceptions se rejoignent surtout dans l'approche tripartite de l'OIT qui considère qu'il n'est pas possible d'offrir à chacun des conditions de travail équitables, un emploi décent et les fruits du développement économique et social sans l'action consensuelle et concertée des travailleurs, des employeurs et des gouvernements. L'organisation cherche par conséquent à soutenir ses trois éléments constitutifs, notamment dans leur capacité à nouer et promouvoir un dialogue social.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement au sein de l'OIT

Aucune ressource n'est officiellement affectée à des activités étiquetées « communication pour le développement ». Toutefois, la communication pour le développement a récemment été ajoutée dans les termes de référence de certains chargés de communication sur le terrain. De plus, divers projets de coopération technique sur le terrain ont appliqué des approches de communication pour le développement et souligné qu'il est important de les intégrer dans les stratégies de renforcement des capacités et de réduction de la pauvreté. Ainsi, le Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise du Secteur de l'emploi de l'OIT s'est inspiré des connaissances et des bonnes pratiques de la communication pour le développement pour intégrer les médias dans le développement des petites entreprises.

Personne à contacter à la FAO

Regina Monticone, Responsable, Partenariats pour le développement, Département de la communication et des publications, Monticone@ilo.org

Notes

- ¹ Constitution de l'OIT, à consulter sur <http://www.ilo.org/ilolex/french/constq.htm>.
- ² Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948), convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949), convention (n° 29) sur le travail forcé (1930), convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé (1957), convention (n° 138) sur l'âge minimum (1973), convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants (1999), convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération (1951), convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession) (1958).
- ³ *L'OIT : ses origines, son fonctionnement, son action*, à consulter sur http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@webdev/documents/publication/wcms_082365.pdf
- ⁴ *Ibid.*

La CHINE, le GHANA, l'OUGANDA :

Intégrer les médias dans le développement des petites entreprises

- Soutenir l'établissement d'un environnement réglementaire favorable aux petites entreprises ;
- Donner une voix aux petites entreprises et aux entreprises informelles ; et
- Faciliter l'accès des petites entreprises à une meilleure information et à de meilleurs services.

Contexte

L'information joue un rôle essentiel dans tous les aspects des entreprises, du commerce et de l'industrie. Si l'environnement informationnel est riche et efficace, les propriétaires et les dirigeants des entreprises peuvent prendre des décisions éclairées sur les achats, la restructuration de l'entreprise et les investissements ; les entreprises trouvent des canaux par lesquels elles peuvent toucher des clients existants et éventuels ; et un dialogue inclusif peut s'instaurer en permettant aux entreprises et aux consommateurs de mieux se faire entendre et aux entreprises d'élaborer des stratégies pertinentes de réforme.

Les médias sont traditionnellement perçus comme les canaux de diffusion de l'information publique. On les considère à l'heure actuelle comme des plateformes de flux d'informations divers et dynamiques dans les deux sens, permettant aux acteurs économiques de prendre de meilleures décisions pour leur entreprise et d'influencer le changement de l'environnement dans lequel ils travaillent. Les médias constituent aussi des passerelles potentiellement importantes vers, depuis et entre les petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement. Ils peuvent y jouer un rôle essentiel de soutien aux petites entreprises en : (i) soutenant l'établissement d'un environnement politique et réglementaire dans ce secteur ; (ii) faisant évoluer les attitudes et les comportements individuels et publics ; (iii) facilitant la fourniture de contributions essentielles comme les informations et les services aux petites entreprises ; et (iv) offrant de nouvelles opportunités aux PME en créant des marchés pour leurs produits.

Raison d'être des projets

L'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication et leur rôle dans la croissance du secteur privé et la mondialisation des marchés ont attiré l'attention sur l'importance des services d'information d'entreprises de nombreux pays en développement. Toutefois, les entreprises les plus petites et les plus vulnérables, dont beaucoup se trouvent dans des zones rurales, sont incapables de tirer profit de ces services du fait des difficultés rencontrées pour accéder aux TIC et les utiliser et du peu d'attention accordée au développement des petites entreprises dans les médias traditionnels. L'OIT aide à résoudre ces problèmes en appuyant une série d'interventions conçues pour encourager les médias traditionnels, notamment la radio et la télévision, à s'impliquer dans le développement de l'environnement des petites entreprises.

Méthode de mise en œuvre

L'OIT considère qu'il est essentiel de mener des recherches initiales dans les pays sur l'« offre » et la « demande » de médias consacrés aux PME pour définir et concevoir des interventions sur mesure. Des études de pays menées en Afrique et en Asie¹ ont confirmé la rareté ou l'absence de médias spécialisés dans les informations aux PME, mais ont trouvé qu'il existe une très forte demande de la part des petites entreprises pour des médias offrant les informations qu'ils demandent.

Les principales conclusions de ces diverses études sont les suivantes :

- (i) On constate de fortes ressemblances entre les pays et les continents en ce qui concerne les types d'informations intéressant les entreprises – des enseignements à tirer de la réussite ou de l'échec de modèles d'entreprises aux mesures et aux réglementations adoptées par les gouvernements ;
- (ii) Les médias audio-visuels, et notamment la radio, sont les moyens les plus populaires pour diffuser des informations. Cela s'explique surtout par le large public que touche la radio dans les zones rurales et urbaines de la plupart des pays. Dans la majorité des pays, plus les entreprises sont petites et informelles, plus la demande pour les médias imprimés est faible. La presse écrite est cependant perçue comme plus efficace dans le domaine des annuaires d'entreprises et certains considèrent sa relative permanence comme un avantage ;
- (iii) La forte demande pour des médias interactifs qui permettent aux entreprises de s'exprimer dans la plupart des pays africains n'a pas son équivalent dans les pays asiatiques dont les médias sont largement contrôlés par l'État ; et
- (iv) La fréquence, les horaires, la durée et la langue des émissions à l'intention des entreprises ont un impact sur le niveau et l'intérêt de leur public.

L'OIT a utilisé les résultats de ces études pour éclairer l'élaboration de quatre grandes approches de travail avec les médias :

- (i) *Acheter de l'espace et du temps de diffusion dans les médias existants* : acheter des *espaces publicitaires* pour fournir des informations, promouvoir des services et entreprendre des campagnes de marketing social pour changer les perceptions des entreprises, des travailleurs ou du public ; acheter des *espaces dans les médias* pour diffuser des émissions ou des articles visant à faire passer un contenu particulier ou insister sur un message ;
- (ii) *Améliorer les relations avec les médias* : faire passer des messages et des sujets dans les informations, les programmes et les publications existants ; développer des réseaux et des relations avec les journalistes et les rédacteurs, organiser des conférences de presse ; diffuser des communiqués de presse et répondre aux demandes d'informations des médias ;
- (iii) *Soutenir la création de supports et de programmes* : soutenir de nouvelles publications, de nouveaux supports audio-visuels (notamment des chaînes de radio²) et des émissions lorsqu'il existe peu de médias ou que les médias et les programmes existants n'atteignent pas les petites entreprises. La création de ces médias peut être un but en soi ou un modèle pilote à appliquer ensuite plus largement ; et
- (iv) *Renforcer la capacité des médias existants* : renforcer la capacité des médias de couvrir plus efficacement les questions relatives aux entreprises. L'appui à ces initiatives consistera probablement à financer des activités plutôt qu'à acheter directement des espaces dans les médias. Le but est de faire évoluer à long terme les médias en les transformant en fournisseurs de services pour les petites entreprises ou en institutions essentielles dans leur environnement fonctionnel.

L'OIT s'est avant tout appuyée sur son programme pour le développement des petites entreprises (SEED) pour piloter et soutenir la mise au point de ces approches dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie. Elles ne s'excluent pas mutuellement et de nombreux projets en adoptent plusieurs. Leur application en Chine, Ghana et Ouganda est détaillée plus loin dans ce chapitre.

Partenaires des projets

Dans chaque pays, l'OIT a travaillé avec ses partenaires tripartites et de nombreuses parties prenantes. En Chine, les partenaires impliqués comptent le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et la chaîne publique de radio du Sichuan ; au Ghana, l'EMPRETEC Ghana Foundation, une organisation consacrée au développement des entreprises ; et en Ouganda, Central Broadcasting Service (CBS), le ministère britannique du Développement International et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA).

Outils de la communication pour le développement

(i) Promouvoir les jeunes entreprises en Chine grâce à un feuilleton télévisé³

Le programme « Start and Improve your Business » (SIYB) est un programme de formation au management visant à créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité par le biais de la création et l'amélioration des petites entreprises. Il a pour objectif principal de réduire la pauvreté et de créer des emplois. Son objectif immédiat est de permettre aux chômeurs urbains de mettre sur pied et gérer leur entreprise et de créer ainsi des emplois de qualité pour d'autres personnes.

Le projet SIYB en Chine s'est appuyé sur des études qui indiquent que les migrants aiment regarder des feuilletons à la télévision. Il a donc utilisé le genre pour les toucher et encourager leur inscription aux formations de SIYB. Une série télévisée, « My Future is Not a Dream » (Mon avenir n'est pas un rêve), élaborée lors du premier semestre de 2006, a constitué la première tentative d'utilisation des médias pour promouvoir le développement des petites entreprises. Elle comprenait 12 épisodes de 45 minutes et a été diffusée sur la chaîne publique du Sichuan avec une audience dépassant le million de spectateurs. Ces derniers ont pu voir le personnage principal Zhao Dayong surmonter contre toute attente conflits, tricheries et querelles familiales pour créer son entreprise.

Le projet a consisté à appuyer la création d'un programme de télévision en finançant l'élaboration du script et en fournissant une assistance technique pour veiller à ce que les messages stratégiques soient délivrés efficacement. Une enquête téléphonique menée auprès des spectateurs un mois après la diffusion de la série a confirmé sa popularité. Deux tiers des personnes interrogées ont déclaré qu'ils s'étaient sentis encouragés à créer leur entreprise après avoir regardé la série, et 62 % des répondants se sont sentis incités à s'inscrire aux formations de « Start and Improve your Business ».

(ii) Campagne de marketing social pour l'amélioration de la qualité des emplois dans les entreprises du Ghana⁴

De janvier à avril 2003, l'OIT a soutenu une campagne de marketing social pilote au Ghana. Elle visait à modifier les idées, les attitudes et les pratiques en matière de santé et de sécurité dans le fonctionnement quotidien des petites entreprises. Elle ciblait d'abord les propriétaires et les salariés des petites entreprises des secteurs des métaux et du bois dans les régions méridionales d'Accra et de Tema. Cette campagne a été la première du genre à recourir à des approches de marketing social et à les appliquer à la santé et la sécurité au travail dans des petites et micro-entreprises d'un pays en développement.

Élaborée en collaboration avec des parties prenantes ghanéennes et mise en œuvre par l'EMPRETEC Ghana Foundation, la campagne véhiculait des messages positifs liant l'amélioration de la santé et la sécurité au travail à la productivité et à l'accroissement de la profitabilité des entreprises. Elle mettait en scène un propriétaire d'entreprise bien intentionné appelé Kofi Brokerman (surnom local d'une personne toujours à cours d'argent). Kofi, qui ne connaît rien aux questions de santé et de sécurité, finit par prospérer en s'instruisant au fil de ses erreurs et en suivant à l'exemple de son ami Nyame Bekyere (« don de Dieu »), un homme d'affaires sage et prospère. L'histoire familiarise le public avec une série d'enjeux liés à la santé et à la sécurité qui jouent un rôle essentiel pour améliorer les conditions de travail. Elle a été diffusée à la radio et à la télévision avec le slogan : « sécurité au travail : bon pour toi, bon pour ton porte-monnaie ».

La campagne de marketing social a recouru à deux approches de travail avec les médias : l'achat d'espaces et de temps de diffusion dans les médias existants et le renforcement des relations avec les médias. Les responsables de la campagne ont acheté des créneaux horaires publicitaires à la radio et la télévision et sont apparus comme invités et spécialistes dans des discussions et des émissions permettant au public d'intervenir par téléphone. L'histoire, diffusée par 1 200 spots radio et télévisés, a été vue et entendue par 56 à 85 % des PME ciblées. L'expérience ghanéenne a été reprise pour concevoir et réaliser une campagne en Inde et a inspiré des campagnes de marketing social au Sri Lanka et au Vietnam.

(iii) Utiliser la radio pour soutenir les petites entreprises en Ouganda⁶

A la fin des années 90, la radio constituait un secteur dynamique en Ouganda avec plus de 100 stations émettant dans toutes les langues majeures du pays pour une audience de plus de 90 % de la population. En 1999, l'OIT a initié un projet pilote pour tirer profit de ce secteur en expansion et lancer une émission à l'intention des petites entreprises. Le projet « Small Enterprise Media in Africa » (Médias pour les petites entreprises en Afrique) a noué un partenariat avec CBS (Central Broadcasting Service), une chaîne de radio privée domiciliée à Kampala. Le but initial de l'émission était de fournir des informations importantes aux petites entreprises de l'économie formelle et informelle dans le centre de l'Ouganda. Lancée sous le nom de « Nekolera Gyange » (« Je gère ma propre entreprise » en luganda, la langue du centre de l'Ouganda) elle a rapidement dépassé le simple apport d'informations aux petites entreprises pour devenir une plateforme de débats et de discussions et un moyen d'expression pour les propriétaires de petites entreprises. Son succès a permis de la lancer à l'échelon national pour cibler les entrepreneurs ruraux. L'élargissement de l'audience a abouti à une demande croissante pour des émissions interactives offrant des plateformes de discussion. L'émission s'est mise à traiter les problèmes du moment des entreprises sous forme de débats, impliquant souvent des responsables politiques, ou par le biais de sujets sur les entreprises construits sur des reportages d'investigation. Sa popularité est telle que les petites entreprises sont désignées sous le nom de « Nekolera Gyange » dans tout le pays.

Le projet a renforcé les capacités des médias existants et explicitement évité l'achat d'espaces dans la presse et de temps de diffusion dans les médias audio-visuels. Ses responsables ont identifié des opérateurs de radio pouvant toucher les petites entreprises et les ont persuadés que des émissions régulières à l'intention des petites entreprises se justifient sur le plan commercial. Le projet a alors soutenu le renforcement des capacités des stations de radio. Il s'est aussi attaché à renforcer les relations entre les médias et les parties prenantes importantes : organismes de micro-finance, gouvernement local, organisations d'entreprises et organismes de développement des entreprises. En 2006, il a été constaté que les émissions à l'intention des petites entreprises, diffusées par un tiers environ (38) des chaînes, étaient devenues une pratique courante à la radio⁷.

L'expérience ougandaise a guidé le lancement des émissions de radio dans le cadre du programme « Start and Improve Your Business » (SIYB) au Sri Lanka et au Vietnam. Le Ghana et la Zambie ont adopté des approches similaires de programmation.

Contribution des approches de communication pour le développement

Les enquêtes sur les projets soutenus par l'OIT et leurs évaluations ont mis à jour un certain nombre de résultats positifs, parmi lesquels :

- (i) En Ouganda et dans certains pays d'Afrique, le concept d'émissions radiophoniques régulières à l'intention des entreprises fait maintenant partie intégrante du secteur des médias. Des éléments d'information prouvent que les émissions radiophoniques à l'intention des entreprises en Ouganda ont influencé la politique, la législation, les services et les infrastructures.
- (ii) Au Ghana, des changements opérationnels ont été constatés dans les entreprises à la suite de la campagne de marketing social, notamment en ce qui concerne l'ordre et la propreté des locaux et, dans certains cas, la qualité de l'éclairage et de la ventilation.
- (iii) En Chine, les lignes téléphoniques spéciales mises en place par les services de l'emploi de Chengdu pendant la diffusion de la série télévisée ont reçu plus de 22 000 appels de migrants concernant la formation de SIYB.

Principaux enseignements

Les principaux enseignements à tirer de ces expériences sont les suivants :

- (i) *L'importance du travail local* : Les petites entreprises se préoccupent de questions liées à leur environnement immédiat et s'identifient aux personnes de leur environnement. Le soutien aux médias doit cibler des groupes, des mécènes et des sujets d'émission locaux pour impliquer plus fortement les communautés locales.
- (ii) *L'importance de la durabilité* : Les interventions ne devraient pas s'axer uniquement sur le développement de services de médias à l'intention des petites entreprises mais concerner aussi d'autres contraintes importantes qui, au sein du système médiatique, limitent l'expansion des médias ciblant les petites entreprises. Il faudra donc travailler avec de nombreux acteurs au sein de ce système (chercheurs, agences de publicité et formateurs aux relations avec les médias).
- (iii) *L'importance du travail dans le cadre du système de médias existant* : Les interventions doivent veiller à soutenir la croissance d'un secteur de la presse souvent fragile dans les pays en développement et non lui imprimer des distorsions. Il est donc essentiel de prévoir des activités qui se situent à la croisée du développement des PME et des impératifs des médias.
- (iv) *L'importance de la conformité aux bonnes pratiques en matière de médias et de journalisme* : Les bonnes pratiques supposent la séparation de l'origine du financement et du contenu éditorial, journalistique et informationnel des médias. Si de nombreux médias et journalistes existants acceptent des incitations financières pour modifier les programmes d'informations, les projets qui suivent cette approche renforcent des pratiques négatives qui contribuent à saper la qualité et l'intégrité des médias et, au final, leur capacité à jouer un rôle efficace dans le développement des petites entreprises.
- (v) *Le potentiel de reproduction et d'expansion des expériences* : Les interventions réussies auprès des médias pourront être reproduites et appliquées à une plus grande échelle dans les pays pourvu que les approches adoptées soient adaptables à des environnements commerciaux, économiques, culturels et institutionnels différents. L'expérience menée en Afrique montre qu'une activité réussie auprès des médias dans un pays (Ouganda) a pu être reproduite dans d'autres pays (Ghana et Zambie).

Références bibliographiques

“Review of Output and Impact of Pilot Mass Media-based Entrepreneurship Promotion Programme” (Projet), ILO, SIYB China, 2006.

“Social Marketing for better job quality in micro and small enterprises in Ghana”, SEED Working Paper No. 65.

“Marketing Decent Work to Micro and Small Enterprises: New Academy of Business”, exposé tenu à l'occasion d'un atelier du SEED de l'OIT.

“An Information Revolution for Small Enterprises in Africa: Experiences in Interactive Radio Formats”, SEED Working Paper No. 27.

“MSE radio programme listener survey”, SEMA Uganda, septembre 2004.

Notes

- ¹ Des travaux de recherche ont été menés en Afrique au Ghana, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe ; et en Asie, au Cambodge, Laos, Sri Lanka et Vietnam.
- ² On voit de plus en plus d'exemples de soutien à la création de stations de radio pour des communautés d'agriculteurs et de pêcheurs et à celle de journaux et d'annuaires professionnels.
- ³ On trouvera une vue d'ensemble de l'étude de cas dans « Integrating mass media in small enterprise development: current knowledge and good practice ».
- ⁴ On trouvera une vue d'ensemble de l'étude de cas dans « Integrating mass media in small enterprise development: current knowledge and good practice ».
- ⁵ La définition du marketing social qui sous-tendait la campagne menée au Ghana était : « l'application de technologies de marketing commercial à l'analyse, la planification, l'exécution et l'évaluation de programmes conçus pour influencer le comportement volontaire de publics ciblés afin d'améliorer leur bien-être et celui de la société », cité dans « Integrating mass media in small enterprise development: current knowledge and good practice », Employment Working Paper, No. 2, ILO (2003), Andreasen, A.R., Marketing Social Change, 1995.
- ⁶ On trouvera une vue d'ensemble de l'étude de cas dans « Integrating mass media in small enterprise development: current knowledge and good practice ».
- ⁷ On trouvera une vue d'ensemble de l'étude de cas dans « Integrating mass media in small enterprise development: current knowledge and good practice ».

6. Organisation mondiale de la santé

CAMPAGNE MONDIALE : Le rôle de la communication dans la lutte contre l'épidémie de tabagisme

6. Organisation mondiale de la santé

Mandat de l'Organisation

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est l'autorité directrice et coordinatrice dans le domaine de la santé au sein du système des Nations Unies. Elle joue un rôle de chef de file pour les questions mondiales de santé et elle a pour mandat, conformément aux articles 1 et 2 de sa Constitution, d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible".¹

Principes fondamentaux de l'action de l'OMS

Les principes fondamentaux de l'Organisation sont notamment: la santé pour tous ; les objectifs du Millénaire pour le développement ; une approche des problèmes de santé en termes de systèmes de santé, ainsi qu'une approche solide fondée sur des données probantes afin d'identifier les défis et donner des orientations pour y faire face.

Grandes orientations stratégiques de l'OMS

L'OMS porte ses efforts sur la réalisation de deux objectifs primordiaux:

- *Promouvoir le développement sanitaire* : L'organisation travaille à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, à prévenir et traiter les maladies chroniques et à s'attaquer aux maladies tropicales négligées. Le renforcement des systèmes de santé et des soins de santé primaires pour répondre aux besoins des plus pauvres et des plus isolés est un élément central de la stratégie de santé et de développement de l'Organisation.
- *Favoriser la sécurité sanitaire* : L'OMS a un rôle prépondérant dans la gestion des flambées de maladies émergentes et à propension épidémique qui constituent l'une des principales menaces pour la sécurité sanitaire internationale. Ces flambées sont de plus en plus nombreuses, favorisées par des facteurs tels que l'urbanisation rapide, la mauvaise gestion de l'environnement, les modes de production et de commercialisation des aliments, et l'usage, voire le mauvais usage des antibiotiques. Un élément essentiel de la stratégie de l'Organisation consiste à fournir des informations sanitaires faisant autorité pour permettre l'élaboration de normes et de critères, pour présenter des options politiques fondées sur des données probantes et suivre l'évolution de la situation sanitaire mondiale.

Pour la réalisation de ces objectifs, le plan stratégique à moyen terme 2008-2013² prévoit les 13 priorités suivantes :

1. Réduire la charge sanitaire, sociale et économique des maladies transmissibles ;
2. Combattre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ;
3. Prévenir et réduire les maladies, l'incapacité et la mortalité prématurée liée aux affections chroniques non transmissibles, aux troubles mentaux, à la violence et aux traumatismes, et à la déficience visuelle ;
4. Réduire la morbidité et la mortalité et améliorer la santé aux principaux stades de la vie (grossesse, accouchement, période néonatale, enfance et adolescence compris) tout en améliorant la santé sexuelle et génétique et en permettant à tous les individus de vieillir en restant actifs et en bonne santé ;
5. Réduire les effets sur la santé des situations d'urgence, des catastrophes, des crises et des conflits, ainsi que leurs effets sociaux et économiques ;
6. Promouvoir la santé et le développement et prévenir ou réduire les facteurs de risque pour la santé associés au tabac, à l'alcool, aux drogues et à l'usage d'autres substances psychoactives, à une alimentation déséquilibrée, à la sédentarité et aux rapports sexuels à risque ;

7. Traiter les déterminants sociaux et économiques de la santé à travers des politiques et des programmes qui accroissent l'équité en santé et intègrent des approches favorables aux pauvres, respectueuses des différences entre les sexes et fondées sur les droits de l'homme ;
8. Promouvoir un environnement plus sain, développer la prévention primaire et infléchir les politiques publiques dans tous les secteurs, de façon à s'attaquer aux causes sous-jacentes des menaces pour la santé liées à l'environnement ;
9. Améliorer la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité des approvisionnements alimentaires tout au long de la vie et à l'appui de la santé publique et du développement durable ;
10. Améliorer les services de santé en améliorant la gouvernance, le financement, le recrutement et la gestion, en s'appuyant sur des données factuelles et des recherches fiables et accessibles ;
11. Elargir l'accès aux technologies et produits médicaux et en améliorer la qualité et l'utilisation ;
12. Jouer un rôle de chef de file, renforcer la gouvernance et encourager les partenariats et la collaboration avec les pays, le système des Nations Unies et d'autres partenaires pour que l'OMS s'acquitte de la tâche qui lui incombe dans la réalisation du programme mondial d'action sanitaire énoncé dans le onzième programme général de travail ; et
13. Faire en sorte que l'OMS soit et demeure une organisation flexible, en apprentissage constant, qui s'acquitte de façon plus efficace et plus efficiente de son mandat.

Pourquoi avoir intégré la communication pour le développement dans le travail de l'OMS

Sans nécessairement les qualifier d'initiatives de communication pour le développement, l'OMS considère que les activités de communication sont un élément essentiel de ses programmes, et que ces activités sont déterminantes pour la réalisation de ses objectifs à plus long terme, qu'il s'agisse de développement ou d'action humanitaire.

Principes directeurs de la communication pour le développement

La communication de l'OMS repose sur les grands principes suivants:

- le travail de communication doit s'appuyer sur des données probantes et des communications reposant sur des informations factuelles ;
- il s'agit de communiquer sur les problèmes de santé, les solutions possibles et de préciser le rôle de l'OMS à propos d'une question donnée ;
- il convient de travailler avec toute une série de partenaires, notamment la société civile, les gouvernements nationaux et les organismes régionaux et mondiaux ;
- l'écoute et l'observation sont au coeur du travail de communication de l'OMS ; et
- les participants aux programmes ne sont pas des récepteurs passifs de l'information.

Approche de la communication pour le développement

- faire en sorte que toutes les initiatives de communication correspondent à des objectifs de programme ;
- avoir recours, dans la mesure du possible, à un éventail d'approches de communication pour le développement – notamment les activités de plaidoyer, la mobilisation sociale, et les communications médiatiques ;
- utiliser l'information relative à la santé publique, la recherche et les données factuelles comme base des initiatives de communication ;
- faire en sorte que la communication à double sens et le dialogue avec les communautés et les autres partenaires soient au coeur de toutes les activités de communication ;
- dans la mesure du possible, évaluer le travail de communication pour regarder au-delà des produits de communication et mesurer les résultats et l'impact des objectifs de santé, et
- renforcer les capacités des pays afin qu'ils puissent communiquer efficacement sur les questions de santé.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement à l'OMS

Depuis 2008, le département central de la communication au cabinet de la Directrice générale est officiellement chargé de la communication pour le développement. Aucun membre du personnel n'est nommé au titre de cette activité, et il n'y a pas de ressources financières allouées à la communication pour le développement, qui est pourtant désormais l'approche standard pour les grandes activités de communication dans le cadre des programmes. Au Siège, les membres du personnel font de plus en plus appel aux approches de la communication pour le développement – sans nécessairement utiliser ce terme. Cette institutionnalisation croissante de la communication pour le développement s'explique par: (i) une formation régulière en matière de communication tant des chargés de communication que des responsables techniques ; (ii) une plus grande participation aux activités de communication de la part du personnel technique, doté d'une connaissance approfondie de la programmation du développement ; et (iii) un processus d'approbation des activités et des produits de communication respectueux de l'approche de la communication pour le développement.

Personne à contacter à l'OMS

Gaya Manori Gamhewage, Chef d'équipe, Communication institutionnelle, Département de la communication, gamhewageg@who.int

Notes

- ¹ L'Assemblée générale des Nations Unies a ratifié la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé (1948) <http://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/EN/constitution-en.pdf>
- ² Plan stratégique à moyen terme de l'OMS 2008-2013; http://apps.who.int/gb/e/e_amtsp3.html

CAMPAGNE MONDIALE : Le rôle de la communication dans la lutte contre l'épidémie de tabagisme

- Mettre en oeuvre des appuis politiques et sociaux pour transformer une question de santé publique en une préoccupation mondiale ;
- Prôner une réponse mondiale coordonnée dans la lutte contre le tabagisme ; et
- Mobiliser un soutien en faveur d'une législation internationale.

Contexte général

La consommation de tabac est la cause principale de décès évitables et on estime qu'elle tue chaque année plus de cinq millions de personnes. ¹ Si les tendances actuelles se confirment, le tabac fera chaque année plus de 8 millions de victimes d'ici 2030, 80% de ces décès prématurés survenant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le tabac pourrait faucher un milliard de vies d'ici la fin du siècle si des mesures ne sont pas prises d'urgence.

Le tabac a également des coûts économiques dévastateurs. Les pays subissent d'énormes pertes financières du fait des lourdes dépenses de santé et de la faible productivité qu'entraînent les maladies liées au tabac et les décès prématurés. On estime que dans les pays à revenu élevé, les dépenses de santé liées au tabac représentent entre 6 et 15% des dépenses totales de santé. ³ Tabac et pauvreté sont inextricablement liés. Des études montrent que dans certains pays à faible revenu les ménages les plus pauvres consacrent jusqu'à 10% de leurs dépenses au tabac. ⁴ Le résultat étant que les familles disposent de ressources moindres pour satisfaire leurs besoins essentiels tels que la nourriture, l'éducation ou les soins. Outre ses effets directs sur la santé, le tabac est responsable de la malnutrition, de l'augmentation des dépenses de santé et de décès prématurés. Il contribue à l'accroissement de l'analphabétisme puisque des ressources qui auraient pu être consacrées à l'éducation servent à l'achat de tabac. Les chercheurs ont largement négligé le rôle du tabac dans l'aggravation de la pauvreté.

Pourquoi ce projet ?

Le tabagisme est un problème de santé majeur et un défi permanent pour le développement. Propulsée par une industrie multinationale, mue par le profit et favorisée par le caractère dépendogène de la nicotine, l'épidémie s'est rapidement répandue des pays développés aux pays en développement où vivent près des deux tiers des fumeurs mondiaux. Les approches traditionnelles, médicales ou de santé publique, se sont avérées largement inefficaces contre une industrie du tabac puissante, à l'influence transnationale et aux ressources immenses.

Dans les années 1990, la généralisation de la consommation de tabac était une cause majeure de décès prématurés. Tous les efforts pour enrayer l'épidémie mondiale de tabagisme étaient restés vains. La mondialisation affaiblissait les efforts des pays pour lutter contre la consommation de tabac. Les modèles médicaux et les méthodes traditionnelles de santé publique n'étaient pas de taille à contrecarrer une industrie du tabac puissante, à l'influence transnationale et aux ressources immenses. Face à cette épidémie croissante de tabagisme, l'OMS s'est donnée pour objectif l'élaboration et l'adoption d'un traité international comme instrument essentiel de la lutte antitabac.

Approche de mise en oeuvre

Pour la première fois depuis sa création, l'OMS a décidé d'invoquer l'article 19 de sa Constitution qui permet à l'Organisation d'adopter des traités, afin de faire barrage à l'épidémie de tabagisme et sauver des millions de vies chaque année. Le double objectif était le renforcement de la capacité du Secrétariat à faire face à l'épidémie par la mise en

place de l'Initiative pour un monde sans tabac et d'autre part, de concert avec les États Membres, le lancement d'une série complexe d'activités en vue de l'élaboration d'un traité international (la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac). Pour réaliser ces objectifs, différents projets et activités liés les uns aux autres ont été élaborés, faisant appel à de multiples interventions : programmatiques, juridiques, de plaidoyer et de lobbying, qui s'appuyaient sur différentes formes de communication.

Les partenaires du projet

La collaboration interinstitutions a joué un rôle essentiel dans le succès de cet effort, et l'OMS a travaillé en étroit contact avec plusieurs organisations internationales, notamment la FAO, l'OIT, l'UNICEF et la Banque mondiale. D'autres alliances importantes ont été renforcées avec les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et l'Association canadienne de santé publique afin de mettre en place un système de suivi de la lutte antitabac. Le Global Youth Tobacco Survey ou enquête GYTS (enquête sur le tabagisme chez les jeunes scolaires) a été l'un des premiers mécanismes mis en place dans le cadre de cette initiative, et il constitue la pierre angulaire du Système mondial de surveillance du tabagisme (Global Tobacco Surveillance System). La Fondation des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux ont fourni une part très importante des fonds nécessaires. Les partenariats avec la société civile ont joué un rôle essentiel. Un réseau mondial d'ONG a créé l'Alliance pour la Convention-cadre qui est devenue l'un des principaux participants non étatiques à ce processus, et a encouragé la société civile à intervenir dans ce domaine. L'alliance des ONG a installé une horloge indiquant minute par minute le nombre de décès liés au tabac depuis le début des pourparlers ('death clock') sous les yeux des délégués qui travaillaient à l'élaboration du traité. Elle a aussi publié un bulletin quotidien et distribué des prix pendant les négociations, tout en menant une action de sensibilisation à travers les médias pour soutenir le processus.

Instruments de la communication pour le développement

Dès le départ, il a été décidé que la communication, notamment les activités de plaidoyer, serait intégrée aux stratégies visant à sensibiliser les pays à la nécessité de mettre en place une action coordonnée pour lutter contre le tabagisme et élaborer une convention-cadre. La mobilisation des soutiens politiques et sociaux a été essentielle pour transformer une question de santé publique en sujet de préoccupation mondiale. Les campagnes médiatiques et les activités de relations publiques ont ciblé les individus et les groupes qui, par leurs opinions et leurs ressources, étaient susceptibles d'infléchir les processus sociaux et politiques nécessaires au changement. Ceux-ci ont fortement contribué à des changements de connaissances, d'attitudes et de valeurs tout en mobilisant un soutien en faveur d'une législation internationale sans précédent. Cela a permis au niveau national une évolution des politiques et des normes sociales pour lutter contre l'épidémie. Constamment, l'accent a été mis sur la communication tout en la faisant évoluer en fonction des défis et des priorités.

(i) La Journée mondiale sans tabac

En mai 1988, lors du quarantième anniversaire de sa fondation, l'Assemblée mondiale de la Santé a lancé officiellement l'initiative de la Journée mondiale sans tabac, avec pour objectif de réduire le nombre de décès dus à des problèmes de santé liés au tabac.⁵ Cette initiative faisait suite à l'adoption de la résolution WHA 40.38 par les États Membres de l'OMS en 1987. La Journée mondiale sans tabac est célébrée le 31 mai et chaque année, une priorité fondée sur des données factuelles est choisie comme thème de la Journée.⁶ Chacun de ces thèmes fait l'objet d'une campagne mondiale conçue avec les partenaires. Cette campagne, adaptée aux contextes régionaux et nationaux, est lancée lors de la Journée mondiale sans tabac. Des champions de la lutte antitabac, qui vont d'anciens fumeurs aux maires de villes, présentent le thème retenu et des conférences de presse sont organisées dans le monde entier pour attirer l'attention du public sur des questions liées à ce thème. Les organisations de la société civile et les autres partenaires aident à mettre sur pied toute une série de manifestations qui se déroulent au même moment.

(ii) Suivi de la lutte antitabac

Depuis 2008, un rapport annuel sur les progrès accomplis en matière de lutte antitabac est lancé lors de la Journée mondiale sans tabac. Les conclusions de ce rapport sont largement diffusées aux niveaux mondial et national.

(iii) Création de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac

Les efforts de lutte antitabac se sont accélérés en 1998. L'une des premières actions de l'OMS a été de demander une interdiction totale de la publicité en faveur du tabac, des études ayant mis en évidence l'existence d'une relation entre l'exposition à la publicité et le fait de commencer à fumer. Cette même année était lancée une nouvelle stratégie de communication, visant à mobiliser un plus large soutien en faveur d'un cadre juridique mondial. Un an plus tard, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé demandait l'ouverture officielle de négociations et créait un organe intergouvernemental de négociation. La communication aux décideurs politiques, fondée sur les données factuelles de plus en plus nombreuses qui montrent l'impact de tabagisme, a été un élément important de soutien au processus de négociation, tout comme l'ont été des manifestations très médiatisées telles que la Journée mondiale sans tabac.

Les campagnes mondiales de communication ont été adaptées aux besoins nationaux et régionaux, en tenant compte de la contribution des différents partenaires. A tous les niveaux, il y a eu une mobilisation autour d'une série de manifestations. Les stratégies de communication ont à la fois ciblé et fait intervenir les gouvernements, les autorités publiques, notamment les ministres de la santé, les communautés, les ONG ainsi que des hommes, des femmes ou des enfants qui étaient soit consommateurs de tabac, soit la cible de la machine de marketing de l'industrie du tabac. Pendant les négociations à propos de la convention, un ancien fumeur a conçu une nouvelle image pour une campagne de plaidoyer – celle des orchidées en échange de cendriers. C'est cette image qui est à l'origine des 'orchid awards', ou prix orchidées, décernés par les ONG observateurs à ceux qui semblaient vouloir faire avancer la convention. Un 'cendrier sale' était remis à ceux qui paraissaient faire obstacle au progrès.

Quatre ans plus tard, l'Assemblée mondiale de la Santé adoptait la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, entrée en vigueur deux ans plus tard, en 2005. Fin 2009, plus de 160 Parties à la Convention-cadre de l'OMS, représentant 85 % de la population mondiale, avaient signé la Convention. Celle-ci est l'un des traités ayant recueilli la plus large adhésion dans l'histoire des Nations Unies et elle illustre la volonté politique mondiale de rendre la lutte antitabac plus globale et efficace.⁷

Contributions des approches de communication pour le développement

Faire progresser la lutte contre le tabagisme aurait été impossible sans une approche stratégique globale et à long terme, faisant appel à des mesures de santé publique, à la pression internationale, à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ainsi que toute une série d'initiatives en matière de communication. En 2008, l'OMS lançait un nouveau rapport marquant, qui fournissait la première analyse globale du tabagisme et de la lutte antitabac.⁸ Cette analyse a été effectuée par l'OMS sur la base des informations fournies par 179 États Membres. Elle donnait aux gouvernements et aux autres groupes une feuille de route pour inverser le cours de l'épidémie grâce à six mesures antitabac (MPOWER⁹) s'appuyant sur la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ce rapport constatait que malgré les progrès accomplis, aucun pays n'appliquait totalement les six mesures de lutte antitabac. Parmi les autres conclusions importantes du rapport, il apparaissait que: (i) 5 % seulement de la population mondiale vit dans des pays qui protègent totalement leur population en appliquant l'une quelconque des mesures fondamentales visant à réduire la consommation de tabac ; (ii) à l'échelle mondiale, les recettes fiscales perçues sur le tabac sont 500 fois supérieures aux sommes dépensées par les pouvoirs publics pour lutter contre le tabagisme ; (iii) l'épidémie touche maintenant le monde en développement, où devraient survenir 80 % des 8 millions de décès annuels attribuables au tabac prévus d'ici 2030; et (iv) ce phénomène est le résultat d'une stratégie mondiale de l'industrie du tabac, qui cible les jeunes et les adultes dans les pays en développement afin de rendre mortellement dépendantes des millions de personnes chaque année. En particulier, le choix des jeunes femmes comme cibles est considéré comme l'un des faits potentiellement les 'plus inquiétants' pour la progression de l'épidémie.

Un second rapport mondial a été publié en 2009, axé sur la question des environnements sans tabac.¹⁰ Ce thème a été retenu en raison de la nocivité du tabagisme passif, auquel on attribue environ 600.000 décès prématurés par an, d'innombrables maladies invalidantes et des pertes économiques qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars chaque année.

Le rapport s'intéresse en particulier à l'Article 8 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, relatif à la protection contre l'exposition à la fumée du tabac. Parmi les principales conclusions du rapport, il est dit que:

- (i) en 2008, les lois imposant une interdiction totale de fumer couvraient plus de 5% de la population mondiale, contre 3% en 2007. Sept pays – la Colombie, Djibouti, le Guatemala, Maurice, le Panama, la Turquie et la Zambie – ont mis en oeuvre des lois interdisant totalement de fumer, portant le nombre de ces pays à 17;
- (ii) cinq nouveaux pays – Djibouti, l'Égypte, la Malaisie, Maurice et la République islamique d'Iran – respectent les meilleures pratiques en matière de mises en garde sanitaires sur les paquets et conditionnements de cigarettes ;
- (iii) trois nouveaux pays – Israël, les Emirats arabes unis et la Roumanie – proposent une aide complète au sevrage tabagique ;
- (iv) un seul pays – le Panama – a rejoint le petit groupe des pays qui interdisent toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage. Plus de 90% de la population n'est pas protégée contre les techniques de marketing de l'industrie du tabac ;
- (v) six nouveaux pays – l'Estonie, les Fidji, les Pays-Bas, la République Tchèque et les Seychelles – prélèvent des taxes sur le tabac qui représentent plus de 75% du prix de vente au détail ; et
- (vi) il est interdit de fumer dans 22 des 100 villes les plus peuplées du monde.

Les extraits du rapport 2009 sur la lutte antitabac indiquent que l'on continue à progresser. L'analyse des rapports nationaux fait apparaître que 85% des pays participants ont mis en place des équipes interministérielles pour la coordination de la lutte antitabac et que 80% d'entre eux ont interdit la vente de tabac aux mineurs.

Références

Historique de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Disponible à l'adresse suivante : http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241563925_eng.pdf.

Site de la Journée mondiale sans tabac:

<http://www.who.int/tobacco/wntd/2010/announcement/en/index.html> Tobacco Free Initiative (WHO):

<http://www.who.int/tobacco/en/index.html>.

Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac

<http://www.who.int/fctc/en/index.html>.

Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2008. Disponible à l'adresse suivante:

http://www.who.int/tobacco/mpower/mpower_report_forward_summary_2008.pdf

Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2009. Disponible à l'adresse suivante:

http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241563918_eng_full.pdf.

Notes

- ¹ Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2009.
- ² Ibid.
- ³ Prabhat Jha, Chaloupka F.J. 'Curbing the epidemic: Governments and the economics of tobacco control'. Washington, D.C, World Bank, 1999.
- ⁴ Les publications relatives à la Journée mondiale sans tabac 2004 s'appuient, entre autres, sur: 'Analysis of the Economics of Tobacco in Morocco. HNP Discussion Paper. Economics of Tobacco Control Paper No.7, Mars 2003. Aloui O et 'Smoking, Standard of Living, and Poverty in China International Development' pour Research Centre/Research Institute for Tobacco Control and the World Bank, Hu T, Mao Z, Liu Y (à paraître)
- ⁵ La résolution WHA42.19 de l'Assemblée Mondiale de la santé, adoptée en 1988, appelait à célébrer la Journée mondiale sans tabac le 31 mai
- ⁶ Au cours des dix dernières années, les thèmes suivants ont été retenus: 2000 – Le tabac tue, ne soyez pas dupes; - 2001 – La fumée des autres tue; 2002 – Le sport sans tabac; 2003 – Cinéma sans tabac, mode sans tabac; 2004 – Tabac et pauvreté, un cercle vicieux; 2005 – Les professionnels de la santé contre le tabac; 2006 Le tabac : mortel sous toutes ses formes; 2007 – Des espaces sans tabac; 2008 – Jeunesse sans tabac; 2009 – Les mises en garde sanitaires; 2010 – Tabac et appartenance sexuelle : la question du marketing auprès des femmes.
- ⁷ Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2009.
- ⁸ Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2008. Disponible à l'adresse suivante http://www.who.int/tobacco/mpower/mpower_report_forward_summary_2008.pdf http://www.who.int/tobacco/mpower/mpower_english.pdf.

7. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

LESOTHO : Le dialogue communautaire,
catalyseur du changement

7. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Mandat de l'organisation

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), partenariat novateur des Nations Unies, a été créé en 1994, par résolution du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies (Résolution 1994/24¹), pour guider et mobiliser le monde en vue de réaliser l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH. Aujourd'hui, l'ONUSIDA est composée d'un Secrétariat et de 10 Organismes coparrainants du système des Nations Unies². Elle a pour mission de fournir un leadership technique, d'élaborer l'information stratégique, de nouer des partenariats, de mobiliser des ressources et d'apporter son soutien à des actions de suivi et d'évaluation sur des questions relatives au VIH. En 2001, l'ONUSIDA a organisé la première Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) sur le VIH/sida concernant un problème de santé de portée mondiale. Les 189 États membres signataires de la Déclaration de l'UNGASS se sont engagés à mettre en œuvre un plan d'action et à soumettre un rapport annuel de leurs activités à l'Assemblée générale des Nations Unies pendant dix ans. La Déclaration politique sur le VIH/sida (2006), soutenue par l'ONUSIDA, a réitéré les engagements des pays à intensifier leur riposte nationale au sida et à déployer des efforts plus soutenus en vue de l'objectif de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH. L'ONUSIDA est dirigée par un Conseil de Coordination du Programme (CCP), qui comprend des représentants de 22 gouvernements provenant de toutes les régions géographiques, les Coparrainants de l'ONUSIDA et cinq représentants d'organisations non gouvernementales, parmi lesquelles des associations de personnes vivant avec le VIH. Le Secrétariat du programme commun gère les bureaux de l'ONUSIDA dans plus de 80 pays, ainsi que des Équipes d'appui aux régions dans 7 régions. L'ONUSIDA met l'expertise multisectorielle et le pouvoir de mobilisation des Nations Unies au service du soutien concerté de ripostes inclusives, fondées sur les droits humains et sur des preuves éclairées dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Principes de base de l'action de l'ONUSIDA

Objectifs du Millénaire pour le développement ; approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme (HRBA) ; Déclaration d'engagement sur le VIH/sida (2001) ; Déclaration politique sur le VIH/sida (2006) et Résolution 1308 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2000). Vision de l'ONUSIDA : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. »

Principaux domaines d'action stratégiques de l'ONUSIDA

L'ONUSIDA encourage les pays à 'Connaître votre épidémie et la riposte engagée' et à adopter des approches de la programmation inclusives, éclairées par des données probantes et fondées sur le dialogue afin qu'ils puissent adapter et intensifier leur ripostes pour répondre aux besoins réels de communautés affectées par le VIH. En 2010, l'ONUSIDA a adopté la nouvelle « Stratégie de l'ONUSIDA 2011-2015 : Objectif : zéro. »³

Cette stratégie vise à favoriser les progrès accomplis à l'échelle mondiale vers la réalisation des objectifs fixés par les pays en faveur de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH, ainsi qu'à stopper et inverser la propagation du VIH et à contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Considérant la riposte au sida comme un investissement à long terme, elle entend révolutionner la prévention

du VIH, favoriser l'émergence d'un traitement, de soins et d'un appui de nouvelle génération et promouvoir les droits humains et l'égalité des sexes.

Les objectifs de la stratégie de l'ONUSIDA à l'horizon 2015 sont les suivants :

- réduction de moitié de la transmission sexuelle du VIH, y compris parmi les jeunes, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et dans le contexte du commerce du sexe ;
- élimination de la transmission verticale du VIH et réduction de moitié des décès maternels liés au sida ;
- prévention de toutes les nouvelles infections à VIH parmi les personnes qui consomment des drogues ;
- accès universel au traitement antirétroviral pour les personnes vivant avec le VIH admissibles au traitement ;
- réduction de moitié des décès imputables à la tuberculose des personnes vivant avec le VIH ;
- prise en compte des personnes vivant avec le VIH et des ménages affectés par le virus dans toutes les stratégies nationales de protection sociale et fourniture d'un accès aux soins essentiels et à l'appui pour ces populations ;
- réduction de moitié du nombre de pays dotés de lois et de pratiques punitives concernant la transmission du VIH, le commerce du sexe, la consommation de drogues ou l'homosexualité qui font obstacle à l'efficacité des ripostes ;
- suppression des restrictions à l'entrée, au séjour et à la résidence liées au VIH dans la moitié des pays imposant de telles restrictions ;
- prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des filles en rapport avec le VIH dans la moitié au moins de l'ensemble des ripostes nationales au VIH ;
- tolérance zéro en matière de violence sexiste.

La Stratégie de l'ONUSIDA constitue, pour le Programme commun, une feuille de route, avec des objectifs concrets qui jalonnent le chemin vers la concrétisation de la vision de l'ONUSIDA : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. »

Raisons justifiant d'intégrer la communication pour le développement dans l'action de l'ONUSIDA

L'ONUSIDA n'est pas un organisme d'exécution, mais un programme commun novateur des 10 Coparrainants de l'ONUSIDA. Ainsi, les approches de la communication pour le développement (C4D) adoptées par l'ONUSIDA sont menées à la fois par le Secrétariat et les Organismes coparrainants et ciblées sur les défis que pose la pandémie du sida. Le VIH est un rétrovirus que l'on sait aujourd'hui traiter, mais non guérir ni prévenir. Ses modes de transmission sont très variables, tant à l'intérieur d'un même pays que d'un pays à l'autre. Dès le début, toutefois, les personnes les plus exposées au risque d'infection à VIH ont été les professionnel(le)s du sexe et leurs clients, les consommateurs de drogues, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, de même que les personnes ayant des relations sexuelles non protégées avec de multiples partenaires ou dont le partenaire régulier avait eu des relations de cette nature. En conséquence, pour pouvoir répondre efficacement au VIH, les communautés, les responsables de la mise en œuvre de programmes de développement et les décideurs ont dû aborder des sujets, comme la sexualité, le genre, la consommation de drogues et d'alcools et autres thèmes sensibles. Faire face aux inégalités, aux violations des droits de l'homme, à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH occupe une place centrale dans l'action de l'ONUSIDA. En outre, si le VIH est un problème de santé, les dimensions d'ordre social, économique, spirituel et politique qu'il revêt exigent une riposte stratégique et coordonnée, à plusieurs niveaux, nécessitant d'y associer les cœurs, les esprits et les actes de tous. Toutes les formes de communication et, en particulier, de communication pour le développement, font partie intégrante des programmes efficaces de réponse au VIH⁴. Plaidoyer, communication et mobilisation sociale sont, de fait, des éléments clés de toute action visant à informer sur le VIH, promouvoir ou vendre la mise à disposition de services en rapport avec le VIH, et impliquer des communautés et des organisations dans la création d'environnements plus favorables, aptes à favoriser et pérenniser un accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH.

Principes directeurs de la communication pour le développement

- Droits de l'homme, notamment équité, rejet de l'exclusion, transparence et responsabilisation ;
- Prise en compte des questions de genre ;
- Élaboration de politiques fondées sur des données probantes et amélioration des programmes ;
- Implication totale des communautés affectées et participation accrue des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida (GIPA)⁵
- Création de partenariats interdisciplinaires et intersectoriels ; et
- Solidarité avec les personnes les plus vulnérables ; rôle de porte-parole des personnes sans moyen d'expression.

Approche de la communication pour le développement

L'ONUSIDA utilise et favorise la communication pour le développement (C4D) en constituant et diffusant des éléments probants à l'appui des orientations programmatiques à conduire et des débats sur les actions politiques à mener, en utilisant les supports de médias populaires pour démystifier le VIH et impliquer le public le plus large possible, en établissant le lien entre les données statistiques et les personnes qui se cachent derrière les chiffres – c'est-à-dire en mettant un visage sur les données et les problèmes clés⁶, en créant des plates-formes de dialogue et de débat destinées à réunir différentes parties prenantes pour des échanges d'expériences en temps réel, depuis des consultations nationales sur l'accès universel jusqu'à des sites communautaires en ligne, comme AIDS space⁷. AIDSspace.org est un site communautaire en ligne conçu pour relier des personnes, partager des connaissances, fournir des services aux 33,4 millions de personnes qui vivent avec le VIH et aux millions d'autres qui participent à la riposte au sida.

Le Secrétariat et les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA identifient les problèmes à explorer et pilotent la réflexion pour stimuler le débat sur la santé et le développement à l'échelon mondial, régional et national. Les stratégies transversales définies par l'ONUSIDA pour aider les pays à atteindre des résultats dans les 10 domaines prioritaires sont les suivantes : (i) intégrer la planification et l'action dans les politiques nationales de développement et les cadres de responsabilité au sens large ; (ii) optimiser l'appui des Nations Unies pour les demandes de subventions au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial ; (iii) améliorer la génération, l'analyse et l'utilisation d'informations pays par pays, notamment par le biais de la mobilisation de sources novatrices ; (iv) évaluer et réaligner la gestion des programmes d'assistance technique ; (v) élaborer des messages communs pour un engagement politique, un leadership, un développement et un plaidoyer soutenus ; et (vi) élargir et renforcer l'engagement aux côtés des communautés, de la société civile et des réseaux de personnes vivant avec le VIH à tous les échelons de la riposte.

Ressources humaines et financement de la communication pour le développement par l'ONUSIDA

Les activités relevant de la communication pour le développement (C4D) sont intégrées dans les budgets-plans de travail des agences et des équipes du Secrétariat tout au long du programme.

Personne à contacter à l'ONUSIDA

Mikaela Hildebrand, Communications Officer, hildebrandm@unaids.org

Notes

- ¹ Nations Unies, Conseil économique et social (ECOSOC), Résolution 1994/24 : http://data.unaids.org/pub/ExternalDocument/1994/ecosoc_resolutions_establishing_unaids_en.pdf
- ² Les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA sont le HCR, l'UNICEF, l'ONUDC, l'UNESCO, l'OIT, le PNUD, le FNUAP, le PAM, l'OMS, la Banque mondiale.
- ³ UNAIDS 2011-2015 Strategy: Getting to Zero [Stratégie de l'ONUSIDA 2011-2015 – Objectif : zéro]. http://www.unaids.org/en/media/unaids/contentassets/documents/unaidspublication/2010/JC2034_UNAIDS_Strategy_en.pdf
- ⁴ HIV/AIDS & Communication for Behavior and Social Change: Programme Experiences, Examples and the way forward, ONUSIDA, 2001, p.6. http://data.unaids.org/publications/IRC-pub02/jc627-km117_en.pdf
- ⁵ The Greater Involvement of People Living with HIV (GIPA) [Participation accrue des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida] : http://data.unaids.org/pub/BriefingNote/2007/jc1299_policy_brief_gipa.pdf
- ⁶ ONUSIDA, 2010, OUTLOOK REPORT [Rapport OUTLOOK de l'ONUSIDA], Genève http://data.unaids.org/pub/Outlook/2010/20100713_outlook_report_web_en.pdf
- ⁷ AIDS Space, <http://www.aidsspace.org/home.php>.

LESOTHO : Le dialogue communautaire, catalyseur du changement

- Générer l'appropriation des résultats de la recherche par les différents groupes locaux et nationaux ;
- Susciter la confiance dans le processus de recherche et les actions programmatiques qui s'ensuivront à l'échelon local ; et
- Intégrer les partenariats en tant qu'éléments clés du plan stratégique national d'action sur le sida.

Le contexte

Le Royaume du Lesotho est un pays entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud qui compte 1,8 million d'habitants. Avec l'un des taux de prévalence du VIH les plus élevés¹ et une espérance de vie qui, de 60 ans en 1992, est tombée à 43 ans en 2007², il figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Dans le classement le plus récent de 182 pays selon l'Indicateur du développement humain (IDH), le Lesotho occupe la 156^e place.³ Le taux de prévalence du VIH chez les adultes est passé de 4 % en 1993 à 23,2 % en 2004.⁴ D'après les estimations relatives à la prévalence par âge et par sexe, 43,3 % des femmes âgées de 35 à 39 ans au Lesotho vivent avec le VIH.⁵ Avant que la pandémie n'ait atteint de telles proportions, le gouvernement du Lesotho avait déclaré le VIH catastrophe nationale, lancé un plan stratégique national d'action sur le sida et établi une Commission nationale du sida chargée de superviser la mise en œuvre du plan.⁶ Depuis lors, une nouvelle stratégie nationale globale de lutte contre le sida a été élaborée avec l'appui de l'Équipe conjointe des Nations Unies sur le sida. L'épidémie de VIH est souvent décrite comme le problème de développement le plus urgent auquel le pays est confronté. Si 92 % des jeunes, au Lesotho, ont entendu parler du sida, seuls 18 % des hommes et 26 % des femmes entre 15 et 24 ans possèdent à la fois des connaissances exactes sur les moyens d'éviter la transmission sexuelle du VIH et rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du VIH.⁷

Les raisons d'être du projet

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a prêté son concours aux efforts visant à arrêter l'épidémie dans la région en organisant une rencontre d'experts à Maseru, en mai 2006. L'une des principales conclusions qui est ressortie de ce groupe de réflexion a été que les partenariats sexuels multiples et parallèles étaient le principal moteur de l'épidémie dans la région. Selon une enquête réalisée en 2007, 16 % de femmes et 36 % d'hommes avaient plus d'un partenaire sexuel régulier.⁸ D'après cette même enquête, 11 % de femmes et 27 % d'hommes avaient eu des rapports sexuels avec plusieurs partenaires au cours du mois écoulé. Dans un pays où la prévalence du VIH chez les hommes et les femmes, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartenaient en termes de revenu, d'éducation et de migration, était supérieure ou égale à 15 % en 2004⁹, il était urgent d'agir pour améliorer la communication sur le VIH.

En 2008, l'ONUSIDA a mené, de concert avec la Commission nationale du sida (NAC) du Lesotho et avec Family Health International (FHI), une étude qualitative dans cinq communautés dans le but de parvenir à une connaissance plus approfondie : (i) des facteurs sociaux, économiques et culturels qui interviennent dans la décision d'un individu d'avoir des rapports sexuels avec de multiples partenaires ; et (ii) la perception qu'ont ces individus du risque d'infection à VIH auquel il s'expose en adoptant ces comportements.

La mise en œuvre

L'idée de l'étude *Gender and Multiple and Concurrent Sexual Partnerships* a vu le jour début 2007 et le financement du projet a été approuvé à la fin de cette même année. Un élément essentiel de la conception de l'étude était le volet relatif à un engagement communautaire global articulé autour de sessions communautaires de dialogue et d'évaluation dans les communautés choisies. L'objectif était de favoriser la participation et l'adhésion des communautés au processus de recherche et d'accroître l'acceptabilité des résultats obtenus. Les équipes de recherche ont été formées en janvier 2008,

et les mois de février et mars ont été consacrés à l'expérimentation et au réglage des outils de recherche. La collecte des données et leur analyse se sont déroulées entre avril et septembre. Les sessions d'évaluation à l'échelon national ont débuté en octobre 2008, suivies, en novembre et décembre, de sessions de dialogue et d'évaluation à l'échelon des districts et des communautés.

Pendant toute la durée du processus de mise en œuvre, l'équipe en charge de l'étude a tenu informé le Groupe thématique élargi des Nations Unies sur le VIH et le sida, composé de partenaires clés responsables de la mise en œuvre de la riposte du Lesotho au sida. Cette équipe a donc été en contact permanent avec les organisations présentes dans le pays qui oeuvrent à l'instauration de programmes de communication pour le changement social ciblant les partenariats sexuels multiples et parallèles.

Les partenaires du projet

Un partenariat stratégique a été créé avec la Commission nationale du sida (NAC) pour agir en qualité d'instance de coordination de la riposte du Lesotho au sida. La Commission nationale du sida possédant des bureaux dans 10 districts du Lesotho, ses membres ont pu aisément associer les principales parties prenantes du district à chaque phase de l'étude. Bénéficiant des structures existantes, l'équipe de projet est parvenue à impliquer les représentants des administrations locales dès la phase initiale en leur donnant l'occasion d'agir sur le processus et d'apporter leurs idées et leurs commentaires sur les conclusions de l'étude.

Le partenariat avec Family Health International (FHI) a été établi avec l'aide du coordinateur du Plan d'urgence du Président des Etats-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) au Lesotho. L'importance d'entreprendre une recherche formative sur les partenariats multiples et parallèles a été évoquée lors de discussions qui ont eu lieu au sein du Groupe thématique élargi des Nations Unies sur le VIH et le sida. Alors qu'ils avaient envisagé la possibilité de mener ce projet indépendamment l'un de l'autre, l'ONUSIDA et le PEPFAR sont convenus qu'un partenariat pour sa mise en œuvre du projet leur permettrait de faire un meilleur emploi de leurs ressources. Le PEPFAR a fait appel à FHI et à son savoir-faire technique en matière de méthodes de recherche qualitative à grande échelle et d'analyse collaborative.

La stratégie d'engagement communautaire

La stratégie d'engagement communautaire a comporté trois grandes phases :

Durant la première phase, qui est intervenue cinq mois avant le démarrage de l'étude, une visite a été effectuée dans six districts. Dans chacun d'eux, des discussions informelles avec les parties prenantes essentielles ont eu lieu pour examiner la faisabilité de la mise en œuvre de cette étude à l'échelon local. A l'issue de cette phase, cinq districts ont été retenus comme sites de recherche.

La deuxième phase, qui s'est déroulée deux semaines avant le démarrage de l'étude, a consisté en des rencontres avec les parties prenantes des districts et des communautés organisées de concert avec les spécialistes de l'appui technique de la Commission nationale du sida. Conduites sous la direction du coordonnateur de projet sur le terrain, les discussions ont porté sur le contenu et la gestion de l'étude, mais elles ont aussi donné lieu à des échanges de vue plus larges sur les facteurs considérés comme les principaux moteurs de l'épidémie et sur les groupes considérés comme les principaux groupes à risque dans les districts.

Une fois achevée l'analyse préliminaire des données par l'équipe de recherche, la dernière phase du processus d'engagement communautaire a été consacrée à des sessions de dialogue communautaire. Ces sessions avaient un double objectif : donner aux membres des districts et des communautés la possibilité de réfléchir sur les conclusions de l'étude et valider l'analyse et l'interprétation qui en avaient été faites par l'équipe.

Dialogue communautaire : les grandes lignes de l'approche

L'équipe de recherche, composée de 10 assistants basothos, du coordonnateur de l'ONUSIDA et de l'assistant technique de FHI, a mis au point les outils appelés à être utilisés pour les sessions de dialogue dans les districts et les communautés. Ce travail de mise au point a été coordonné par un expert de l'UNICEF spécialisé dans les méthodes et outils d'évaluation rurale participative (PRA). La collaboration entre l'expert et les assistants lors des 30 groupes de discussion qu'ils ont animés et des 92 entretiens approfondis qu'ils ont menés pendant toute la durée de l'étude s'est avérée extrêmement profitable. Les outils d'évaluation rurale participative ont été adaptés en fonction de l'objectif spécifique des dialogues communautaires qui avait été défini par l'équipe de recherche, en l'occurrence 'faire en sorte d'obtenir une description complète des partenariats sexuels multiples et parallèle au Lesotho'.

Entre 736 et 836 personnes ont pris part aux sessions d'évaluation : 500-600 à l'échelon national, 118 à l'échelon des districts (avec 23 participants en moyenne à chaque rencontre), et 128 à l'échelon communautaire (avec 26 participants en moyenne à chaque rencontre).

La langue la plus couramment employée lors des discussions dans les districts et les communautés a été le sesotho. A l'échelon des districts, l'équipe de recherche s'est appuyée sur des présentations Power Point pour décrire l'étude et exposer les résultats préliminaires. A l'échelon des communautés, l'équipe a adopté des techniques plus interactives pour exposer les résultats techniques, notamment des diagrammes à secteurs avec des éléments mobiles et une visualisation des réseaux sexuels, et expliquer la dynamique de transmission du VIH. Dans les deux cas, après l'exposé des résultats, les participants étaient répartis en sous-groupes en vue de discussions guidées, comme dans le cadre de groupes de réflexion, de façon à pouvoir recueillir leurs réactions et leurs commentaires sur les résultats. Les discussions guidées comportaient deux volets à l'échelon du district et quatre volets à l'échelon communautaire :

- des codes correspondant aux 12 thèmes dominants de l'étude étaient inscrits sur des cartes séparées. Chaque code y était décrit sur la base des définitions élaborées par l'équipe de recherche. Les participants étaient conviés à exprimer leur accord ou désaccord avec ces définitions et à justifier leur position ; et
- de courts extraits de comptes rendus étaient lus successivement et les participants étaient invités à identifier le code correspondant à ce qui venait d'être lu. Les extraits utilisés dans chaque district provenaient de comptes rendus issus de ce district. Un choix minutieux était fait de chaque extrait pour éviter que ne soient divulguées dans le domaine public des informations susceptibles de permettre une identification.

En outre, dans les rencontres à l'échelon communautaire, les cartes de code étaient exposées de façon à être visibles par tous. Chaque participant était convié à désigner la carte qui, selon lui, indiquait la raison majeure pour laquelle des personnes avaient des rapports sexuels parallèles avec plusieurs partenaires ; le groupe était, ensuite, invité à définir collectivement une raison pour laquelle des personnes avaient des rapports sexuels parallèles avec plusieurs partenaires en attribuant à chaque code un degré d'importance (important, relativement important, très important).

Avec l'autorisation des participants, les discussions étaient enregistrées et les travaux produits par les groupes étaient photographiés. Puis les participants étaient de nouveau réunis en séance plénière et un rapporteur était chargé d'exposer les points clés évoqués dans son sous-groupe. Pour clore la rencontre, l'animateur posait une dernière question aux participants : « Si vous aviez une minute pour vous adresser aux membres de votre communauté, quels conseils leur donneriez-vous pour prévenir la propagation du VIH ? »

Les données recueillies lors des sessions de dialogue à l'échelon des districts et des communautés ont été analysées, puis présentées à un groupe de partenaires chargés de la mise en œuvre à l'échelon national. Les résultats ont également été incorporés dans le rapport final d'étude. Si les sessions menées à l'échelon communautaire ont permis d'ajuster la définition de quelques codes, elles ont surtout démontré que les membres des communautés étaient disposés à discuter de sujets qui étaient très rarement évoqués, car souvent considérés comme tabous. Pendant toute la durée du processus, il est ressorti clairement que la participation des communautés, lorsque l'occasion leur en était donnée, permettait de

rassembler des indications précieuses non seulement pour l'interprétation des résultats de recherche, mais aussi pour la mise en œuvre du programme.

Les bénéfices de la communication pour le développement

La conduite rigoureuse de ces sessions d'engagement, de dialogue et d'évaluation communautaires a considérablement facilité la prise en compte des résultats de l'étude *Gender and Multiple and Concurrent Sexual Partnerships* dans les politiques et pratiques des principales parties prenantes à l'action sur le VIH et le sida. Le projet a reposé sur une approche sociologique, doublée de processus de dialogue communautaire, et l'implication de l'équipe de projet dans ces deux dimensions a été un facteur essentiel du succès de l'étude. Grâce à ces deux composantes d'engagement et de dialogue communautaires, l'étude a été bien plus qu'un 'énième rapport' sur le Lesotho. La stratégie adoptée a favorisé l'appropriation non seulement du processus, mais aussi des problèmes abordés, faisant ainsi de la question des partenariats sexuels multiples et parallèles un élément, désormais, central de la riposte du Lesotho au sida. Trois facteurs clés ont contribué à créer un sentiment réel d'authenticité, d'appropriation et de légitimité des résultats et du processus de recherche dans son ensemble : (i) faire en sorte que le dialogue à tous les échelons, depuis l'échelon national jusqu'à l'échelon communautaire, soit conduit par la Commission nationale du sida ; (ii) veiller à ce que la conception de la recherche, sa mise en œuvre et l'analyse collaborative ultérieure soit menées avec rigueur ; et (iii) garantir l'engagement total des 10 assistants locaux dans l'analyse et l'interprétation des résultats, ainsi que dans la collecte des données.

Quelques réalisations majeures :

(i) Les résultats de la recherche ont fait l'objet d'une large diffusion et de nombreux débats à l'échelon national, communautaire et des districts

La Commission nationale du sida a diffusé les résultats de l'étude aux responsables de programme d'organismes qui oeuvrent à la mise en œuvre d'actions sur le sida dans les districts, et ces derniers se sont, à leur tour, appliqués à les diffuser dans le grand public. De même, la Commission nationale du sida est intervenue sur la station de radio nationale pour faire connaître les résultats de l'étude et participer à des émissions interactives avec les auditeurs sur ce sujet. Un exposé du processus de la recherche et des résultats obtenus a été présenté à la commission parlementaire et sénatoriale spéciale sur le VIH et le sida et, à l'issue de cette présentation, le Parlement a indiqué que les partenariats sexuels multiples et parallèles étaient un domaine central du plan stratégique sur le sida.

(ii) Les résultats de l'étude ont servi de base aux politiques et pratiques des principales parties prenantes au développement

Il importe de noter que le groupe thématique national pour la prévention du VIH a utilisé les résultats de l'étude dans le programme pour le changement social et comportemental (*Social and Behavior Change Package*). L'Équipe conjointe des Nations Unies sur le sida a prévu d'apporter un soutien technique à l'appui du renforcement des capacités de responsables à tous les échelons pour faire face aux problèmes qui concernent et favorisent les partenariats sexuels multiples et parallèles. Les résultats de l'étude, une fois validés par les communautés, ainsi que les éléments recueillis lors des sessions d'évaluation communautaire, ont été pris en compte dans le développement et la mise en œuvre de la campagne *One Love* lancée par le ministre de la Santé. Le coordonnateur de projet sur le terrain, qui s'était profondément impliqué dans le processus de recherche, a été recruté pour l'initiative *One Love* en vue de travailler sur les éléments de leur campagne relatifs au dialogue communautaire. La richesse des enseignements tirés du projet a ainsi été mise à profit pour le vaste programme de communication sur le changement social ciblé sur les partenariats sexuels multiples et parallèles au Lesotho.

Tous les partenaires ayant participé au projet, y compris ceux ayant participé aux dialogues communautaires, ont indiqué que le volet communication avait été un point fort du projet. L'équipe a reçu une masse importante d'informations en retour, du fait qu'elle était restée en contact permanent avec les différents sites tout au long du processus. Le scepticisme

des membres des communautés et des représentants des administrations locales eux-mêmes lors des premières rencontres, sur le fait que l'équipe reviendrait sur place pour discuter des résultats, a disparu lorsqu'ils ont constaté que cet engagement était tenu. Dès lors, la confiance a pu s'instaurer entre l'équipe et les communautés, et les parties intéressées se sont investies pleinement dans la phase de dialogue. D'après les assistants, les débats sur les résultats et l'évaluation qui ont eu lieu avec les parties prenantes des districts et des communautés ont été l'un des aspects les plus passionnants du projet.

Références bibliographiques

CIET 'Survey of HIV and AIDS related knowledge, attitudes and practice', [Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de VIH et de sida], Lesotho 2007 Résumé des principaux résultats. Mai 2008.

LDHS 2004. Ministère de la Santé et de la Protection sociale (MOHSW) [Lesotho], Bureau of Statistics (BOS) [Lesotho] et ORC Macro. 2005. Enquête démographique et de santé au Lesotho 2004. Calverton, Maryland : MOH, BOS et ORC Macro.

Khobotlo, Motlatleputa, Relebohile Tshehlo, John Nkonyana, Mahlape Ramoseme, Mokete Khobotle, Abhimanyu Chitoshia, Mikaela Hildebrand, Nicole Fraser, 2009a. Lesotho Analysis of Prevention response and Modes of Transmission study [Analyse des actions de prévention et Étude des modes de transmission du Lesotho] http://www.unaidsrstes.org/files/u1/Lesotho_MOTCountry_Synthesis_Report_13April.pdf

Khobotlo, Motlatleputa Shadrack, Mikaela Hildebrand, Kathleen M. MacQueen et Susan Kasedde. 2009b. Gender and Multiple and Concurrent Sexual Partnerships in Lesotho [Le genre et la multiplicité des partenaires sexuels au Lesotho]. Disponible sur : http://www.nas.org.ls/documents/Gender_MCP_Study_Lesotho_Final.pdf

SADC (2006) Expert Think Tank Meeting on HIV Prevention in High-Province Countries in Southern Africa [Réunion du groupe de réflexion sur la prévention du VIH dans les régions du nord de l'Afrique du Sud] – Rapport disponible sur : http://data.unaids.org/pub/Report/2006/20060601_sadc_meeting_report_en.pdf.

Notes

¹ Rapport national sur le développement humain pour le Lesotho, 2006

² Rapport sur le développement humain 2007, PNUD

³ Rapport sur le développement humain 2009, PNUD

⁴ Enquête démographique et de santé au Lesotho, 2004

⁵ Ibid

⁶ Rapport national sur le développement humain pour le Lesotho, 2006

⁷ Enquête démographique et de santé au Lesotho, 2003

⁸ Survey of HIV and AIDS related knowledge, attitudes and practice [Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de VIH et de sida]. Lesotho 2007 – synthèse des principaux résultats, CIET

⁹ *Gender and Multiple and Concurrent Sexual Partnerships in Lesotho*. Khobotlo Motlatleputa Shadrack, Mikaela Hildebrand, Kathleen M. MacQueen et Susan Kasedde, 2009

BIBLIOGRAPHIE

- Ackerman, J.M. et I.E. Sandoval-Ballesteros. 2006. 'The Global Explosion of Freedom of Information Laws' ; 58 Admin. L. Rev. 85.
- Bessette, G. 2004. *Communication et participation communautaire – Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval. Centre de recherches pour le développement international.
- Bovens, M. 1990. 'Information Rights: Citizenship in the information society', Utrecht School of Governance, Université d'Utrecht.
- Chambers, R. 1983. *Développement rural: la pauvreté cachée*. Paris, Karthala et CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale).
- Chambers, R. 1997. *Whose Reality Counts: Putting the First Last*. Londres : Intermediate Technology Publications.
- Fraser, C. and S. Restrepo-Estrada. 1998 *Communicating for Development: Human Change for Survival*. Londres : I.B. Tauris.
- Fraser, C., S. Restrepo-Estrada and L. Mazzei. 2007. 'What Do They Think? Policy-Makers and the Role of Communication for Development' in *Glocal Times* ; <http://www.glocaltimes.k3.mah.se/viewarticle.aspx?articleID=106&issueID=10>.
- Goetz, A.M. and J. Gavetna. 2001. 'Bringing Citizen Voice and Client Focus into Service Delivery'. *IDS Working Paper no. 138*, Brighton: IDS.
- Huesca, R. 2000. 'Communication for Social Change among Mexican Factory Workers on the Mexico-United States border' in *Redeveloping Communication for Social Change: Theory, Practice and Power*, dir. publ. K.G. Wilkins, pages 73-87. Lanham. Md. Rowman & Littlefield.
- Lerner, D. 1958. *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East*. New York : Free Press. Mefalopulos, P. 2008. *Development communication sourcebook: broadening the boundaries of communication*, Washington, D.C. Banque mondiale.
- Melkote, S.R. and H.L. Steeves. 2001. *Communication for Development in the Third World*, New Delhi ; Londres : Sage Publications.
- Mody, B. 1991. *Designing Messages for Development Communication: An Audience Participation-based Approach*. New Delhi: Sage Publications.
- Mody, B.(dir. publ.) 2003. *International and development communication: A 21st-century perspective*. Thousand Oaks California: Sage Publications.
- Norris. P. and D. Zinnbauer. 2002. 'Giving Voice to the Voiceless: Good Governance, Human Development and Mass Communications'. OCCASIONAL PAPER: *Background Paper for Human Development Report 2002*. Bureau du Rapport sur le développement humain. Disponible sur : http://hdr.undp.org/docs/publications/background_papers/2002/Norris-Zinnbauer_2002.pdf

Panos, At the Heart of Change: *The Role of Communication in Sustainable Development*, Panos Londres, 2007.
Disponible sur : <http://www.panos.org.uk/?lid=248>.

Quarry, W. 'Decision Makers Do Want Communication – But They May Not Want Participation' in *Glocal Times*, 2008.
Disponible sur : <http://www.glocaltimes.k3.mah.se/viewarticle.aspx?articleID=138&issueID=20>. Rogers, E. 1962. *The Diffusion of Innovations*. Glencoe, IL: Free Press.

Rogers, E. 1971. *Communication of Innovations: A Cross-Cultural Approach*. New York NY: The Free Press. Schram. W. 1966. *L'Information et le développement national*. Paris, UNESCO.

Sen. A. 2000. *Un Nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*. Paris : éditions Odile Jacob.

Servaes, J. 1991. 'Toward a New Perspective for *Communication for Development*.' in *Communication in Development*, dir. publ. F.L. Casmir, 51-86. Norwood, NJ: Ablex.

Servaes, J. 1999. *Development Communication: One World, Multiple Cultures*. Cresskill, NJ: Hampton Press. White. S.A., K.S. Nair and J. Ashcroft (dir. publ.) 1994. *Participatory Communication: Working for Change and Development*. New Delhi : Sage Publications.

Wilkins. K.G. (dir. publ.) 2000. *Redeveloping Communication for Social Change: Theory, Practice and Power*. *Participatory Communication: Working for Change and Development*. Lanham, Md: Rowman & Littlefield Publishers.

AUTRES RESSOURCES DES NATIONS UNIES

UNESCO

Indicateurs de développement des médias : cadre pour l'évaluation du développement des médias.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001631/163102f.pdf>

Modèles de cursus pour la formation au journalisme.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001512/151209f.pdf>

Media as Partners in Éducation for Sustainable Development: A Training and Resource Kit.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001587/158787e.pdf>. (En/Ar/Ru only)

Guide pratique des Centres Multimédia Communautaires.

Disponible sur : http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=15709&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Manuel de la radio communautaire.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001245/124595f.pdf>

Community Radio: A User's Guide to the Technology.

Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001561/156197e.pdf>. (En only)

Éducation Makes the News. Disponible sur : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=16503&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. (En only)

Cultural Diversity Programming Lens (CDPL) Toolkit. Disponible sur : <http://www.ifacca.org/publications/2008/01/11/cultural-diversity-programming-lens-toolkit/>. (En only)

UNICEF

Behaviour Change Communication in Emergencies: A Toolkit.

Disponible sur : http://www.unicef.org/ceecis/BCC_full_pdf.pdf. (En only)

Writing a Communication Strategy for Development Programmes: A Guideline for Programme Managers and Communication Officers. Disponible sur : http://www.influenzaresources.org/index_631.html. (En only)

Essentials for Excellence: Researching, Monitoring and Evaluating Strategic Communication for Behaviour and Social Change. Disponible sur : http://www.unicef.org/cbsc/files/Essentials_for_excellence.pdf. (En only)

Human Rights Considerations with Regard to Pandemic Influenza.

Disponible sur : http://www.influenzaresources.org/index_1071.html. (En only)

UN Avian and Pandemic Influenza Communication Resources.
Disponible sur : <http://www.influenzaresources.org/>. (En only)

Principaux engagements pour les enfants dans l'Action humanitaire.
Disponible sur : http://www.unicef.org/french/publications/index_21835.html .

Facts for Life. Disponible sur : <http://www.factsforlifeglobal.org>. (En only)

Communication Handbook for Polio Eradication and Routine EPI.
Disponible sur : <http://www.unicef.org/cbsc/files/polio.pdf> (En only)

PNUD

PNUD 1993. *Rapport sur le développement humain*. Paris: Economica.
Disponible sur : <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh1993/>

Communication for Development: A Glimpse at UNDP's Practice (2009).
Disponible sur : http://www.undp.org/oslocentre/docs09/FinalCfD_booklet.pdf. (En only)

Communication for Empowerment: Developing Media strategies in support of Vulnerable groups (2006).
Disponible sur : http://www.undp.org/oslocentre/docs09/FinalCfD_booklet.pdf. (En only)

Guide de la mesure de l'impact des programmes relatifs au droit à l'information (2006).
Disponible sur : http://www.undp.org/oslocentre/docs06/Guide_to_Measuring_the_Impact_of_R2I_programmes_French.pdf

Practical Guidance Note on the Right to Information (2004).
Disponible sur : <http://www.undp.org/oslocentre/docs04/Right to Information.pdf> (En & Ar only)

L'Accès à l'information – Note de pratique (2003).
Disponible sur : <http://www.pogar.org/publications/other/un/undp/accessinfo-practicenote-oct03f.pdf>

FAO

Participatory Rural Communication Appraisal.
Disponible sur : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y5793e/y5793e00.pdf>

Participatory Communication Strategy Design.
Disponible sur : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y5794e/y5794e00.pdf>

Information and communication for natural resource management in agriculture. A training sourcebook.
Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/009/a0406e/a0406e00.HTM>

Framework on Effective Rural Communication for Development.
Disponible sur : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0892e/a0892e00.pdf>

World Congress on Communication for Development Proceedings.
Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/010/ai143e/ai143e00.htm>

OIT

Integrating Mass Media in Small Enterprise Development, Current Knowledge and Good practices. Gavin Anderson.
Sous la direction de Karl-Oskar Olming et Nicolas MacFarquhar.

Social Marketing for Better Job Quality in Micro and Small Enterprises in Ghana. Chris Seeley. Des informations et des ressources sur l'approche du dialogue social sont disponibles sur :
http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Mainpillars/Socialdialogue/lang--en/index.htm.

ONUSIDA

Universal Access Target Setting document.

Disponible sur : [http://gametlibrary.worldbank.org/files/50_Universal Access Target Setting - UNAIDS.pdf](http://gametlibrary.worldbank.org/files/50_Universal%20Access%20Target%20Setting%20-%20UNAIDS.pdf)

Une action conjointe en vue de résultats, Cadre de résultats de l'ONUSIDA, 2009–2011.

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/BaseDocument/2010/jc1713_joint_action_fr.pdf

Setting National Targets for Moving Towards Universal Access.

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/Guidelines/2006/20061006_report_universal_access_targets_guidelines_en.pdf

Rapport sur l'épidémie mondiale de sida 2008.

Disponible sur : <http://www.unaids.org/fr/dataanalysis/epidemiology/2008reportontheglobalaidsepidemic/>

2006 SADC Prevention Think Tank report.

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/report/2006/20060601_sadc_meeting_report_en.pdf

Directives pratiques pour l'intensification de la prévention du VIH en vue de l'accès universel, ONUSIDA 2007.

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/manual/2007/jc1274-practguidelines_fr.pdf

UNAIDS meeting report – Expert consultation on Social Change Communication (2007).

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/Report/2007/jc1404-socchangecomm_en.pdf

Redefining AIDS in Asia-Crafting an Effective Response.

Disponible sur : http://data.unaids.org/pub/Report/2008/20080326_report_commission_aids_en.pdf

Les trois principes directeurs (2004).

Disponible sur : http://data.unaids.org/UNA-docs/Three-Ones_KeyPrinciples_fr.pdf